

(1)

(N° 20)

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1911.

**Proposition instituant une enquête sur la situation des indigènes
et l'application des réformes au Congo belge.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

On s'étonnera, sans doute, de voir proposer une enquête sur l'application des réformes au Congo, à l'heure même où, à l'étranger comme en Belgique, tout le monde s'accorde à dire qu'elles ont produit des résultats bienfaisants. Nous ne songeons pas à le contester, et si d'aucuns ont pu croire, au début, que les décrets relatifs à la liberté du travail et du commerce resteraient lettre morte, des témoignages récents, non suspects, et, plus encore, le déficit même des budgets suffisent à établir qu'en fait comme en droit l'ancien régime a vécu.

Mais, si la situation générale s'est réellement améliorée, nous venons d'acquérir, sans aucun doute possible, la conviction qu'à de nombreux points de vue l'administration du Congo belge prête encore aux critiques les plus sévères. Bien des abus conservent de profondes racines. D'autres, même, tendent à s'aggraver au lieu de disparaître. Et, pour partager notre sentiment à cet égard, il suffira de lire les documents que nous publions ci-après.

Ces documents, pour la plupart, émanent de magistrats, comme ceux qui servirent de base au rapport mémorable de la Commission d'enquête de 1905. Ils ont été portés, officiellement, à la connaissance des plus hautes autorités de la Colonie. Les faits qu'ils révèlent impressionneront douloureusement le pays. Les uns montrent que sous le gouvernement actuel l'action des lois, même des lois pénales, s'arrête trop souvent au seuil des missions catholiques. Les autres tendent à établir que, pour augmenter ses recettes

ou réduire ses dépenses, l'administration coloniale subordonne à des préoccupations d'ordre fiscal ou budgétaire l'application des décrets qui intéressent au plus haut point la liberté du commerce et la liberté du travail des indigènes.

Il est affirmé en effet, et, à une exception près, ces affirmations nous viennent de source officielle :

1° Que plusieurs missions catholiques, et notamment celle de Lulua-bourg, échappent à l'interdiction légale de fabriquer des boissons alcooliques ou de posséder des appareils à distiller dans la partie du Congo située au delà de la M' Pozo.

2° Que, pour « faire l'oubli » sur des infractions graves reprochées à un missionnaire et avouées par lui, M. Renkin, Ministre des Colonies, n'a pas hésité à arrêter le cours de la justice au moment où ce missionnaire était déjà assigné devant le tribunal compétent. (Voir annexe I, correspondance relative à l'affaire Van den Besselaere.)

3° Qu'un missionnaire, poursuivi pour assassinat d'un chef indigène et acquitté comme « irresponsable », a pu, quelques mois après, retourner au Congo, où il continue actuellement, dans une des missions de Scheut, son « apostolat ». (Voir annexe II.)

4° Que la majorité des enfants qui se trouvent dans les fermes-chapelles des R. P. Jésuites, au Kwango, ont été *volés* par des catéchistes des missions et y sont retenus illégalement, contre la volonté de leurs proches. (Annexe III.)

5° Que des R. P. Jésuites, infligent aux indigènes qui se trouvent sous leur influence, des châtimens corporels interdits par la loi : mise à la chaîne, flagellation. (Annexe III.)

6° Que de nombreux chefs territoriaux violent systématiquement le décret sur la chasse à l'éléphant, afin de se procurer à bas prix, dans l'intérêt du fisc, l'ivoire que leur apportent les indigènes. (Voir plus loin lettre du procureur d'État Stasse au procureur général, 24 avril 1911.)

7° Qu'un très grand nombre de travailleurs prétendument « volontaires », employés dans les postes et stations de la Colonie, ont été amenés de force, par des procédés de contrainte illégaux, ce qui permet à l'administration de payer des salaires inférieurs à ce qu'ils pourraient gagner si leur travail était réellement libre. (Voir lettres du magistrat suppléant Duchesne et du substitut Orban, juillet-août 1911. Annexe V.)

8° Que, d'une manière générale, la haute administration du Congo estime qu'on ne devrait pas exiger des commissaires de district une trop stricte observation des lois et trouve qu'en principe la magistrature devrait être privée de son actuelle indépendance et replacée sous les ordres de l'administration. (Voir plus loin lettre du substitut P. M. Leclercq au procureur d'État de Léopoldville, 31 juillet 1911.)

Si nous nous bornions à reproduire ces accusations sans publier les témoignages sur lesquels elles se fondent, on les taxerait, sans doute,

d'in vraisemblance. Aussi devons-nous, pour justifier notre proposition d'enquête, les reprendre successivement, telles qu'elles se trouvent formulées par des magistrats dont la sincérité et l'impartialité ne sauraient être mises en doute.

SECTION I.

LE GOUVERNEMENT ET LES MISSIONS.

Les faits que nous allons signaler sub n° 1, au sujet de la fabrication de boissons distillées par les missions, sont de notoriété publique au Congo. Pour le surplus, nous n'affirmerons rien qui n'ait été affirmé, au préalable, par des magistrats, sous leur responsabilité, et porté, officiellement, à la connaissance des autorités. Tous s'accordent à dire que, sous le gouvernement actuel, les missionnaires catholiques se croient tout permis. On rend hommage d'ailleurs à leurs intentions. On ne méconnaît point les services qu'ils rendent. Mais on émet les doutes les plus sérieux sur la valeur ou l'efficacité de leurs méthodes et l'on soutient, avec raison, que les lois sont faites pour eux comme pour tout le monde et qu'elles doivent leur être appliquées comme à tout le monde.

Or, ainsi que nous allons le voir, c'est trop souvent le contraire qui arrive aujourd'hui.

1° Infractions au décret interdisant la fabrication de boissons distillées.

L'Acte Général de la Conférence de Bruxelles, du 2 juillet 1890, porte (art. 91) que dans les régions de la zone équatoriale où il sera constaté que l'usage des boissons distillées n'existe pas, ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. *La fabrication des boissons distillées sera également interdite.*

En application de cet article, le décret du 16 juillet 1890 a prohibé l'importation et le débit des boissons alcooliques dans la partie du Congo située au delà de l'Inkissi (depuis 1898, au delà de la M'Pozo).

De plus, l'article 3 de ce décret porte :

« Il est interdit, dans ces mêmes territoires, d'établir des fabriques de boissons distillées ou d'installer des appareils de distillation pouvant produire de l'alcool. »

Ce texte est formel. Il n'admet, en ce qui concerne la fabrication, aucune tolérance et aucune exception. Or, il est de notoriété publique, au Congo, que plusieurs missions catholiques, et notamment celles du Kasai, possèdent des appareils à distiller l'alcool. La distillerie du R. P. Cambier, à Luluabourg, montée suivant les derniers perfectionnements, est célèbre dans toute la

Colonie. Elle produit une liqueur connue sous le nom de : « *la Flobecquoise* ». (Il en a été parlé dans les débats de l'affaire Dalle.)

On doit nécessairement se demander comment ce fait se concilie avec l'interdiction légale ?

Les missions auraient été autorisées, paraît-il, à posséder des appareils de distillation, pour leur permettre de fabriquer l'alcool nécessaire à la conservation de spécimens botaniques ou zoologiques. Mais, sans compter que pareille tolérance est contraire au texte du décret, l'enquête la plus superficielle démontrerait que les missionnaires fabriquent aussi des alcools de bouche et que, tout au moins à Luluabourg, des agents de l'État ou des sociétés en consomment de notables quantités.

2° Interruption de poursuites à charge d'un missionnaire par ordre du Ministre des Colonies.

Les tribunaux de la Colonie, depuis la reprise, se montrent très sévères lorsqu'il s'agit d'attentats à la liberté individuelle commis par des particuliers. Qu'un agent de société, par exemple, pour se procurer des vivres ou des porteurs, « amarre » un indigène et le détienne pendant quelques heures, on lui appliquera, dans toute sa rigueur, l'article 12, livre II, du Code congolais, qui punit pareils faits d'*un à cinq ans de servitude pénale*. Mais il paraît en être autrement lorsque les mêmes délits sont commis par des missionnaires.

On pourra s'en convaincre en lisant les rapports de M. le substitut Paul-Mathieu Leclercq, que nous publions en annexe et sur lesquels d'ailleurs nous comptons revenir. (Annexe III.)

D'autre part, nous croyons devoir attirer toute l'attention de la Chambre et du pays sur la correspondance officielle relative aux poursuites intentées contre le R. P. Van den Besselaer, des missions de Mill Hill, *poursuites qui ont été interrompues par ordre de M. le Ministre des Colonies*. (Voir annexe I.)

Dans le courant de 1908, le Parquet de Basan Kusu avait formé un dossier contre le R. P. Van den Besselaer.

Celui-ci était en aveu :

1° D'avoir attaché, les bras en croix et les pieds liés, un indigène, nommé Bougombo, qui était venu se plaindre d'avoir été pillé par des envoyés de la mission. Bougombo resta dans cette position toute la journée. A la nuit, il parvint à rompre ses liens et à s'enfuir ;

2° D'avoir appréhendé et ligotté par les pieds et les mains un certain Botakundola, qui s'était présenté à la mission avec un tribut de poisson insuffisant.

Malgré ces aveux, le procureur général par intérim, M. Gréban de Saint-Germain hésitait à poursuivre.

« Je ne vous cacherai pas — écrivait-il au Gouverneur général, le 26 décembre 1908 — ma perplexité au sujet de la suite à donner à cette affaire. La sévérité des peines comminées par l'article 44 du Code pénal, *le grand préjudice qui résulterait pour les missionnaires catholiques des poursuites intentées*, et qui dépasseraient les nécessités de la répression, le peu de durée de la détention subie par les nommés Bougombo et Bota Kundola sont autant de motifs qui m'engagent à classer cette affaire.

» Cette solution, cependant, pourrait nous faire taxer de partialité.... Aussi n'ai-je pas voulu prendre une décision définitive de ma propre autorité. Je vous serais, en conséquence, obligé, M. le Gouverneur général, de vouloir bien soumettre cette affaire à l'approbation de M. le Ministre des Colonies. »

En réponse à cette lettre, qui montrait que M. Gréban de Saint-Germain, abandonné à sa propre inspiration, déciderait de ne pas poursuivre, M. le Ministre des Colonies fit savoir au procureur général, le 6 avril 1909 (*annexe I*), qu'il le laissait entièrement libre des décisions à prendre en ce qui concernait la suite à donner à l'instruction ouverte contre le R. P. Van den Besselaer.

Mais, sur ces entrefaites, le procureur général Weber, dont M. Gréban de Saint-Germain faisait l'intérim, avait repris ses fonctions. Il autorisa des poursuites (12 avril 1909) et en informa le Gouverneur général. Le R. P. Van den Besselaer fut renvoyé devant le tribunal de Coquilhatville, et *l'on avait déjà fixé jour pour sa comparution à l'audience*, lorsque, les juges ayant été régulièrement et valablement saisis, *M. le Ministre des Colonies, après avoir fait remettre l'affaire à une date indéterminée, donna ordre au procureur général de « laisser tomber cette affaire dans l'oubli ».*

C'est ce qui résulte de la lettre suivante, adressée par le Ministre des Colonies au Gouverneur général, le 17 juin 1910 :

Lettre 1451 du 17 juin 1910,
transmise par n° 8058 du 12 juillet 1910.

Affaire Van den Besselaer.

Bruxelles, le 17 juin 1910.

« MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

» Comme suite à la lettre 9793.C.1464, du 18 décembre dernier, du Procureur général, que vous m'avez transmise par votre apostille n° 14/b du 27 décembre relative à l'affaire Van den Besselaer, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il a été décidé qu'il y avait lieu de laisser tomber cette affaire dans l'oubli. Aucun acte de procédure nouveau ne doit donc être effectué.

» Je vous prie de faire part, en mon nom, de ce qui précède à M. le Procureur général.

» *Le Ministre,*

» RENKIN. »

Il est donc officiellement établi que, un missionnaire s'étant rendu coupable d'un délit, l'ayant avoué, ayant été poursuivi et étant assigné, pour un jour déterminé, à l'audience du tribunal correctionnel, M. RENKIN, MINISTRE DES COLONIES, A DONNÉ ORDRE D'INTERROMPRE LA PROCÉDURE ET D'ARRÊTER LE COURS DE LA JUSTICE !

Si pareille décision — dont l'exceptionnelle gravité n'échappera à personne — a pu être prise, contrairement à l'avis du Procureur général (voir, infra, p. 25, Lettre du Procureur général a. i.), alors qu'il s'agissait d'une accusation devenue publique, on a le droit de supposer qu'en bien d'autres circonstances on a dû étouffer d'autres scandales avant qu'aucun acte de procédure n'ait été fait.

3° Retour au Congo d'un missionnaire poursuivi pour assassinat et acquitté comme irresponsable.

Le Gouvernement colonial ne se départit pas de son indulgence pour les missionnaires, lors même qu'il s'agit de faits d'une exceptionnelle gravité.

Dans le courant de 1909, un religieux de la Mission de Scheut, le Père D..., fut poursuivi pour avoir tué un chef indigène. Il fut défendu par le P. Cambier, préfet apostolique de Haut-Kasaï. Celui-ci donna lecture de sa plaidoirie qui fut jointe au dossier et dont nous publions un extrait comme pièce justificative (annexe II). C'est un document qu'il faut lire tout entier, pour apprendre à connaître la mentalité spéciale d'un chef religieux, le plus populaire des chefs religieux du Congo belge.

Les faits dont le P. D... avait à répondre étaient les suivants : Au cours d'une échauffourée entre des indigènes et la Force publique, le caporal Sadi Boko amena au Père, qui était resté près des porteurs, à la garde des bagages, le chef Lemba-Lemba, enlacé dans ses bras. « Voici un homme, dit-il, qui a voulu me tuer ; que dois-je en faire ? » — « Ceci » dit le Père, et, tirant son revolver, il brûla la cervelle au prisonnier !

Dans sa plaidoirie, le P. Cambier soutint qu'en droit strict et en droit naturel le P. D... n'avait rien à se reprocher :

« Puisque j'en suis à me déboutonner — s'écria-t-il — je me déboutonnerai jusqu'au bout. Selon moi, selon mon idée positive et raisonnée (je parle de la question de droit strict, de droit naturel), une partie belligérante a le droit de faire à l'autre ce que l'autre lui ferait dans le même cas. Ainsi, par exemple, il est prouvé par les faits existants et avérés que, si un soldat est pris par un indigène comme ceux de ces contrées, ce soldat sera

tué, massacré, mutilé, dépecé et mangé. Eh bien, *en droit strict et naturel, le soldat qui prendrait un indigène à la guerre peut le tuer, le massacrer, le mutiler, le dépecer et le manger*. Je sais bien que l'État défend, que les lois de l'État défendent ces massacres et ces mutilations ; mais, dans le cas qui nous occupe, le soldat pêcherait sans doute contre les lois de l'État, il ne pêcherait pas contre le droit strict, contre le droit naturel.

» Autre exemple : c'est une loi internationale qu'à la guerre, dans les pays civilisés, on ne tue pas les prisonniers. Mais supposons qu'à la guerre de 1870 les Français auraient appris que les Allemands tuaient les prisonniers français. Aurait-on donné tort aux Français de tuer les prisonniers allemands ? » (Voir annexe II.)

Le tribunal — faut-il le dire ? — n'accueillit pas la thèse principale du P. Cambier. Mais celui-ci avait plaidé, en ordre subsidiaire, que le P. D..., ayant eu la maladie du sommeil, n'était plus, depuis lors, en pleine possession de ses facultés. Il ne fut procédé à aucun examen médical. Mais les faits même de la cause donnaient à croire que l'accusé était atteint de « soudanite ». Ce fut l'avis du juge. Le P. D... fut acquitté comme irresponsable et rentra en Europe au mois d'octobre 1909. Seulement, DEPUIS LORS, IL EST RETOURNÉ AU CONGO ET SE TROUVE ACTUELLEMENT DANS L'UNE DES MISSIONS DE SCHEUT !

Nous ne croyons pas devoir insister sur le péril que présente, pour les indigènes, la présence, au milieu d'eux, d'un impulsif dangereux, que son irresponsabilité même — s'il est réellement irresponsable, au sens que la médecine légale donne à ce mot — ne fait que rendre plus dangereux encore.

Le décret du 21 mars 1910 sur la police de l'immigration, qui ne distingue pas (voir art. 9 et Exposé des motifs) entre les immigrants belges et les étrangers, donne au Gouvernement colonial le droit de renvoyer du territoire congolais tout immigrant :

« S'il ne jouit pas de la plénitude de ses facultés mentales ou s'il est atteint d'une maladie contagieuse. »

On est en droit de s'étonner que le Gouvernement, qui se montre impitoyable lorsqu'il s'agit d'expulser des personnes de mœurs faciles, qui ne sont pas des immigrants désirables, mais ne constituent pas un danger pour leurs semblables, tolère sur le territoire congolais et, bien plus, accorde le bénéfice de tous les avantages concédés aux missionnaires à un homme qui peut, d'un jour à l'autre, être pris d'un nouvel accès de folie homicide !

3° Vols d'enfants pour les fermes-chapelles du Kwango.

Les rapports de M. le substitut P.-M. Leclercq, que nous publions ci-après (annexe III, n° 1), en insistant vivement pour qu'on les lise tout entiers,

datent des premiers mois de 1911 et ont pour objet l'action des RR. PP. Jésuites au Kwango.

Dans son premier rapport daté de Popo-Kabaka, 7 février 1911, et adressé au commissaire général du Kwango, M. Leclercq signale que, dans la région de Tumba-Mani, évangélisée par le R. P. Allard, les fermes-chapelles créées par les Jésuites renferment un peu plus de mille individus (dont un quart environ d'adultes). Ces fermes-chapelles — d'après M. L. — échappent complètement à l'action des chefs indigènes et à peu près entièrement à l'action de l'État. Il n'est pas difficile de voir que les catéchistes ne connaissent d'autre maître que le missionnaire, qui les encourage dans cette pensée. C'est, en effet, un moyen de propagande indirecte, car les indigènes ne manquent pas d'affluer dans les fermes-chapelles quand ils constatent que cela leur procure l'impunité. Bien plus, les catéchistes prétendent souvent diriger le chef indigène. Ils prélèvent des impôts et n'hésitent pas à recourir à des *arrestations arbitraires* pour les sanctionner. Les affaires de ce genre sont en instruction.

La principale question est, naturellement, celle du recrutement des 650 enfants non orphelins qui se trouvent dans les fermes-chapelles. Viennent-ils librement, ou contre leur gré mais de l'assentiment de leurs parents, ou bien sont-ils tout simplement volés?

« JE REGRETTE — déclare M. L. — DE DEVOIR LE DIRE, CAR LE P. ALLARD EST UN BRAVE HOMME, MAIS AU MOINS LES NEUF DIXIÈMES DE CES ENFANTS SONT VOLÉS. »

M. L., au surplus, ne tranche pas dans ce premier rapport la question de savoir si, comme le prétendent les chefs médaillés de la région, le P. Allard paie des primes aux catéchistes pour que ceux-ci lui amènent des enfants. Il semble plutôt porté à croire que le P. Allard est trop soucieux de la légalité pour violer sciemment la loi, mais *il constate que les enfants volés par les catéchistes ne sont pas rendus à leurs parents*, et il conclut en disant que le seul remède à une situation aussi déplorable, c'est la suppression radicale des fermes-chapelles.

Ce premier rapport de M. L. a été transmis au Gouverneur général par la Commission du district du Kwango. Dans sa lettre d'envoi, ce fonctionnaire dit qu'elle contient des exagérations, mais que cependant il convient de prendre des mesures à la frontière, si l'on veut éviter l'exode des populations en territoire portugais à cause des agissements des Jésuites.

De même, dans sa lettre du 9 avril 1911 (annexe III, n° 2) adressée au procureur général, M. le procureur d'État ff. Celetti déclare que le rapport Leclercq est excessif, mais, après avoir constaté que « ses sentiments envers les missions ne sauraient pas être soupçonnés », reconnaît que le système des fermes-chapelles n'est pas défendable et souhaite de les voir bientôt disparaître, « ce qui, même au point de vue religieux, ne sera pas un grand mal, car ni les indigènes, ni les protestants ne pourront plus dire que les pères sont des voleurs d'enfants, et *la confiance envers les Pères Jésuites renaitra dans les populations* ».

Il résulte de la réponse qui nous a été faite par M. le Ministre des Colonies, le 20 novembre 1911, qu'à la suite des constatations de M. Leclercq, les fermes-chapelles de la région de Tumba Mani auraient été licenciées par la mission elle-même. Le tout est de savoir si elles ne se reconstitueront pas sous une autre étiquette.

Mais ainsi qu'on va le voir, le système des fermes-chapelles n'était pas pratiqué seulement dans la région de Tumba Mani. Il existait et il existe encore à l'heure actuelle, avec les abus qu'il engendre, dans toutes les parties du Kwango où les RR. PP. Jésuites exercent leur influence.

A peu près en même temps que la lettre de M. Celetti, le procureur général recevait du substitut Leclercq un second rapport daté de Kassongo-Lunda, 20 avril 1911. Ce rapport (*annexe III*, n° 3) est plus développé et plus détaillé que le premier. Il contient un historique complet de la question des fermes-chapelles, en même temps que les résultats d'une enquête minutieuse, non plus seulement à Tumba Mani, mais dans toutes les parties du Kwango où les Jésuites « font de l'avancement ».

Nous n'insisterons pas sur la partie historique de ce rapport. Elle n'a plus, heureusement, qu'un intérêt rétrospectif. Disons seulement qu'elle tend à confirmer par un ensemble de constatations accablantes les conclusions, si violemment attaquées, de la Commission d'enquête de 1905.

Quant au présent, M. L. étudie les conséquences du système d'évangélisation adopté par les Jésuites, qui consiste à isoler les jeunes générations, à les retirer des villages païens, à former des centres indépendants peuplés de centaines d'enfants (800 à Kisantu, 300 à Kimpoko, 900 à Lemfu, etc.), et à créer des centres auxiliaires (fermes-chapelles) dirigés par un capitaine noir, villages nouveaux dont ils sont les maîtres et qui sont habités exclusivement par des chrétiens et des enfants retirés par eux des villages indigènes.

C'est ce système qui provoqua de graves conflits et a fait naître « chez les indigènes la haine et la terreur des Jésuites, si vivace — dit M. L. — que, lorsque je suis passé dans la région en décembre 1910 et janvier 1911, des villages entiers s'enfuyaient dans la forêt à mon approche, le bruit s'étant répandu que je venais prendre des enfants pour les missions ».

On verra, en lisant le rapport, que la plupart des enfants sont aujourd'hui obtenus comme suit : *ou bien* le missionnaire s'adresse au chef. Il lui demande tant d'enfants. Si le chef refuse, tout est dit ; mais souvent le chef, alléché par la promesse d'argent ou de cadeaux (notamment des redingotes, des chapeaux, ou de 15 à 20 francs par enfant), envoie au missionnaire quelques enfants. Les parents protestent inutilement ; *ou bien* les catéchistes noirs font le recrutement, et « ces catéchistes, auxquels on ne peut demander la modération, chose inconnue ici, prennent les enfants de force, vont en bande les arrêter dans les villages, les *amarrent* et, au besoin, amarrent aussi les chefs, et profitent de l'expédition pour voler ».

Lorsque les plaintes des indigènes se font trop vives, les missionnaires congédient ou, plus exactement, envoient ailleurs les catéchistes. C'est

ainsi que le P. Allard, recevant des plaintes contre plus de vingt catéchistes qui avaient commis de graves infractions, s'est — dit M. Leclercq — empressé de les *déplacer*, mais s'est gardé de les livrer à la justice, comme c'eût été son plus strict devoir. (Cp. Réponse de M. le Ministre des Colonies à ma question du 15 novembre, *infra* p. 11.)

Alors même, d'ailleurs, que l'on « dégomme » les catéchistes, on garde les enfants et, les ayant gardés, on substitue à la contrainte physique d'autres moyens pour les retenir :

« Quand les garçons ont 14 ans et les filles 12, les R. P. Jésuites les marient. Les ménages chrétiens vont presque tous habiter, après leur mariage, dans les fermes-chapelles. L'on constate que, bien qu'adultes, ayant des enfants, ils restent soumis à l'autorité de la mission, même lorsqu'au fond de leur cœur ils voudraient aller vivre dans le village où ils seront chez eux.

» Le R. P. Butaye m'a expliqué — continue M. L., — comment ce résultat était obtenu. Les jeunes ménages, au moment où ils sont unis, ne possèdent absolument rien. Pour permettre leur établissement, les missionnaires leur donnent quelques bêtes, étoffes, outils et un peu d'argent. Ces ménages deviennent donc les débiteurs de la mission. Seulement, pour les empêcher de se libérer par leur travail, *les missionnaires refusent le remboursement en espèces, mais subordonnent leurs prêts à la condition qu'ils seront désormais propriétaires indivis dans tous les biens, présents ou futurs, des nouveaux mariés.* »

Qu'en imposant aux indigènes qui subissent leur influence de tels contrats de servitude, les RR. PP. Jésuites n'obéissent à aucune pensée de lucre ou d'intérêt personnel, et n'aient d'autre fin que d'agir au mieux de leurs intérêts religieux, M. L. le déclare hautement, et, pour éviter tout malentendu, nous tenons à le dire aussi.

Mais cet hommage rendu aux intentions, M. L. n'en constate pas moins que, par leur éducation très sévère, leurs règles très dures, le sentiment du caractère sacré de leur mission, les Pères sont essentiellement autoritaires, intransigeants et aussi peu soumis que possible de la légalité :

« Ils prétendent, dit-il, gouverner, comme ils l'entendent, le petit monde qui leur est soumis. *Ils sanctionnent des peines du fouet et de la chaîne les manquements aux devoirs religieux ou à la morale catholique, commis même par des adultes, majeurs, résidant dans leurs fermes-chapelles.* »

C'est ainsi qu'à Pesé M. L. déclare avoir vu enchaîner par le cou à la vérandah de la mission, par le P. Hanquet, un homme de 18 à 20 ans, parce qu'il avait eu des relations hors mariage avec une femme dans une ferme-chapelle. Le P. Hanquet déclara au substitut — qui délivra le prisonnier, mais semble n'avoir pas poursuivi pour détention arbitraire — avoir reçu l'ordre de son supérieur le R. P. Banckaert de sanctionner par la chaîne et le fouet les manquements aux mœurs et aux devoirs religieux commis par les catéchistes ou les chrétiens.

On trouvera dans les rapports suivants de M. L., datés de Duna, 12 et 20 juillet 1911 (annexe III, n°s 4 et 5), une série de précisions qui répondent au reproche d'exagération qui lui avait été fait. M. L., en effet, donne une énumération détaillée d'actes délictueux commis par les catéchistes des missions. C'est à la suite de ces constatations que le R. P. Allard s'est entendu avec le commissaire de district du Kwango pour licencier les fermes-chapelles de Tumba Mani. Mais M. Leclercq fait observer que si le P. Allard reconnaît aujourd'hui l'indéfendabilité du système, tous les missionnaires sont loin d'être de cet avis; que certains, les RR. PP. Buteye, Devos et Swannet, surtout, sont d'ardents partisans du régime dont ils ont été les fondateurs il y a douze ou quinze ans.

Le 13 novembre 1911, nous avons posé à M. le Ministre des Colonies, au sujet des faits qui s'étaient passés dans le Kwango, une question à laquelle il a été répondu de la manière suivante :

Question.

« Est-il exact qu'en 1910 ou 1911 des RR. PP. Jésuites, ou leurs catéchistes, aient eu recours à des procédés illégaux et abusifs pour assurer le recrutement des enfants placés dans certaines fermes-chapelles du Kwango? »

» Dans l'affirmative, le Gouvernement colonial a-t-il pris des mesures pour mettre fin à ces abus? »

Réponse.

« Un magistrat en tournée dans le Kwango a constaté que le personnel des fermes-chapelles établies dans la région de Tumba Mani n'avait pas toujours été recruté suivant les prescriptions du décret du 12 juillet 1890 sur les colonies d'enfants indigènes.

» Un certain nombre de catéchistes qui s'étaient rendus coupables de ces recrutements irréguliers avaient déjà été congédiés par le missionnaire.

» Le Gouvernement n'a pas eu à intervenir, le Gouverneur général nous ayant fait savoir que les fermes-chapelles de la région de Tumba Mani ont été licenciées par la mission elle-même. »

On observera que les faits dénoncés par M. le substitut P.-M. Leclercq ne concernent pas seulement les fermes-chapelles de la région de Tumba Mani; que si le missionnaire auquel la réponse ministérielle fait allusion a congédié certains catéchistes, il a, d'après M. Leclercq, gardé les enfants; qu'au surplus le licenciement des fermes-chapelles de Tumba Mani ne dispensait pas le Gouvernement d'intervenir, puisque les « vols d'enfants », commis par les catéchistes des missions, constituaient des infractions à la loi pénale.

Résumé.

Les documents analysés ou reproduits dans la Section I de ces développements se rapportent soit à des cas isolés — affaires D... et Van den Besse-laere — auxquels, malgré leur extrême gravité intrinsèque, nous attachons surtout une importance symptomatique, soit, au contraire, à l'application, dans tout un vaste district, des décrets relatifs à la liberté individuelle et à la tutelle des enfants.

On doit s'attendre, au surplus, à voir les R. P. Jésuites protester contre les rapports de M. P.-M. Leclercq, comme ils ont protesté jadis contre les conclusions du rapport de la Commission d'enquête de 1905. Et certes, étant donné qu'il y a dans les lettres de M. Leclercq, à côté d'indiscutables constatations de fait, — qui suffisent à prouver la réalité de graves abus, — des appréciations personnelles et subjectives, nul ne contestera que, avant de porter un jugement définitif sur les agissements et les méthodes des missionnaires au Kwango, il soit équitable d'entendre les réponses des intéressés.

Mais, comme les questions soulevées par M. Leclercq intéressent des milliers d'enfants ou de jeunes gens, ainsi que leurs proches; que des divergences profondes existent entre les missionnaires eux-mêmes, sur des méthodes à mettre en œuvre pour agir sur les populations indigènes; qu'en tout cas nous nous trouvons devant cette affirmation formelle, émanant d'un magistrat responsable et, au moins en partie, reconnue exacte par le Ministre des Colonies lui-même, que la plupart des jeunes indigènes qui se trouvaient dans les fermes-chapelles de Kwango ont été *volés* par les catéchistes des missions et y *sont retenus en violation de la loi* et contre le gré de leurs parents, il paraît difficilement contestable qu'une enquête s'impose et que la Chambre a le devoir de l'ordonner.

SECTION II.

LE GOUVERNEMENT ET LA LIBERTÉ DU COMMERCE ET DU TRAVAIL.

Les abus qui nous restent à signaler ont un caractère plus général et engageant, plus gravement encore, la responsabilité du gouvernement colonial.

Ils rendent, dans une large mesure, illusoires les garanties légales accordées aux commerçants et aux indigènes. Ils paraissent procéder, les uns et les autres, d'une préoccupation unique : augmenter, coûte que coûte, les ressources de la Colonie, réduire au minimum les dépenses, et cela pour échapper, autant que possible, à l'obligation de demander à la Belgique des sacrifices, après lui avoir fait croire que, dès le début, le Congo rapporterait au lieu de coûter.

1° Achats d'ivoire par les chefs territoriaux en violation de la loi.

Le décret du 25 juillet 1889, modifié et renforcé par le décret du 26 juillet 1910, interdit la chasse à l'éléphant dans toute l'étendue du territoire de l'État, à moins de permission spéciale. Cette permission peut être accordée sous deux formes : 1° le *permis*, dont l'obtention préalable est exigée pour toute chasse à l'éléphant au moyen d'armes à feu autres que le fusil à silex ; 2° l'*autorisation*, qui pourra être accordée par écrit ou verbalement par les commissaires de district quand les chasseurs d'éléphants se serviront uniquement de fusils à silex, de lances ou de pièges de toute nature. Cette autorisation doit également être obtenue préalablement. Les Commissaires de district doivent tenir note des conditions auxquelles les autorisations auront été accordées. (Arrêté du Gouverneur général, 5 octobre 1889.)

Or, dans un procès récent devant le tribunal de Cocquihatville, il a été déclaré que lorsque des indigènes chassaient sans autorisation préalable, mais apportaient l'ivoire des éléphants tués aux chefs de poste de la Colonie, ceux-ci l'accepteraient et le payeraient, au lieu de le saisir et de dresser procès-verbal.

C'est ce qui résulte de la lettre suivante adressée au procureur général par le substitut Stasse, le 21 avril 1911 :

Liberté du commerce de l'ivoire.
Lettre 4718/249, W., du 21 avril 1911.

Affaire Thomas et consorts.

Cocquihatville, le 21 avril 1911.

« MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

« Monsieur le Commissaire général, entendu à l'audience, a bien déclaré que lorsque des indigènes apportaient de l'ivoire aux chefs de poste de la Colonie, ceux-ci l'acceptaient et le payaient au lieu de le saisir et de dresser procès-verbal, mais c'est là une ratification tacite qui ne peut valoir autorisation et est inopérante à effacer le caractère délictueux de l'acte de chasse consommé.

« D'ailleurs, l'administration n'a pratiqué cette interprétation de la loi, qui est en violation, que lorsqu'elle retirait un bénéfice et chaque fois qu'un concurrent — société ou individu — a surgi pour acquérir cet ivoire d'éléphants chassés sans autorisation préalable et explicite par les indigènes, elle a alors brandi le décret et saisi les pointes, sans plus parler de ratification. (Voir notamment affaires Cornil, Remacle et Ise Kefange.)

» Pour le Procureur d'État,

» STASSE. »

Il est à peine besoin d'insister sur la gravité des faits que révèle cette lettre.

Grâce aux pratiques illégales, dénoncées par M. Stasse, un chef territorial peut se procurer à vil prix de grandes quantités d'ivoire. Il attribue tout d'abord, *en vertu de la loi*, la moitié du poids total de l'ivoire qu'on lui apporte. Il se fait, ensuite, remettre l'autre moitié, *violation de la loi*, pour un prix très inférieur à la valeur marchande. Et, dans ces conditions, le libre commerce de l'ivoire devient un leurre. Les concurrents de l'État — individus ou sociétés commerciales — ne conservent qu'un droit théorique. Les indigènes sont obligés de se défaire des produits de leur chasse dans des conditions aussi désavantageuses pour eux qu'elles sont fructueuses pour le fisc.

Le 15 novembre 1911, nous avons posé à M. le Ministre des Colonies la question suivante :

« Le Gouvernement colonial a-t-il pris, depuis le 1^{er} janvier 1910, des mesures tendant à assurer la stricte exécution de l'article 3 et de l'article 13 de l'arrêté du Gouverneur général, en date du 30 octobre 1905, relatif à la chasse à l'éléphant? »

M. le Ministre a répondu :

« L'arrêté du Gouverneur général en date du 30 octobre 1905 relatif à la chasse à l'éléphant est abrogé depuis le 1^{er} janvier 1911 par le décret du 26 juillet 1910 sur les droits de chasse et de pêche au Congo belge. Une réglementation plus sévère a été adoptée (*Bulletin officiel*, p. 646). En exécution de ce décret, le Gouverneur général a pris deux ordonnances, l'une du 12 octobre 1910 et l'autre du 17 novembre (*Bulletin officiel*, 1910, pp. 1048 à 1069). »

Il résulte de cette réponse que, depuis le 21 avril 1911, date de la lettre de M. Stasse, signalant au Procureur général des abus auxquels donnait lieu la violation, par les chefs de poste, de la loi sur la chasse, aucune ordonnance nouvelle n'a été prise par l'administration coloniale.

2° Recrutement, par la force, de travailleurs « volontaires ».

L'arrêté du Gouverneur général du 17 novembre 1888, article 1^{er}, dont les dispositions ont été complétées par le décret du 14 août 1910, dit que les noirs ne sont admis au service de l'État Indépendant du Congo que si leur engagement a été consenti volontairement. Il n'y a d'exception à cette règle que pour les *travailleurs d'utilité publique*, dont le recrutement par la contrainte légale a d'ailleurs virtuellement cessé. Par conséquent, tous les noirs employés à Boma, dans les postes de bois, du fleuve et, d'une manière générale, dans les stations du Gouvernement, sont censés être des

travailleurs libres, et leur recrutement ne peut se faire par la contrainte qu'en commettant une illégalité.

Mais la correspondance officielle que nous reproduisons ci-après tend à établir que, d'après M. le procureur d'État suppléant Duchesne et M. le substitut Orban, la plupart de ces travailleurs, prétendument volontaires, seraient, en réalité, recrutés par la contrainte. (Annexe IV.)

La première pièce de cette correspondance est une lettre adressée au Gouverneur général par M. Lund, commissaire de district de l'Aruwimi, et datée de Basoko, 24 janvier 1911. M. Lund se plaint de ce que le substitut Orban refuse le visa des contrats passés entre l'administration et quinze « travailleurs volontaires » qui venaient d'être librement engagés par le commissaire de district lui-même.

Interpellé à ce sujet, M. le substitut Orban répond, le 28 mars 1911, qu'il a, en effet, refusé le visa exigé par l'article 20 du décret du 14 août 1910, bien que les indigènes enrôlés aient déclaré vouloir s'engager au service de l'État, mais que « cette déclaration émanant de gens arrêtés dans leur village et amenés à Basoko contre leur gré et la corde au cou lui a paru d'autant plus suspecte qu'ils étaient *tous* destinés à être envoyés comme *travailleurs dans le Bas-Congo* ». En refusant le visa, M. Orban déclare, d'ailleurs, n'avoir fait que se conformer aux instructions de ses chefs hiérarchiques.

Nous trouvons, d'ailleurs, dans la même correspondance, une lettre de M. le procureur d'État suppléant Duchesne, datée de Boma, 18 février 1911, qui approuve l'attitude de M. Orban et déplore qu'à Basoko le commissaire de district, après avoir engagé des travailleurs, ait visé lui-même leurs contrats. « Ce système, adopté presque partout, dit-il, supprime en réalité la garantie en vue de laquelle a été créé le système du visa. Le fait qu'à Basoko, où réside un magistrat, les contrats sont visés par le commissaire de district, jette un singulier jour sur cette organisation, qui, sous prétexte de contrôle, permet de ratifier aveuglément tous les contrats quels qu'ils soient. »

Quant aux conséquences qui résultent pour les indigènes de cette absence de tout contrôle sérieux, M. Duchesne les indique en ces termes : « Il arrive que pour le recrutement des travailleurs nécessaires aux besoins des stations et des postes, et dont l'engagement doit être volontaire, il est procédé comme suit : *On recrute de force dans les villages indigènes les hommes nécessaires au contingent de milice ou pour les travaux décrétés d'utilité publique. Ensuite on leur propose de remplacer par un contrat de travailleur volontaire cet engagement forcé. L'indigène, placé entre quatre ou sept années de travail forcé, loin de sa patrie, ou un travail d'une durée moindre à proximité de son village, opte généralement pour la seconde alternative.* Comme il faut alors compléter le nombre de miliciens ou de travailleurs forcés que doit fournir la région, il est procédé à une nouvelle levée, aux indigènes de laquelle on tient le même raisonnement qu'aux premiers, et ainsi de suite jusqu'à ce que les cadres de travailleurs volontaires soient complets. » (Rapport au procureur général, *infra*, p. 37).

Dans ces conditions, M. le procureur d'État suppléant Duchesne estime que « SUR LA MULTITUDE DES TRAVAILLEURS ENGAGÉS PAR LA COLONIE, IL N'Y EN A PAS CINQ POUR CENT QUI ONT QUITTÉ LEUR VILLAGE VOLONTAIREMENT ».

Le moins que l'on puisse dire, en présence de déclarations aussi graves, c'est qu'une enquête s'impose. Il serait inadmissible, en effet, qu'après avoir, à tant de reprises, affirmé sa volonté d'en finir avec le travail forcé, le Parlement ne s'émeuve point lorsque, dans la Colonie même, des magistrats n'hésitent pas à dire que, contrairement à la loi, le travail et le recrutement forcés continuent à être la règle pour l'immense majorité des travailleurs au service de l'État.

A la date du 15 novembre dernier, nous avons posé à M. le Ministre des Colonies, au sujet du recrutement forcé des travailleurs prétendument volontaires, une question à laquelle il a été répondu de la manière suivante :

Question.

« Est-il vrai que certains agents de la Colonie ont eu recours à des procédés de contrainte directe ou indirecte pour assurer le recrutement des travailleurs « volontaires » employés dans les postes de l'État ? »

» Dans l'affirmative, M. le Ministre a-t-il pris des mesures pour empêcher le renouvellement de ces abus ? »

Réponse.

« Il est exact que dans des cas peu nombreux les magistrats ont refusé le visa à des contrats de travailleurs employés dans des postes de l'État : il leur a paru qu'on avait eu recours à des procédés de contrainte pour assurer le recrutement de ces travailleurs.

» Le Gouvernement a envoyé au parquet des instructions lui enjoignant de poursuivre les infractions qui seraient constatées.

» Le Gouvernement local a, par circulaire du 22 août 1910, rappelé que le recours à la contrainte est sévèrement interdit et expose le coupable à des sanctions pénales et disciplinaires. »

On remarquera que la réponse de M. le Ministre des Colonies ne coïncide pas avec notre question. Nous lui demandions si certains agents de la Colonie n'avaient pas recours à des procédés de contrainte pour le recrutement des travailleurs ? Il nous répond que, dans des cas peu nombreux, les magistrats ont refusé le visa. D'autre part, il est à noter que la lettre du procureur d'État Duchesne, estimant que « sur la multitude des travailleurs engagés par la Colonie, il n'y en a pas cinq pour cent qui aient quitté leur village volontairement » est du 18 février 1911, donc postérieure à la circulaire visée dans la réponse ministérielle, qui est du 22 août 1910.

3° Exécution sommaire de prisonniers.

Un rapport de M. le procureur d'État Detry, daté de Stanleyville (17 juillet 1911), sur l'enquête à charge du sous-lieutenant de l'E..., tend à démontrer que les abus auxquels donnaient lieu, sous l'ancien régime, les expéditions dites punitives n'ont pas entièrement cessé et que les autorités administratives, ce qui est particulièrement grave, s'efforcent trop souvent de soustraire leurs auteurs à l'action de la justice.

Il résulte, en effet, de ce document (annexe V) qu'en juin 1910, le sous-lieutenant de l'E... fut chargé d'une opération de police contre des chefs de la région de Stanleyville. A la tête d'une troupe de cent hommes, il cerna le boma du chef Kabare. Les soldats avaient reçu la défense de pénétrer dans les cases qui se détachaient au-devant du boma (enceinte palissadée). Malgré cette défense, un soldat pénétra dans l'une de ces cases, dont l'occupant le blessa à mort d'un coup de couteau. Une algarade s'ensuivit. Les indigènes prirent la fuite. Neuf d'entre eux — six hommes et trois femmes — furent arrêtés. Le sous-lieutenant de l'E..., étant survenu, envoya un détachement tirer sur des gens qui se trouvaient à 2 ou 3 kilomètres de là. Puis, revenant aux prisonniers, il libéra les femmes, s'adressa à la troupe en ces termes : « Ils ont tué un soldat; ils en ont blessé un autre qui ne leur faisait rien; je vais venger les victimes. » Et successivement, de son Browning, *il cassa la tête à six malheureux prisonniers sans défense.*

Cet acte abominable n'engagerait que la responsabilité de son auteur; mais le rapport de M. le procureur d'État Detry — qu'il faut lire tout entier (annexe V) — constate en outre que, pour étouffer l'affaire, les autorités administratives firent l'impossible, allant jusqu'à infliger huit jours de prison militaire à un gradé noir qui avait dénoncé le fait et à punir deux autres soldats qui avaient déposé contre le sous-lieutenant de l'E...

« Sans doute, aujourd'hui que la vérité est connue, — dit M. Detry dans son rapport, — ces punitions seront-elles levées, mais *l'impression lamentable sur l'esprit des noirs, causée par la colère d'Européens qui, attendant d'eux une réponse favorable, ont été déçus, n'en subsiste pas moins.* »

Ajoutons que dans un rapport, daté du 17 juillet 1911, M. le procureur d'État Detry, tout en croyant à la responsabilité de l'E..., admettait qu'il fallait le soumettre à un examen médical. Mais il pensait, comme le substitut Bull, que c'est en Europe seulement qu'on pouvait procéder à un examen approfondi et définitif. Or, le sous-lieutenant de l'E... est toujours au Congo, et M. le Ministre des Colonies croit qu'on y a procédé à un examen mental. On se demande quelles garanties pourra présenter l'examen mental fait dans pareilles conditions, contrairement à l'avis du parquet.

4° Atteintes à l'indépendance des magistrats.

Dans beaucoup de régions du Congo, des relations entre la magistrature et certains fonctionnaires de l'ordre administratif sont rien moins que cordiales. Généralisant à tort ce qui est vrai pour quelques-uns, des fonctionnaires de l'ordre administratif reprochent aux magistrats d'être, pour la plupart, des gèners ne connaissant rien, ou pas grand' chose, aux affaires d'Afrique et apportant d'Europe des idées toutes faites, qui ne sont pas de mise au Congo. Les magistrats, de leur côté, se plaignent de ce que, trop souvent, des chefs territoriaux, dominés encore par les conceptions de l'ancien régime, s'ingénient, par tous les moyens, à entraver l'exercice de leur mission et, faute de pouvoir les tenir sous leur dépendance hiérarchique, s'efforcent, tout au moins, de les mettre sous leur dépendance matérielle.

C'est ainsi, par exemple, que, dans une lettre adressée à son chef, M. le substitut P.-M. Leclercq, déjà cité, à propos de ses rapports sur les agissements des RR. PP. Jésuites, raconte en ces termes les mauvais procédés qu'aurait eus à son égard M. le commissaire général du Kwango :

Dépendance matérielle du Parquet.

Objet : Agissements de M. Van Wert. Rapports entre Parquet
et Administration.

Léopoldville, le 31 juillet 1911.

« MONSIEUR LE PROCUREUR D'ÉTAT,

» Au Kwango, tout se concentre entre les mains du Commissaire général, dont l'hostilité peut vous enlever communications, vivres, logement.

» Ainsi quand je suis parti pour Kassongo Lunda, le Commissaire général m'avait promis de m'envoyer le steamer *Baron Lambert* me chercher, si j'étais empêché de descendre par le steamer *Louise*. Je débarquais à Kassongo Lunda le 3 avril et demandais le *Lambert* par une lettre qui a dû arriver le lendemain à Popo Kabaka. Je suis resté sans nouvelles jusqu'au 7 mai, jour du retour de la *Louise*. Ce jour-là je recevais une lettre de M. Van Wert, m'avisant qu'il ne pouvait m'envoyer le steamer *Lambert* avarié : il m'avait laissé ainsi cinq semaines sans aucune nouvelle, alors qu'un courrier hebdomadaire réunissait par terre Kassongo et Popo Kabaka.

» Après notre algarade à propos de l'affaire Sabo, je n'ai plus, jusqu'à mon retour à Kituidi, reçu de poisson (avec un morceau de bouc par semaine, seule viande obtenue à Popo Kabaka), bien que le poisson fut pêché et réparti entre les agents.

» J'ai été tout le temps logé dans la plus ignoble maison de Popo Kabaka, hutte en pisé de petites dimensions, pourrie, et que j'ai dû fuir le 27 juin, me réfugiant sous la tente, parce qu'elle menaçait ruine. Or, depuis le mois de mars l'ancienne factorerie du C. C. C., maison en bois à trois chambres, avait été reprise par l'État, et il avait été convenu par MM. Celetti et Van Wert que cette maison deviendrait celle du Parquet. Malgré cela, et sous des prétextes divers, M. Van Wert me l'a refusée, tout en y logeant des commis, des sous-officiers, voire même des agents du C. C. C.!!

» *Il est infiniment regrettable que, tout d'abord, M. Van Wert soit juge, car cela lui permet d'intervenir constamment, avec une apparence de raison, dans les affaires du Parquet : il a été même jusqu'à me demander, comme Commissaire général, des explications au sujet de déclarations contenues dans un dossier qui lui avait été communiqué comme juge pour une mise en détention. Il a aussi déclaré qu'il refusait de siéger avec le substitut David.*

» Il est ensuite regrettable qu'il n'y ait pas d'une façon permanente un magistrat de carrière à Popo Kabaka ; il est, en effet, difficile au substitut D^r David, qui dépend pour son avenir de M. Van Wert, de faire montre d'indépendance à l'égard de celui-ci.

» Il est pour la même raison regrettable qu'il n'y ait pas un fonctionnaire de la justice pour remplir les fonctions de greffier et de gardien de la prison.

» *Cette situation est d'autant plus regrettable que la haute administration du Congo estime qu'on ne devrait pas exiger des commissaires de district une trop stricte observation des lois, et trouve qu'en principe la magistrature devrait être privée de son actuelle indépendance et replacée sous les ordres de l'administration.*

» *Le Substitut,*

» PAUL-MATHIEU LECLERCQ. »

Dans d'autres parties du Congo, c'est par d'autres moyens que l'on essaie de porter atteinte à l'indépendance de la magistrature.

C'est ainsi, par exemple, qu'un religieux de Stanleyville, le P. Gonthier ayant accusé trois agents de l'État d'avoir, étant en état d'ivresse, parodié une cérémonie religieuse, l'enquête faite par le Parquet aboutit à un non-lieu.

Il semble que cette décision n'ait pas répondu à l'attente du Gouvernement. Toujours est-il que l'inspecteur d'État M. Collins fut envoyé aux Falls pour faire, cette fois, une enquête administrative. Nous avons sous les yeux le rapport adressé par ce haut fonctionnaire au Gouverneur général. Après avoir parlé « de l'existence à Stanleyville d'une loge maçonnique qui dirige tout et tient en mains l'avenir et la destinée de tous les agents, qui, tous, tremblent devant ses membres », M. Collins veut bien reconnaître « que le fait de faire partie de la loge ne constitue pas un délit au sujet

duquel il puisse être permis de faire une instruction ». Mais il se permet d'accuser M. le procureur d'État Detry de s'être entendu avec ses subordonnés pour étouffer l'affaire qui a provoqué une enquête, et sans apporter de moindre preuve à l'appui de ses suppositions, il insère dans son rapport la suggestion suivante :

« Je crois pouvoir me permettre d'émettre une opinion qui m'est dictée par la nécessité de modifier complètement la situation que j'ai trouvée à Stanleyville : c'est qu'il serait nécessaire d'apporter des modifications profondes au personnel. Il serait notamment maintenant désirable que le *Parquet* (procureur d'Etat et substituts) fût renouvelé ».

Et plus loin :

« M. le procureur d'Etat Detry, je n'hésite pas à le dire, exerce une influence néfaste non seulement sur le personnel, mais encore sur toutes les affaires du district ».

On voudra reconnaître qu'il est intolérable que la situation d'un magistrat, dont tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher apprécient hautement l'intégrité, la conscience et l'indépendance d'esprit, soit à la merci d'un rapport administratif secret, contre les allégations duquel il ne lui est même pas possible de se défendre !

Tels sont les faits que nous invoquons pour justifier notre proposition d'enquête. Ces faits sont graves par eux mêmes, plus graves encore parce qu'ils font pressentir que d'autres faits, analogues, doivent s'être produits. La plupart d'entre eux sont constatés dans des rapports officiels, dont les affirmations, certes, doivent être, sur certains points, contrôlées, mais auxquels la personnalité de leurs auteurs donne indiscutablement une autorité morale impressionnante.

Nous n'avons rien fait pour être mis en possession de ces rapports. Mais, les ayant, il nous a paru impossible de ne pas les publier. Peut-être eussions-nous hésité, si l'attitude de l'administration coloniale avait permis de croire que, mise au courant, elle était résolu à agir. Mais rien, dans ses actes, n'autorisait cette espérance, et dès lors c'était pour nous un impérieux devoir de parler, dans l'intérêt des indigènes comme dans l'intérêt du Congo belge : dans l'intérêt des indigènes, victimes des violences déplorables, atteints ou menacés dans leur liberté personnelle et dans la liberté de leurs enfants; dans l'intérêt du Congo belge, car ce n'est pas en étouffant des scandales qui tôt ou tard, fatalement, viendraient au jour, mais, au contraire, en les dénonçant elle-même, en s'attachant à les découvrir, en s'efforçant, avec une énergique ténacité, à les faire disparaître, en assurant partout le respect de la loi, que la Belgique désarmera les critiques désintéressées et les autres, en prouvant sa volonté inflexible de rompre avec les méthodes et les pratiques détestables du passé.

EMILE VANDERVELDE.

**Proposition instituant une enquête
sur la situation des indigènes et
l'application des réformes au Congo
belge.**

ARTICLE PREMIER.

Une enquête sera ouverte sur la situation des indigènes et l'application des réformes qui ont été décrétées, depuis 1906, au Congo belge, spécialement en ce qui concerne l'interdiction de la fabrication et de la vente des spiritueux, la protection des indigènes contre des attentats à leur liberté individuelle, la tutelle des enfants orphelins ou abandonnés, la suppression de l'impôt en nature et l'établissement de la liberté commerciale, les mesures prises en faveur de la liberté du travail, notamment en ce qui concerne les indigènes admis au service de la colonie.

ART. 2.

Il sera nommé par la Chambre, au scrutin secret, une commission de neuf membres pour procéder à cette enquête.

ART. 3.

Cette commission pourra faire entendre, comme témoins, les fonctionnaires de l'ordre civil et militaire, ainsi que toute personne qu'elle désignera.

Elle ne jouira pas des autres pouvoirs attribués par la loi aux juges d'instruction.

Elle s'adjoindra un ou plusieurs secrétaires pris en dehors de son sein.

Voorstel tot instelling van een onderzoek naar den toestand van de inboorlingen en de toepassing van de hervormingen in den Belgischen Congo.

ARTIKEL 1.

Een onderzoek zal worden ingesteld naar den toestand der inboorlingen en de toepassing van de hervormingen die, sedert 1906, werden uitgevaardigd in den Belgischen Congo, inzonderheid wat betreft het verbod sterke dranken te bereiden en te verkoopen, alsmede de bescherming van de inboorlingen tegen inbreuken op hunne persoonlijke vrijheid, de voogdij der wees geworden of verlaten kinderen, de afschaffing van de belasting in natura en de invoering van de handelsvrijheid, de maatregelen genomen ten voordeele van de vrijheid van arbeid, namelijk wat betreft de inboorlingen die in dienst van de kolonie zijn opgenomen.

ART. 2.

De Kamer zal, bij geheime stemming, eene commissie van negen leden benoemen om tot dat onderzoek over te gaan.

ART. 3.

Deze commissie kan, als getuigen, doen hooren de ambtenaren van het burgerlijk en van het militair bestuur, benevens elken persoon dien zij zal aanwijzen.

Zij zal niet bezitten de overige bevoegdheden, door de wet aan de rechters van instructie toegekend.

Zij zal zich toevoegen één of verscheidene secretarissen, buiten haar midden benoemd.

ART. 4.

En cas de décès, refus ou démission d'un membre de la commission, il sera immédiatement pourvu à son remplacement par le Bureau de la Chambre.

Il en sera de même si un membre de la commission cessait de faire partie de la Chambre.

ART. 4.

Ingeval van overlijden, weigering of ontslag van een lid der commissie, wordt onmiddellijk in zijne vervanging voorzien door het Bureau der Kamer.

Hetzelfde geschiedt wanneer een lid der commissie ophoudt deel uit te maken van de Kamer.

ÉMILE VANDERVELDE.

E. ROYER.

JH. WAUTERS.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

ANNEXE I.

CORRESPONDANCE RELATIVE A L'AFFAIRE VAN DEN BESSELAER.

Lettre 5808/C. 1461, du 26 décembre 1908.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Comme suite à ma lettre 5034/C. 1461, du 6 octobre 1908, j'ai l'honneur de vous faire tenir un dossier formé par le parquet de Basan Kusu contre le R. P. Van den Besselaer, des Missions de Mill Hill, en résidence à Bokakata (Lulonga).

C'est le sieur De Coene, dont il est question dans une autre lettre de ce jour, qui a dénoncé au parquet les faits sur lesquels porte l'enquête. Lui-même, De Coene, a été dénoncé par le R. P. Van den Besselaer. Il faut donc voir dans son acte plutôt une vengeance que l'accomplissement d'un devoir civique.

Voici les faits dont question dans le dossier :

1° *Il paraît que les indigènes de la région de Bokakata sont imposés en vivres pour la mission. Un jour, le P. Van den Besselaer dit à ses gens d'aller avertir certains prestataires en retard, d'avoir à apporter leur tribut. Les envoyés de la mission eurent une algarade avec les indigènes et furent, paraît-il, molestés.*

Ils revinrent en plus grand nombre, ne trouvèrent cette fois-ci plus personne et, en guise de vengeance, pillèrent l'habitation d'un certain Bougombo. Celui-ci se présenta à la Mission pour réclamer ses biens. Le P. Van den Besselaer le fit arrêter et attacher les bras en croix, les pieds liés. Bougombo resta dans cette position toute une journée. A la nuit, il parvint à rompre ses liens et à s'enfuir.

Le P. Van den Besselaer est en aveu sur ce point.

2° *Dans une autre circonstance de temps, un certain Botukundola se pré-*

senta à la Mission avec un tribut en poisson insuffisant. Il fut appréhendé par le R. P. Van den Besselaer et ligotté par les pieds et les mains. Il ne fut relâché qu'à la fin de la journée, lorsque les siens eurent apporté le poisson manquant.

Le P. Van den Besselaer reconnaît également ce fait.

3° A l'instar du R. P. Oomen, dont je vous entretiens dans une autre lettre de ce jour, le P. Van den Besselaer vend des cartouches aux indigènes.

Je ne vous cacherai pas, Monsieur le Gouverneur général, ma perplexité au sujet de la suite à donner à cette affaire, excepté pour le n° 3, que je crois devoir abandonner tout comme dans le cas du R. P. Oomen.

La sévérité des peines comminées par l'article 11 du Code pénal, le grand préjudice qui résulterait pour les missionnaires catholiques des poursuites intentées et qui dépasseraient les nécessités de la répression, le peu de durée de la détention subie par les nommés Bougombo et Botukundola sont autant de motifs qui m'engagent à classer cette affaire.

Cette solution cependant pourrait nous faire taxer de partialité, d'autant plus que dans le cas du sieur De Coene, évidemment plus grave que celui du P. Van den Besselaer, des poursuites ont été ordonnées.

Aussi n'ai-je pas voulu prendre une décision définitive de ma propre autorité. Je vous serais en conséquence obligé, Monsieur le Gouverneur général, de vouloir bien soumettre cette affaire à l'approbation de M. le Ministre des Colonies.

Le Procureur général a. i.,

GRÉBAN DE SAINT-GERMAIN.

Lettre 2648, du 6 avril 1909.

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Ministre des Colonies vient de m'aviser de ce qu'il vous laisse entièrement libre des décisions à prendre en ce qui concerne la suite à donner à l'instruction ouverte contre le R. P. Van den Besselaer du chef d'arrestation et de détention de deux indigènes, et m'a prié de vous en faire part en son nom.

Le Vice-Gouverneur général,

LANTONNOIS.

Lettre 7023/C. 1461, du 12 avril 1909.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Comme suite à votre dépêche 2648, du 6 avril 1909, j'ai l'honneur de vous prier de faire part en mon nom à M. le Ministre des Colonies que *j'ai autorisé des poursuites, du chef d'atteinte à la liberté individuelle, contre le R. P. Van den Besselaer de la mission de Mill-Hill.*

Le Procureur général,

H. WEBER.

Lettre n° 3034.

Boma, le 20 avril 1909.

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

Comme suite à ma lettre n° 2648 du 6 courant, j'ai l'honneur de vous retourner, sous ce pli, le dossier n° 183, formé par le parquet de Basan Kusu à charge du R. P. Van den Besselaer de la mission de Mill-Hill.

Le Vice-Gouverneur général,

LANTONNOIS.

Télégramme déposé à Bruxelles, le 2 juin, n° Nil.

GOUVERNEMENT BOMA,

12. 2 juin. — *Priez Procureur général référer Ministre à son retour Boma dans affaire Van den Besselaer, si assignation pas encore faite.*

Reçu à Boma, le 6 juin 1909, à 9 h. 35.

Pour copie certifiée conforme :

Boma, le 17 juin 1909.

Le Directeur de la Justice,

DEMEULEMEESTER.

Lettre 7683/C. 1461, du 16 juin 1909.

Boma, le 16 juin 1909.

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

Comme suite à votre lettre 3054, du 20 avril dernier, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que M. le Directeur de la Justice m'ayant communiqué ce matin le télégramme du Gouvernement central relatif à l'affaire Van den Besselaer, j'ai immédiatement télégraphié au Procureur d'Etat de Coquilhatville pour le prier, au cas où l'assignation n'aurait pas encore été lancée, de s'abstenir jusqu'à nouvel ordre d'assigner le R. P. Van den Besselaer et de surseoir à tout acte de procédure.

Il me paraît douteux que ces nouvelles instructions puissent encore parvenir en temps utile à leur destinataire; l'autorisation de poursuivre le R. P. Van den Besselaer a dû toucher le Procureur d'Etat de Coquilhatville dès le 27 avril dernier et le dossier qui lui a été retourné postérieurement à cette même autorisation a dû se trouver entre ses mains dès le 18 mai écoulé, soit depuis près d'un mois.

Je ne crois pas que depuis cette date du 18 mai jusqu'à ce jour, le parquet compétent soit resté inactif dans l'affaire Van den Besselaer.

Je serai en état de vous renseigner très prochainement à ce sujet d'une façon plus certaine; j'ai en effet prié le Procureur d'Etat de Coquilhatville de me faire connaître télégraphiquement la date de l'assignation pour le cas où celle-ci aurait déjà été lancée.

Pour le Procureur général absent,

LAMBIN.

Lettre 7715/C. 1461 du 21 juin 1909.

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

Comme suite à ma lettre 7683/C 1961, du 16 juin courant, j'ai l'honneur de vous transmettre en copie le télégramme que je viens de recevoir du substitut Duchesne. Il me fait part de ce que l'affaire Van den Besselaer sera appelée aujourd'hui même devant le Tribunal de Coquilhatville.

Aujourd'hui le Tribunal de Coquilhatville a été saisi de l'assignation et l'affaire Van den Besselaer ne peut que suivre son cours.

Le Procureur général,

WEBER.

Lettre 7746/C. 1461 du 22 juin 1909.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Comme suite à ma lettre de ce matin, portant le n° 6745/1461, j'ai l'honneur de vous faire tenir copie d'un télégramme que je reçois à l'instant de M. Vogt, Procureur d'État à Coquilhatville. *La remise de l'affaire en cause M. P. C. Van den Besselaer à une date indéterminée, remise que je n'avais pas demandée, mais qui a été réclamée par ce parquet, en suite du télégramme que je lui faisais parvenir le 16 courant, me permettra de réclamer de M. le Ministre, lors de sa descente à Boma, des instructions au sujet de l'opportunité de la continuation ou de la non-continuation des poursuites en la dite cause.*

Le Procureur général,

WÉBER.

Lettre 9793/C 1461, du 18 décembre 1909.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Par ma lettre 7746/C 1461, du 22 juin dernier, j'avais l'honneur de porter à votre connaissance que le Procureur d'État de Coquilhatville m'avait avisé télégraphiquement de ce que l'affaire Van den Besselaer avait « été remise à une date indéterminée ».

Ce magistrat ajoutait : « Pour le motif que le Ministère public attend certains renseignements de Boma ».

Bien que je ne trouve pas dans les archives du Parquet général une copie du jugement de « remise à une date indéterminée » qui a dû intervenir, et que le dossier que j'ai sous les yeux ne me donne pas de plus amples renseignements, il me paraît évident que ce jugement a été rendu sur les conclusions ou à la demande du Ministère public, qui a dû interpréter fort mal et erronément le télégramme que je lui avais adressé, pour le prier, *au cas où l'assignation n'aurait pas encore été lancée*, de s'abstenir jusqu'à nouvel ordre d'assigner le R. P. Van den Besselaer et de surseoir à tout acte de procédure.

Quoi qu'il en soit, le tribunal compétent a été régulièrement et valablement saisi de l'affaire Van den Besselaer et il faut donc qu'il statue.

Le Procureur d'État de Coquilhatville rappelle cette affaire à mon attention et sollicite ainsi indirectement des instructions pour être fixé sur ce que le Parquet en l'occurrence doit faire ou ne pas faire.

J'estime ne pas avoir qualité, étant donné les antécédents, pour prendre une décision.

Aussi je vous serais obligé, M. le Gouverneur général, de bien vouloir solliciter, en mon nom, de M. le Ministre des Colonies des instructions quant à l'attitude que le Parquet a à prendre dans le cas de l'espèce.

Le Procureur général a. i.,

LAMBIN.

Lettre 1631/C 1461, du 14 avril 1910.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Comme suite à ma lettre 9793/C 1461, du 18 décembre 1909, j'ai l'honneur de vous faire tenir sous ce pli, en vous priant de bien vouloir la transmettre en mon nom à M. le Ministre des Colonies, une lettre par laquelle M. Munch. L. Naur, Procureur d'État suppléant, à Coquilhatville, rappelle l'affaire Van den Besselaer à nouveau à mon attention et me prie de me faire savoir si j'ai pris une décision relativement à la suite à donner à cette affaire.

Le Procureur général a. i.,

LAMBIN.

Lettre 1451 du 6 juin 1910,
transmise par n° 3036 du 12 juillet 1910.

Bruxelles, le 17 juin 1910.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Comme suite à la lettre 9793/C 1461, du 18 décembre dernier, du Procureur général, que vous aviez transmise par votre apostille n° 14/b du 27 décembre relative à l'affaire Van den Besselaer, j'ai l'HONNEUR DE PORTER A VOTRE CONNAISSANCE QU'IL A ÉTÉ DÉCIDÉ QU'IL Y AVAIT LIEU DE LAISSER TOMBER CETTE AFFAIRE DANS L'OUBLI. Aucun acte de procédure nouveau ne doit donc être effectué.

Je vous prie de faire part, en mon nom, de ce qui précède à M. le Procureur général.

Le Ministre,

RENKIN.

.ANNEXE II.

MÉMOIRE-PLAIDOIRIE DU P. CAMBIER DANS L'AFFAIRE D...

(EXTRAITS.)

... Je le répète, n'importe quel blanc, ne fût-il pas chef d'escorte, n'eût-il été qu'un simple pékin, n'eût-il été qu'un noir, avait le droit de tirer, de tuer, de poursuivre pour éloigner aussi loin que possible, de tirer sur ceux qui voudraient s'approcher, de prendre, en un mot, toutes les mesures, s'il les connaissait, qu'il jugerait nécessaires pour sauvegarder sa vie et celle de ses compagnons.

Et puisque j'en suis à me déboutonner, je me déboutonnerai jusqu'au bout. Selon mon idée positive et raisonnée (je parle de la question de droit strict, de droit naturel), une partie belligérante a le droit de faire à l'autre ce que l'autre lui ferait dans le même cas. Ainsi, par exemple, il est prouvé par des faits constants et avérés que si un soldat est pris par un indigène, ce soldat sera tué, massacré, mutilé, dépecé et mangé. Eh bien, en droit strict et naturel, le soldat qui prendrait un indigène à la guerre peut le tuer, le massacrer, le mutiler, le dépecer, le manger. Je sais bien que l'État défend, que les lois de l'État défendent ces massacres et ces mutilations, mais, dans le cas qui nous occupe, le soldat pêcherait sans doute contre les lois de l'État, il ne pêcherait pas contre le droit strict, le droit naturel.

Autre exemple : c'est une loi internationale actuelle qu'à la guerre, dans les pays civilisés, on ne tue pas les prisonniers. Mais supposons qu'à la guerre de 1870, les Français aient appris que les Allemands tuaient les prisonniers français. Aurait-on donné tort aux Français de tuer les prisonniers allemands?

J'en arrive ainsi à parler d'un fait antérieur à celui-là, au cas du Père D... et de Lemba-Lemba. La bataille venait d'être engagée. On tire devant. On tire derrière. La mêlée est générale. Les deux autres blancs, tous les hommes armés sont à lutter et à poursuivre les indigènes. Le caporal Sadi Boko amène au Père, qui est resté près des porteurs, à la garde des charges, le chef Lemba-Lemba, enlacé dans ses bras. Sadi Boko a son albin dans la main droite. Lemba-Lemba a son fusil à pierre encore en mains, un couteau suspendu aux côtés.

— « *Voici un homme, dit-il, qui a voulu me tuer. Que dois-je en faire?* »

— « *Ceci* », dit le Père, et il tire son revolver, met le canon sur le front de l'individu, lâche la détente et le cadavre tombe au pied du soldat.

.
Cet acte est-il coupable ? Je pourrais vous démontrer qu'il ne l'est pas, par les principes de la théologie et de la philosophie morale; il serait trop long de vous parler de la différence qu'il y a entre l'*actus hominis* et l'*actus humanus*, des conditions du volontaire et de l'involontaire. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'intention criminelle ne peut être prouvée dans cet acte, et, s'il y a doute, vous ne pouvez condamner.

.
... Si le cas de légitime défense général et particulier n'a pas convaincu votre conscience de juge, alors, je vous en supplie, écoutez-moi, alors et alors seulement, je plaide l'irresponsabilité.

(Passages extraits du mémoire-plaidoirie du P. Cambier, joint au dossier de l'affaire D... et dont le texte complet se trouve en notre possession.)

ANNEXE III.

RAPPORTS LECLERCQ SUR L'ACTION DES RR. PP. JÉSUITES
AU KWANGO.

N° 1.

Objet : Action des RR. PP. Jésuites sur le territoire du Kwango.

Popo Kabaka, le 7 février 1911.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous envoyer quelques considérations sur l'action des RR. PP. Jésuites au Kwango (région de Tumba Mani) afin que vous puissiez prendre, dans cet ordre de choses, les mesures que vous jugerez nécessaires. Je possède, en effet, la copie de votre lettre n° 5 du 23 juin dernier à M. le Gouverneur général, et j'ai la conviction qu'il est de mon devoir de vous donner quelques renseignements précis à cet égard.

La région de Tumba Mani est évangélisée par le R. P. Allard dont la résidence est établie à Jongo, à 6 1/2 heures de marche au nord de Tumba Mani. En outre, un certain nombre de fermes-chapelles.

La Mission exerce la tutelle sur 450 enfants environ. Mais ce chiffre est de beaucoup dépassé et selon les RR. PP. Allard et Hanquet (de Pesi) les fermes-chapelles de la région des Basombos (ils les appellent Bambutus), renferment un peu plus de 1,100 individus dont assez bien d'adultes (un quart, me semble-t-il, environ).

Au point de vue matériel ces sujets des RR. PP. Jésuites ne sont ni mieux ni moins bien traités que les indigènes. Leurs cultures sont belles; leurs maisons en pisé plus saines (seulement ils y logent à quinze ou vingt); de même les vêtements ne sont ni plus riches, ni plus loqueteux. Là où les villages sont pauvres (près de Kinzamba), les enfants des fermes-chapelles crévent de faim. Ceux que j'ai vus à Kizamba, venant de la ferme-chapelle de Kidanga, n'avaient plus que la peau sur les os (à part le catéchiste qui était gros et gras).

Au point de vue moral, je n'ai vu aucune différence. L'action morale des RR. PP. me semble, jusqu'ici, avoir été complètement reléguée à l'arrière-plan, pour une œuvre de *combat* : la région de Tumba Mani est celle où les RR. PP. Jésuites font de l'avancement, donc où ils cherchent, avant tout, à avoir *le sol* et les enfants.

Au point de vue politique, les fermes-chapelles échappent complètement à l'action des chefs indigènes et à peu près entièrement à l'action de l'Etat. Il n'est pas difficile de voir que les catéchistes ne connaissent d'autre maître que le missionnaire qui les y encourage. C'est en effet un moyen de propagande indirect, car les indigènes ne manqueront pas d'affluer dans les fermes-chapelles, quand ils constateront que cela leur assure l'impunité. Bien plus, *les catéchistes prétendent souvent diriger le chef indigène. Ils prélèvent sur les villages des impositions et n'hésitent pas à recourir aux arrestations arbitraires pour les sanctionner.* Les affaires de ce genre sont en instruction.

La principale question est naturellement celle du recrutement des 650 enfants non orphelins. Viennent-ils librement ou contre leur gré, mais de l'assentiment des parents, ou bien sont-ils tout simplement volés ? *Je regrette de devoir le dire pour le R. P. Allard qui est un brave homme, mais au moins les neuf dixièmes de ces enfants sont volés.*

Le R. P. Allard m'a déclaré qu'il ne désirait pas d'enfants recrutés, qu'il interdisait à ses catéchistes d'en prendre; il m'a même dit qu'il était hostile au système des fermes-chapelles. Il a reconnu qu'en 1910 il avait chassé plus de vingt catéchistes coupables d'illégalités (entendre par là : vols, arrestations arbitraires et entorsions). Il a avoué lui-même que beaucoup d'abus étaient commis par ses sous-ordres, mais à son insu. C'est bien certain. Le R. P. Allard me semble avoir trop le souci de la légalité pour violer la loi sciemment. Ceci ne s'adresse donc pas à lui, mais à ses subordonnés et au système général des fermes-chapelles.

Si, d'une part, le R. P. Allard reconnaît que des abus se produisent (nombreux, puisqu'en un an il a renvoyé plus de vingt catéchistes et qu'il n'a pas vingt fermes-chapelles), d'autre part, la plupart des chefs indigènes se plaignent de ce que les enfants soient volés à leurs parents par les catéchistes ou par le R. P. Allard lui-même. Celui-ci, selon certains, verserait même autant de fois quinze francs qu'il désire d'enfants : un véritable marché. Vous n'avez qu'à interroger les chefs médaillés Lutumbo, Isingi, Fingombi, Bikafala, Lugaga, Dombozi, Isinga, Biko, Kinzamba, leurs sous-chefs et leurs gens pour être amplement éclairer à cet égard.

Pour le moment, je ne puis vous en dire davantage, des instructions étant en cours à l'occasion de faits irréguliers de cette nature.

Je vous signale pourtant que *les enfants ainsi volés par les catéchistes ne sont pas rendus à leurs parents par le R. P. Allard; il les garde; pourtant il ne peut méconnaître leur provenance illicite, puisqu'il punit ces mêmes catéchistes pour les avoir recrutés !*

La cause du mal provient incontestablement du système des fermes-chapelles. Les agglomérations indépendantes de chrétiens poussent d'une part le missionnaire à chercher à les peupler toujours davantage; d'autre part, leurs chefs ou catéchistes, en l'absence du missionnaire, interprètent tous, sans doute très mal, les ordres qui leur sont donnés et commettent infractions sur infractions. La suppression radicale des fermes-chapelles est le

seul remède possible. Le R. P. Allard s'en déclare partisan, ainsi que de leur remplacement par de simples écoles libres. Il se propose de venir au mois d'avril prochain s'entendre à cet égard avec vous.

Le Substitut,

PAUL-MATHIEU LECLERCQ.

N. B. — Le Commissaire de district du Kwango a transmis cette lettre au Gouverneur général, à Boma, en déclarant qu'elle contenait des exagérations, mais que cependant il était nécessaire de prendre des mesures à la frontière si l'on ne voulait pas permettre l'exode des populations en territoire portugais, à cause des agissements des Jésuites.

N° 2.

Lettre 3723, A D⁵.

Affaire Ruyssinck et consorts. — Plaintes des RR. PP. Allard et Hanquet.

Léopoldville, le 9 avril 1911.

« MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

Avant la réoccupation du Kwango, tandis que dans le reste du district dominait l'organisation commerciale du C. C. C., modérée mais très souvent soutenue par le corps de police de Popo Kabaka, dans la région de Tumba Mani et Kinzamba, trois organismes se trouvaient en présence : l'État, qui n'était plus représenté que par un agent des Finances; la Mission des RR. PP. Jésuites, dont l'œuvre était accomplie par des missionnaires actifs et surtout intelligents; le C. C. C. qui exploitait depuis longtemps la région avec un grand nombre de capitas placés dans les agglomérations indigènes.

Inutile de dire que le but poursuivi par ces trois éléments ne pouvait être le même.

L'agent des Finances, qui était en même temps officier de police judiciaire, aurait dû être parmi eux l'élément modérateur : représentant de l'État, il aurait dû être le gardien des lois et des droits des indigènes. Il n'en fit rien.

J'ai consulté les archives du Parquet de Léopoldville et j'ai constaté que l'activité du sieur Ruyssinck a été nulle comme officier de police judiciaire.

Malheureusement cet agent était doublé d'un criminel et, éloigné de toute surveillance et de tout contrôle, il s'est laissé aller à commettre une

double série d'infractions, la première en service, par la façon illégale dont il recrutait les porteurs qu'on lui demandait; la seconde pour des mobiles tout à fait personnels, en commettant des entorsions, des arrestations arbitraires et des viols.

A cette même époque le C. C. C. exploitait commercialement la région avec un médiocre respect de la légalité.

Les gérants et les capitas de Kinzamba agissaient comme en général tous les agents et capitas du C. C. C., comme ils avaient agi précédemment dans les postes de la concession de la Wamba, où ils n'avaient pas craint de dire aux indigènes qu'ils étaient choses de la Compagnie, laquelle les avait achetés à « Bula Matari », corps et biens, avec les terres.

Ils cherchaient à amener les indigènes à faire le plus de caoutchouc possible. Tous les moyens étaient bons. La contrainte morale d'abord, la contrainte matérielle ensuite. La main mise sur les biens, sur les femmes et les attentats à l'intégrité personnelle des indigènes étaient couramment pratiqués par les capitas qui, forts de l'appui du blanc et armés le plus souvent d'un fusil à piston, donnaient libre cours aux mauvais instincts de leur race.

En même temps les RR. PP. Jésuites faisaient de l'« avancement » dans la région, suivant la phrase, très exacte d'ailleurs, de M. Leclercq.

Mais ce jeune magistrat n'a vu les choses que superficiellement, sans s'inquiéter de leur enchaînement logique. *L'avancement des RR. PP. Jésuites n'est pas la rafle et l'exploitation de l'enfant; mais c'est l'application logique et méthodique d'un principe : « Il est impossible d'agir sur l'indigène adulte, et, pour agir sur la nouvelle génération, il faut la soustraire à l'influence des adultes ».*

Voilà ce que doit être, à peu près, la théorie des RR. PP. Jésuites. Il ne s'agit donc pas d'exploiter le plus grand nombre d'enfants, mais il s'agit d'éloigner les enfants des villages, même tous les enfants si possible, de les dépaganiser et de les christianiser. De cette façon la population future sera à eux. Mais pour qu'un ou deux missionnaires, quelle que soit leur activité, puisse faire cela dans une région très vaste, pour des milliers d'enfants, il faut réunir ceux-ci en groupes, pour leur donner l'instruction et les rendre indépendants du village. Voilà l'origine des fermes-chapelles avec leurs cultures.

Je n'ai pas eu malheureusement l'occasion de m'entretenir à ce sujet avec aucun missionnaire de Kisantu. Je me suis croisé avec le R. P. Allard sur la route de Popo Kabaka, mais sans le rencontrer, car justement ce jour-là j'avais perdu le bon chemin.

Mais je pense que seulement le principe exposé ci-dessus peut expliquer l'avancement fantastique des RR. PP. Jésuites de Kisantu. On voit leurs fermes-chapelles de Kiloango et de Tumba Mani parfois à six jours de marche de Kisantu. Il est évident que *le catéchiste y est le maître absolu.*

On ne saurait soupçonner nos sentiments envers la haute œuvre des missions et cependant il m'est impossible d'admettre un pareil principe.

D'ailleurs je suis certain que le R. P. Allard lui-même, avec nombre de jeunes et intelligents missionnaires, ne le trouve plus si excellent.

Il n'est pas exact qu'on ne puisse agir sur l'adulte, et les enfants néophytes doivent rester dans les villages, car on peut, par eux, agir encore plus facilement sur les adultes. Dans les écoles des autres missions, en effet, on ne rencontre pas mal d'adultes qui demandent à leur tour à être instruits. Et la meilleure preuve est toujours fournie par les résultats pratiques.

Qu'est-ce, en effet, que les 3 ou 4,000 chrétiens par destination des fermes-chapelles des RR. PP. Jésuites, en comparaison des dizaines de milliers de chrétiens conquis par les RR. PP. de Scheut à Kangu et par les Rédemptoristes dans la région voisine des Jésuites?

Et cependant, que je sache, nulle part ne sont employés les moyens de contrainte reprochés aux catéchistes des Jésuites : meilleur résultat donc avec moins d'effort.

Mais il y a plus : M. le Ministre des Colonies vient de décréter à la Chambre la fin des fermes-chapelles dans leur forme actuelle.

En effet, les enfants deviennent vite adultes et les adultes des fermes-chapelles sont soumis à l'impôt comme tout le monde ; et pour payer l'impôt, ils devront prendre un engagement ailleurs, ou bien rentrer au village et faire du caoutchouc.

Car autrement il faudrait que les RR. PP. Jésuites eux-mêmes fournissent l'argent pour l'impôt, ainsi que leur avait conseillé, d'ailleurs, M. le Commissaire général du Kwango, évidemment dans le souci d'une perception plus aisée des impôts. « *De cette façon, ajoutait-il, vous ne perdrez pas le fruit de votre long labeur et de vos sacrifices, et le Gouvernement ne manquera pas de vous rendre avec la main gauche ce qu'il vous prendra de la droite.* »

Mais je ne pense pas que ce savant conseil soit suivi. Les fermes-chapelles seront donc fermées par l'impôt, ce qui même au point de vue religieux ne sera pas un grand mal, car ni les indigènes ni les protestants ne pourront plus dire que les Pères sont des *voleurs d'enfants*, et la confiance envers le Père Jésuite renaîtra dans les populations.

Il est à propos d'examiner ici une pièce du dossier, dont j'ai eu connaissance, notez-le bien, par le Commissaire général du Kwango et dont la copie ne m'a été fournie par M. Leclercq qu'à ma requête.

Il s'agit du rapport de M. Leclercq, en date du 7 février 1911, adressé au Commissaire général du Kwango sur « l'action des RR. PP. Jésuites sur le territoire du Kwango ».

Je me suis beaucoup étonné de ce rapport étrange et il me semble qu'il y a lieu de rappeler encore une fois ce Substitut à l'impartiale sérénité et à la stricte observance de ses fonctions.

J'estime, en effet, qu'un substitut ne doit rédiger ses rapports que pour le chef du Parquet, et je déplore ce manque de discipline d'autant plus que ce rapport est excessif dans sa forme comme dans son contenu.

Les enfants volés qui crèvent de faim et qui n'ont plus que la peau sur

le dos à côté du catéchiste gros et gras, ce sont des hyperboles et des antithèses déplacées dans un rapport de magistrat. De plus, l'exposé de M. Leclercq est inexact en grande partie, surtout parce qu'il ne permet pas de se rendre compte des causes et des effets des faits tombés sous son observation.

Je ne connaissais pas ce rapport lorsque j'ai relevé, en passant à la hâte dans la même région, qu'auprès des fermes-chapelles s'étendaient de belles cultures. Et je n'ai pas manqué de demander :

QUESTION : Qui vous fait faire ces cultures?

RÉPONSE : Mon Père.

QUESTION : Qui vous donne les semences, les instruments et les instructions pour ces cultures?

RÉPONSE : Mon Père.

QUESTION : Pour qui est la récolte de ces cultures?

RÉPONSE : C'est pour nous.

De plus, il y a, dans les fermes-chapelles, des chèvres, des moutons et des poules, tandis que dans les villages on ne trouve pas un œuf.

J'ai vu aussi les maisons et également, comme M. Leclercq, que les enfants y logeaient à plusieurs; mais j'ai vu en général dans les maisons de petites caisses en bois, fermées avec un cadenas. J'ai questionné les enfants et je leur ai demandé d'ouvrir les caisses, pour contrôler leurs dires. Et j'ai constaté que le R. P. Allard fait aux enfants deux distributions par an de costumes complets, et leur fournit le cadenas pour la caisse. Le noir aime à garder ses « kitokos » pour les fêtes et les promenades : les plus riches chefs de village, à leur ordinaire, ne sont pas mieux habillés que les indigènes plus miséreux.

Il y aurait donc lieu plutôt de s'étonner si M. Leclercq avait trouvé dans les fermes-chapelles des gens bien habillés.

Il est exact que le R. P. Allard a renvoyé de nombreux catéchistes, mais il a établi à lui seul vingt-trois fermes-chapelles et le P. Hanquet presque autant, dans une région qui était restée complètement au dehors de toute influence chrétienne. Il a dû donc emprunter des catéchistes d'autres races; et la différence de race n'est pas la moindre cause des abus que les catéchistes ont commis.

Dès qu'il a pu s'en passer, dès qu'il a pu former des catéchistes de la région, il a renvoyé les anciens à leur foyer et les abus semblent avoir cessé. Ce renvoi des catéchistes est donc plutôt un fait d'ordre général qu'une mesure personnelle.

Ainsi les fermes-chapelles échappent et pour cause à l'action des chefs indigènes : ce n'est que l'application du principe que j'ai exposé. Mais elles n'échappent plus à l'action de l'État, dès qu'elles sont soumises à l'impôt. Et, d'autre part, l'action des missions, voulue et subsidee par l'État, n'est-elle pas, en quelque sorte, l'action de l'État? Quelle absurdité donc que la suppression radicale des fermes-chapelles préconisée comme le seul remède possible!

La répression des abus et la soumission à l'impôt suffisent; les lois économiques feront le reste.

Il y a quelques années, on a reproché à Kisantu de ne pas répandre sa lumière sur les peuplades des environs. Et depuis, Kisantu a réalisé une œuvre très considérable avec une rapidité étonnante. C'est ce qui a donné à M. Leclercq l'impression d'œuvre de combat ou d'avancement, mais quelle erreur juridique et économique de dire que les Jésuites cherchent avant tout à avoir le sol et les enfants!

Cette appréciation ferait croire qu'il y a là un but d'exploitation : or, les Jésuites ne font pas, comme à Kangu ou à Nouvelle-Anvers, de plantations qui peuvent rapporter, et le sol, jusqu'à ce qu'il n'est pas vendu ou concédé, appartient à la Colonie ou aux indigènes.

Je suis même certain que cet avancement constitue pour la mission une dépense notable, dans le passé comme pour l'avenir, jusqu'à ce que les nécessités biologiques et les lois économiques donneront à ces agglomérations artificielles une forme naturelle et stable.

Dans leur avancement les RR. PP. Jésuites de Kisantu se sont rencontrés avec M. Ruyssinck, dans la région de Tumba Mani, et avec l'exploitation à outrance du gérant du C. C. C. dans la région de Kinzamba : chacun désirant être le maître absolu, le conflit était inévitable. D'abord, ils ont cherché à s'entendre; mais, déçus, ils se sont accusés réciproquement. Telle est l'origine des présentes enquêtes. Je ne me proposais pas de m'arrêter dans cette région et je n'ai fait qu'y passer.

Mais j'ai appris que le R. P. Hanquet était toujours occupé à faire des enquêtes dans les villages. Puisque ni le Parquet de Léopoldville, ni celui de Popo Kabaka n'ont rien reçu de sa part depuis la lettre du 23 janvier, avec ses annexes, il y aura lieu de l'interroger et de contrôler ses déclarations et une enquête devra être faite sur les agissements du gérant et des capitas de Kinzamba.

L'enquête à charge du sieur Ruyssinck et celle à charge des catéchistes doivent être complétées sur place.

Il faudra interroger à nouveau le R. P. Allard dont les réticences, après ses accusations, ne sont plus admissibles. Il faudra qu'il s'explique, car le Parquet ne pourrait tolérer qu'on lance de graves accusations pour ensuite décliner toute responsabilité. Et j'ai été étonné du procédé des deux RR. PP. Jésuites qui, au lieu d'aider énergiquement l'autorité judiciaire dans la répression immédiate des infractions commises contre les indigènes, semblent vouloir arranger à l'amiable les faits graves qui ressortissent du Code pénal et des tribunaux, et ne s'adressent au Parquet qu'à contre-cœur et lorsque les événements ne leur donnent plus assez satisfaction.

Le Procureur d'État //

CELETTI.

N° 3.

Sur l'œuvre des RR. PP. Jésuites.

Kassongo Lunda, le 20 avril 1914.

MONSIEUR LE PROCUREUR D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous envoyer, par la présente, quelques considérations sur l'œuvre des RR. PP. Jésuites au Kwango. Mon second voyage au Kwango m'a donné l'occasion d'étudier de près l'action de ces missionnaires. Parti de Léopoldville le 2 décembre 1910, j'ai visité successivement les missions de Kisantu, Kimpako, Pesi, Lemfu et Jonggo; j'y ai logé dix-huit jours; je suis passé par de nombreuses fermes-chapelles et ai logé dans plusieurs d'entre elles; j'ai pu interroger les missionnaires, les commerçants de Madimba, Pesi, Gunga, Kinzamba, les agents de l'État à Madimba, Mahinda, Tumba Mani, plus de vingt chefs médaillés et plus de cent indigènes. Je n'ai quitté Kinzamba pour Popo Kabaka que le 29 janvier 1911. Je suis ainsi resté près de deux mois dans ce pays. J'ai dû y faire des enquêtes, dont certaines ont mis en cause soit les RR. PP. Jésuites, soit leurs catéchistes. J'ai de la sorte recueilli assez bien de renseignements sur cette question; et, me rappelant combien elle avait été discutée et avec qu'elle passion, à la suite du rapport de la Commission d'enquête en 1905, je me suis dit qu'il ne serait peut-être pas mauvais de vous faire part de ce que j'ai constaté, afin de contribuer à donner au Gouvernement, sur cette question, des renseignements précis et impartiaux.

La « question des Jésuites » n'a guère été agitée au Congo qu'à partir de 1904.

Jusqu'à cette date, c'était l'âge héroïque, les missions s'établissaient, l'on créait partout des postes auxiliaires ou fermes-chapelles, l'on recrutait les enfants sans contrôle, nul ne se préoccupait de la question de légalité.

Ce fut en 1904 que la question de la légalité de l'action des RR. PP. Jésuites fut posée en premier lieu. Les missionnaires protestants, surtout le R. Frédérickson, établis dans la même région, protestaient depuis un certain temps, affirmant qu'il se commettait, sous le couvert de la religion, de véritables excès. Un magistrat, Moth Borglum, fut envoyé sur les lieux; il constata que les accusateurs disaient vrai; *des milliers d'enfants, ni orphelins, ni abandonnés, étaient enlevés de force dans leurs villages et maintenus, malgré leurs parents, dans les missions et les fermes-chapelles.*

La Commission d'enquête, dans son rapport, reproduisit en termes très modérés les accusations des missionnaires protestants et du substitut Moth Borglum. Cela éveilla définitivement l'attention du Gouvernement. Le substitut Tessaroli fut envoyé en 1906 pour continuer l'œuvre de Moth Borglum; il aboutit aux mêmes conclusions que lui. Pendant toute l'année 1907, les

chefs territoriaux (Moulaert, Deuster, etc.) poussèrent des cris d'alarme : la population était excédée, haïssait les Jésuites ; elle allait se révolter. Et effectivement l'agent d'administration Vermeerberghen, qui était chargé de faire rentrer un certain nombre d'enfants dans les missions, fut attaqué à plusieurs reprises par des indigènes : l'attitude de ceux-ci fut même si agressive qu'il fallut envoyer de Léopoldville des troupes avec le commandant Heer pour rétablir l'ordre. En 1908, on chargea le substitut De San, puis le substitut Gelders de mettre les choses au point. L'hostilité des RR. PP. Jésuites les empêcha de réparer les abus, mais non de les signaler ; et De San, dans son rapport, dût protester contre l'attitude de certains missionnaires à son égard.

Tous ceux qui avaient donc eu à s'occuper des RR. PP. Jésuites, les missionnaires protestants, Moth Borglum, la Commission d'enquête, Tessaroli, Moulaert, Deuster, Vermeerberghen, De San, Gelders, concluaient de même. Ils reconnaissaient tous l'illégalité de l'action des Jésuites. Ils leur reprochaient surtout :

1° De ne pas se contenter de recueillir les enfants orphelins et abandonnés dont la tutelle leur était déléguée par l'Etat, mais de faire un véritable recrutement, prenant de force, contre le gré des parents, des milliers d'enfants qui étaient enfermés dans les missions et baptisés manu militari ;

2° De ne pas bien traiter ces enfants, de les laisser manquer même de logement et de nourriture, de ne pas chercher à améliorer leur existence, mais de voir en eux une main-d'œuvre à bon marché ;

3° D'obliger les adultes à se grouper en fermes-chapelles, c'est-à-dire en villages chrétiens soumis exclusivement aux Pères, échappant à l'autorité de l'Etat et des chefs reconnus et devant fournir aux missions une main-d'œuvre abondante et non rétribuée ;

4° De faire de l'opposition à l'Etat ; de chercher à faire au Congo un Etat dans l'Etat, un nouveau Paraguay, d'où tout agent de l'autorité serait exclu, où l'on ne paierait plus l'impôt, où les seuls maîtres seraient les RR. PP. Jésuites.

Tels étaient les reproches adressés aux RR. PP. Jésuites et à leur œuvre. Je suis convaincu qu'ils étaient fondés. Non seulement cela résulte de tous les rapports officiels, des constatations faites par les fonctionnaires envoyés sur place en mission, mais encore les Pères eux-mêmes aujourd'hui le reconnaissent. Des lettres du R. P. Devos attestent que des centaines d'enfants sont morts de faim à Sanda et à Kimpako ; les RR. PP. Banckaert et Butaye m'ont déclaré qu'ils n'arrivaient que depuis deux ans à nourrir convenablement tous leurs enfants ; les RR. PP. Allard et Hanquet m'ont dit que certainement des abus avaient été commis, qu'on avait été trop vite, qu'on avait recruté beaucoup trop d'enfants sans tenir assez compte de la volonté des parents ; le R. P. Butaye m'a encore raconté comme quoi il avait provoqué l'expédition Heer dans le seul but de pouvoir avancer sans risques chez les Basomba de Tumba Mani et y prendre des enfants, sans essayer de coups de fusil.

Mais en même temps les Pères me disaient : « Tout cela, c'est fini, c'est de l'histoire ancienne, depuis 1909 tout ou presque tout est régulier et les illégalités, de moins en moins nombreuses, commises malgré nous par nos catéchistes, sont réparées et sévèrement punies par nous ».

Admettons ce point de vue, jetons un voile sur le passé et n'exposons que la situation actuelle.

Je vous dirai fort peu de chose de l'œuvre matérielle des Jésuites, parce que c'est la mieux connue et la seule dont on ne puisse discuter l'importance.

Tout le monde sait que les missions des RR. PP. Jésuites sont très belles ; certainement, je n'ai jamais été aussi bien logé à Boma ou à Léopoldville que les RR. PP. Jésuites dans leurs centres à Kisantu, Kimpako, Pesi, Sanda, Lemfu. Et certainement, les R. P. Jésuites sont parmi les Européens au Congo dont la vie matérielle laisse le moins à désirer. Ce leur est d'ailleurs imposé par leur Supérieur de Belgique qui, non sans raison, estime que pour faire un travail considérable, il faut logement sain et nourriture abondante.

Le travail exécuté par les enfants noirs est grand aussi. Partout de vastes plantations, des écoles, des habitations en pisé. Pourtant, *il serait faux de se faire une idée de leur vie matérielle par le tableau qu'ils présentent aux grandes cérémonies, comme la réception d'un ministre des Colonies ou d'un leader socialiste* : ces jours-là les chimbecks sont lavés à grandes eaux ; les enfants reçoivent des pagnes neufs et double ration de vivres. En fait, et surtout dans les petites postes ou fermes-chapelles, les enfants ne sont pas actuellement, sauf à Kisantu même, mieux logés ou vêtus que dans leurs villages et ils le sont infiniment moins bien que dans tout autre centre de blancs, ou au service de n'importe qui, État ou particulier. Certes leurs huttes sont en pisé, mais ils y logent à dix, quinze ou vingt. Ils reçoivent un pague tous les trimestres. Là où le pays est riche, où les villages-indigènes sont riches, les plantations des Pères le sont aussi : là où les villages sont pauvres et où les indigènes meurent de faim, comme dans la région de Kinzamba et Pesi, dans ces parties-là les plantations des Pères ne rapportent guère et les enfants sont de véritables squelettes. Jamais je n'ai vu de noirs plus misérables que les enfants habitant depuis deux ou trois ans la ferme-chapelle de Kinkanga sur la Lufu.

Ceci n'est du reste pas une critique, mais une simple constatation. Au contraire, un progrès sensible s'est accompli puisque les enfants mouraient de faim, faute de vivres, tandis qu'aujourd'hui on parvient à les faire subsister partout, parfois dans l'abondance. Comme le faisait remarquer le R. P. Butaye, c'est un superbe résultat, car il est souverainement difficile de nourrir vite, avec les seuls produits du sol, d'énormes et récentes agglomérations, comme celles de Lemfu, Kisantu, qui comptent près de 1,000 âmes. Ce progrès qui se dessine nettement depuis deux ans n'ira qu'en accélérant et bientôt la situation sera satisfaisante.

Je dois ensuite signaler que les RR. PP. Jésuites ont relié leurs missions

diverses par plus de 200 kilomètres de routes carrossables (pour chars à bœufs), travail considérable d'utilité générale et qui leur permet de ne plus avoir recours au portage que dans des conditions exceptionnelles.

Ceci dit, entrons dans le vif de la question.

Il y a deux façons de comprendre l'évangélisation en pays sauvages. Ou bien, d'une part, le missionnaire a véritablement le rôle d'apôtre; partant d'un monastère, il voyage dans la campagne, s'arrêtant chez les indigènes pour leur prêcher « la bonne parole », les baptisant, revenant périodiquement dans les mêmes régions, au besoin laissant derrière lui un maître d'école noir, ou bien emmenant avec lui, à sa mission, quelques enfants bien doués qui lui sont confiés par leurs parents. Au Congo, les RR. PP. Rédemptoristes agissent ainsi; continuellement en route, revenant à Matadi, Kimpesse, Tumba, Thysville pour se reposer seulement; ne bouleversant en rien la famille ni la société indigène, ils font des progrès énormes, sont aimés et bien vus de toute la population. Il en est de même aux Indes anglaises des RR. PP. Jésuites.

Ou bien, d'autre part, le missionnaire ne s'adresse pas aux indigènes chez eux; il veut former des centres indépendants créés par lui, peuplés par lui, et où il sera le maître. Il évangélise chez lui seulement. Il cherche, par conséquent, à attirer dans ses missions le plus d'éléments possibles et s'adresse à eux exclusivement. C'est le système des RR. PP. Jésuites au Congo belge.

Dans leur mission au Kwango, toute l'action des RR. PP. Jésuites est basée sur ce système : l'évangélisation et l'éducation indivisibles et poursuivies, non chez les indigènes, mais chez les missionnaires. Les missions centrales où habitent les Pères sont peuplées de centaines d'enfants (Kisantu 800, Kimpaka 300, Lemfu 900, etc.); et en outre les Pères, ne pouvant étendre à l'infini leurs centres, ont créé des postes auxiliaires, qu'ils appellent fermes-chapelles, dirigés par un capitaine noir, villages dont ils sont les maîtres et habités exclusivement par des enfants retirés par eux des villages indigènes et des ménages chrétiens.

C'est ce système suivi par les RR. PP. Jésuites, qui a provoqué leurs erreurs, l'hostilité des indigènes et l'intervention de l'État.

Pour évangéliser il devenait, en effet, nécessaire aux RR. PP. Jésuites d'attirer des enfants dans leurs missions, de soustraire des enfants indigènes à l'action et à l'autorité de leurs familles pour y substituer la leur propre. C'était décupler la difficulté de leur tâche, car, non seulement il n'était pas facile d'obtenir les enfants voulus, mais encore, une fois les enfants obtenus, les Pères devaient remplacer auprès d'eux leurs parents, tâche délicate, coûteuse et entraînant une grande responsabilité.

C'est la question du recrutement des enfants qui a provoqué le plus de conflits et fait naître chez les indigènes la haine et une vive terreur des Jésuites, terreur si vivace que, lorsque je suis passé dans la région en décembre 1910-janvier 1911, les villages entiers s'enfuyaient dans la forêt à mon approche, le bruit s'étant répandu que je venais prendre des enfants pour les missions.

Jadis, les RR. PP. Jésuites prenaient les enfants sans se préoccuper du consentement des parents. Ils arrivaient dans tel village, exigeaient du chef autant d'enfants, au besoin les faisaient arrêter par la Force publique. Le R. P. Butaye m'a raconté, comme sa plus grande faute au Kwango, le fait d'avoir provoqué l'expédition militaire Heer dans le pays de Tumba Mani : la colonne de soldats prit, dans les villages, environ 450 enfants que le substitut Gelders, débarquant d'Europe, inscrivit comme orphelins et dont un grand nombre ont encore aujourd'hui leurs parents. Cette erreur a fermé aux missionnaires la région de Tumba Mani ; le R. P. Allard n'a jamais pu s'installer dans les grandes chefferies de Kimdopololo et Tumba Mani et leurs chefs, Pululu et Dombazi, sont décidés, au premier catéchiste qui arrive chez eux, à passer en territoire portugais.

Aujourd'hui, il n'y a plus un missionnaire qui arrête un enfant ou qui se serve de la force pour s'en procurer. Mais néanmoins les droits des parents ne sont en rien sauvegardés, car ce sont les catéchistes noirs et les chefs qui, actuellement, recrutent et abusent.

Très peu d'enfants viennent volontairement à la mission. Très peu d'orphelins aussi. Certains Pères, tel que le R. P. Hanquet, de Pesí, sont même adversaires de la tutelle assumée par l'État et déléguée à la mission.

La plupart des enfants sont donc, aujourd'hui, obtenus comme suit : ou bien le missionnaire s'adresse au chef. Il lui demande tant d'enfants ; si le chef refuse, tout est dit ; mais souvent le chef, alléché par la promesse d'argent ou de cadeaux (notamment des redingotes, des chapeaux ou 15 ou 20 francs par enfant) envoie au missionnaire quelques enfants. Le missionnaire, s'en remettant au chef, reçoit des enfants comme recrues volontaires. En fait, jamais le missionnaire ne consulte les parents. Tous ceux que nous avons interrogés sont unanimes sur ce point. Les parents protestent, inutilement. Ici la bonne foi du missionnaire est indiscutable. Tous m'ont dit être convaincus que le seul assentiment des chefs suffisait. Peut-être auraient-ils pu s'enquérir auprès des parents ; le R. P. Allard m'a affirmé croire la chose inutile. Cela peut sembler extraordinaire à toute personne qui n'a jamais vu les missionnaires jésuites chez eux ; mais je les ai trouvés tellement occupés de leur œuvre, tellement attentifs aux seules questions religieuses, absolument ignorants de la loi et vivant intellectuellement en dehors et en opposition avec la société civile, que pareils oublis me paraissent aujourd'hui parfaitement conciliables avec la plus absolue bonne foi.

Ou bien encore, trop souvent malheureusement, les catéchistes noirs font le recrutement. Ils ne le disent pas au missionnaire ; quand il passe dans la ferme-chapelle : « Père, lui disent-ils, en lui montrant quelques nouvelles têtes, voilà des enfants qui se sont présentés pour être instruits. » Le missionnaire a confiance et n'est détrompé que lorsque les indigènes viennent se plaindre.

Or, ces catéchistes, auxquels on ne peut demander la modération, chose inconnue ici, prennent les enfants de force, vont en bande les arrêter dans les villages, les amarrent, au besoin amarrent les chefs aussi et profitent de

l'expédition pour voler. Quelques cas de ce genre ont été instruits par moi à Kinzamba ; mais ce sont les déclarations du R. P. Allard qui me permettent de généraliser. Le R. P. Allard me disait d'un ton navré : « Mes catéchistes sont des bandits ; dès que j'ai le dos tourné, ils font trente-six sottises. En un an, j'ai dû en chasser plus de vingt » (et le R. P. Allard ne dirige pas vingt fermes-chapelles!). Le R. P. Allard ajoutait qu'il n'apprenait que peu des méfaits commis, les indigènes n'osant se plaindre à lui de ses propres gens.

Il est un point qui, évidemment, prête à critique : *le R. P. Allard, par exemple, chasse les catéchistes pour arrestations d'enfants, mais garde les enfants.* A première vue, nous autres fonctionnaires et laïcs, nous y voyons une preuve absolue d'hypocrisie. En fait, il n'en est rien. Nous n'envisageons jamais les choses qu'au point de vue social, légal ; le missionnaire les envisage au point de vue religieux seulement. Et alors il se dit : « Voilà des enfants que je pourrais sauver ; ils ont été amenés ici illégalement ; vais-je les renvoyer et les voir à jamais perdus ? Jamais ! Je les rendrai quand leurs parents les réclameront ». Et comme les parents n'osent les redemander, ces enfants restent dans les fermes-chapelles. Ces catéchistes reçoivent cependant des instructions formelles. Mais cela ne sert à rien. Ils désirent, d'une part, se faire bien voir du Père ; d'autre part, ils veulent autant d'enfants que possible, car ces enfants sont leurs sujets. Et ils sont, plus que les soldats et les chefs, portés à mal faire, car ils n'ont pas, comme les soldats, la discipline, ni comme les chefs naturels, la notion innée de l'autorité.

En résumé les dix-neuf vingtièmes des enfants sont, aujourd'hui encore, recrutés illégalement. Mais les RR. PP. Jésuites pèchent là au plus par omission et par ignorance. Ils dépassent leurs droits en croyant avoir le droit de le faire et croyant faire le bien.

Cette situation illégale, certains missionnaires, les RR. PP. Hanquet et Allard surtout, la comprennent. Et ils ont de suite aperçu les remèdes à y apporter : la suppression des fermes-chapelles, même l'abandon de leur mode d'évangélisation et l'adoption de celui des RR. PP. Rédemptoristes. Le R. P. Allard s'est, sur ces bases-là, entendu pour le district du Kwango avec le Commissaire général Van Wert. Dès lors, il ne faudra plus recruter d'enfants et la question sera résolue. Mais tous les missionnaires ne sont pas de cet avis ; certains, les RR. PP. Butaye, Devos et Swannet surtout, sont d'ardents partisans d'un régime dont ils ont été les fondateurs il y a douze ou quinze ans. Il incombe donc ici au Gouvernement de négocier avec le R. P. Provincial à Bruxelles et de pousser les Jésuites dans cette nouvelle voie en leur accordant toutes les facilités légalement possibles.

Les enfants étant recrutés, de quelle façon les RR. PP. Jésuites s'en occupent-ils ?

S'il s'agit de filles, elles sont, sans exception, envoyées dans les missions de Kisantu et de Lemfu, où elles sont confiées à des religieuses. L'on ne garde dans les fermes-chapelles que les toutes petites.

Il y avait à Kisantu, quand j'y suis passé, 455 filles et à Lemfu un peu

plus que 600. Elles recevaient une certaine éducation ménagère comme apprentissage de leur future vie de famille ; quelques-unes apprenaient même la couture ; mais leur occupation principale était le travail de la terre, dans les cultures destinées à nourrir toute la Communauté.

Les garçons sont d'abord placés dans les fermes-chapelles où ils travaillent la terre et reçoivent quelques rudiments d'éducation des catéchistes placés à la tête de ces villages. Puis ils font tous un stage dans une mission centrale, préparatoire au baptême. Quelques-uns, mais c'est la grande exception, restent à demeure dans les maisons centrales, apprennent à lire et à écrire et à faire des travaux de menuiserie, de construction, etc. ; il y a même à Kisantu des typographes. Mais c'est la grande exception. Les missionnaires ne donnent cette éducation qu'à quelques individus de choix, dont ils font leurs capitas et leurs catéchistes.

Il est absolument faux de dire que les RR. PP. Jésuites recrutent des enfants pour se procurer de la main-d'œuvre à bon marché. Tous les travaux matériels faits par les enfants le sont pour eux-mêmes, pour se loger et se nourrir. Ceux qui arrivent à un degré supérieur d'instruction sont employés par les RR. PP. Jésuites comme maçons, charpentiers, menuisiers, capitas, etc., reçoivent un salaire mensuel, tout comme s'ils étaient au service de l'État ou des particuliers.

Les garçons et les filles reçoivent la même éducation religieuse et morale. Elle est, naturellement, fort rudimentaire. Seul l'élève « reconnu spécialement doué » reçoit une instruction plus complète. Je ne puis dire que les chrétiens ainsi baptisés soient beaucoup meilleurs que les indigènes ordinaires, sauf exceptions. Les exceptions sont alors des sujets remarquables. Ils ont, au contraire, en général, acquis des défauts qu'ils ne possédaient pas jadis et ils n'ont pas, d'autre part, adopté les bons côtés de leur nouvelle religion. Très souvent ils sont, une fois adultes, arrogants, insoumis : ils trouvent dans la confession une excuse pour tous les délits ; la plupart des infractions sont commises par eux. A ce point de vue, tout le monde reconnaît qu'aujourd'hui les chrétiens, et spécialement les catholiques, sont les plus mauvais boys, soldats, travailleurs.

Il y a là une chose qui frappe non seulement les fonctionnaires et les commerçants, mais encore les missionnaires eux-mêmes. Le R. P. Hanquet m'a assez bien parlé de cette question ; lui-même avait assez fréquemment remarqué la chose à Pesi. Il y a là un fait inhérent à tout changement radical dans les mœurs et les idées d'une population. Mais la circonstance que certains ménages chrétiens ont atteint un niveau très supérieur prouve qu'il ne faut pas désespérer de l'avenir et que, au prix de maints déboires et insuccès, le résultat final sera satisfaisant.

Quand les garçons ont 14 ans et les filles 12, les RR. PP. Jésuites les marient. Les ménages chrétiens vont presque tous habiter, après leur mariage, dans les fermes-chapelles. L'on constate que, bien qu'adultes, ayant des enfants, ils restent soumis à l'autorité de la mission, même lorsqu'au fond de leur cœur ils voudraient aller vivre dans un village ou ils seraient chez eux.

Le R. P. Butaye m'a expliqué comment ce résultat était obtenu. Les jeunes ménages, au moment où ils sont unis, ne possèdent absolument rien. Pour permettre leur établissement, les missionnaires leur donnent quelques bêtes, étoffes, outils et un peu d'argent. Ces ménages deviennent donc les débiteurs de la mission. Seulement pour les empêcher de se libérer par leur travail, les missionnaires refusent le remboursement en espèces, mais subordonnent leurs prêts à la condition qu'ils seront désormais copropriétaires indivis de tous les biens, présents et futurs, des nouveaux mariés. C'est un contrat indigène connu sous le nom de « twadi ». Aussi, les ménages issus des missions ne possèdent jamais rien en propre, mais tout en indivis et ils sont irrémédiablement attachés à la mission, car, s'il voulait rompre la convention conclue, — et qu'ils ont bien dû accepter faute de ressources, — tous les biens en vertu de la coutume retourneraient à l'autre partie (la mission) et les laisseraient sans ressources. Pareil état de choses devrait évidemment être modifié, car il amènera, dans un pays peu peuplé comme la région du Kwango-Lufuni, où les missionnaires commandent déjà dans leurs missions et fermes-chapelles plus de 8,000 personnes, un cinquième de la population, à leur donner l'autorité absolue et exclusive sur toute la population indigène.

Et ce serait d'autant plus dommage que, au point de vue social, l'on peut adresser aux RR. PP. Jésuites de justes reproches.

Par leur éducation très sévère, leurs règles dures, leur profonde conviction dans le caractère sacré de leur mission, les RR. PP. Jésuites sont essentiellement autoritaires, intransigeants et se mêlent de toute l'administration comme s'ils étaient les maîtres.

Ils prétendent gouverner comme ils l'entendent le petit peuple qui leur est soumis. Ils sanctionnent ainsi des peines du fouet et de la chaîne les manquements aux devoirs religieux ou à la morale catholique, commis même par des adultes, majeurs résidant dans les fermes-chapelles. J'ai été témoin d'un cas à Pesi où j'ai fait relâcher le prisonnier que le R. P. Hanquet, conformément aux instructions du R. P. Banckiert, préfet apostolique, avait attaché avec une chaîne à un pilier de la verandah.

Ils entendent arranger eux-mêmes, et à l'exclusion des autorités tant judiciaires qu'administratives, les contestations entre chrétiens et entre chrétiens et non-chrétiens, que les parties y consentent ou non. C'est ainsi qu'à propos d'une affaire de femmes prises à leurs maris dans un village indigène par des catéchistes et ramenées chez elles par les maris, le R. P. Butaye se rendit en personne chez le chef reprendre les femmes et les emmena triomphalement à Lemfu.

Quand, par hasard, la justice veut agir, les RR. PP. Jésuites, tout en recevant le magistrat avec cordialité, tout en facilitant autant que possible son action quand elle est dirigée, sur leurs plaintes, contre des indigènes ou des commerçants, quand il s'agit de leurs chrétiens, font leur possible pour les faire échapper à l'action de la loi.

C'est ainsi que notamment dans l'affaire des femmes dont je viens de

parler, malgré trois convocations du Parquet, le R. P. Butaye refusa de les envoyer comme témoins à Léopoldville, écrivit au Procureur d'État des lettres impertinentes, accusant la justice de partialité et ne céda que lorsqu'on lui eut fait comprendre qu'on aurait recours à la Force publique (juin-juillet 1910 — Affaire Mototu et consorts). — *C'est ainsi que le R. P. Allard, recevant des plaintes contre plus de vingt catéchistes pour des infractions graves, s'est empressé de les déplacer et s'est gardé de les livrer à la justice, comme c'eût été son plus strict devoir.*

Et dans tout cela leur action est d'autant plus dangereuse qu'ils ignorent totalement la loi et sont ainsi, encore davantage, exposés à la violer.

Leurs fermes-chapelles sont presque entièrement indépendantes de l'État.

Ils s'occupent beaucoup de ce que font les agents de l'État et les commerçants.

Ils critiquent les actes de l'autorité et cherchent à s'y opposer quand ils les jugent contraires aux intérêts de la religion telle qu'ils la comprennent.

Ils cherchent à diminuer l'autorité des agents de l'État et des chefs pour augmenter la leur.

Ils combattent les commerçants portugais et autres et font depuis six mois une active propagande pour le commerçant Henrotte, établi à Madimba, ancien novice des Jésuites; ils obligent leurs 8,000 chrétiens à s'adresser à lui et cherchent autant que possible à ruiner le commerce de ses concurrents qui se plaignent de ce qu'un tort énorme leur est causé.

Ils sont officiers de l'état civil, mais refusent de marier les chrétiens des missions protestantes.

Ils s'efforcent d'empêcher que des noirs s'engagent au service de l'État, de la Compagnie du chemin de fer, des particuliers.

En résumé, au point de vue social, politique, économique, leur action est impérieuse, absorbante, inquisitive, exclusive.

Mais il ne faudrait pas pour cela déprécier l'action des RR. PP. Jésuites.

Le bien qu'ils font est grand et sera de plus en plus considérable. Grâce à eux, dans leur région, la civilisation a fait un grand pas en avant.

Si des abus nombreux sont encore aujourd'hui commis par des chefs et des catéchistes en matière de recrutement d'enfants; si les ménages chrétiens sont maintenus dans la dépendance des Pères, grâce au système du « N. Twadi »; si aujourd'hui les chrétiens groupés dans les fermes-chapelles sont peu soumis à l'autorité des chefs et de l'État; si les missionnaires cherchent à empêcher les engagements comme travailleurs pour conserver le plus de catéchumènes éventuels; si ils résistent à l'autorité de l'État pour chercher à se créer un petit État religieux dans l'État, tout cela disparaîtra le jour où disparaîtront les fermes-chapelles et le système de l'évangélisation dans la mission, car alors il ne faudra plus d'enfants de privilèges, d'indépendance. Alors réellement l'action des missionnaires ne sera plus guère susceptible de critiques si ce n'est peut-être encore une intervention intempestive dans les affaires publiques.

Si au contraire le système actuel d'évangélisation subsiste, les abus ne sauraient disparaître, puisqu'ils en sont la conséquence.

Il est essentiel, par conséquent, que l'on pousse les RR. PP. Jésuites à l'abandon définitif d'un système dont certains d'entre eux, aujourd'hui déjà, ne sont plus partisans.

Le Substitut,

PAUL-MATHIEU LECLERCQ.

N° 4.

Objet : Œuvre des RR. PP. Jésuites au Kwango.

Duna, le 13 juillet 1911.

MONSIEUR LE PROCUREUR D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre 4194 B D⁵, du 5 courant, relative à l'œuvre des RR. PP. Jésuites au Kwango.

Je ne saurais absolument pas, personnellement, vous transmettre les dossiers dont vous parlez ou un rapport établissant les faits qui sont actuellement établis dans les affaires en cours d'instruction.

Ces dossiers ne sont, en effet, plus en ma possession depuis le début du mois de mars dernier.

Les appréciations émises par moi dans mon rapport étaient basées en grande partie sur des constatations « de visu », sur des entretiens avec les missionnaires eux-mêmes, sur des déclarations des agents de l'État, des commerçants, des chefs indigènes. Des déclarations des missionnaires eux-mêmes résultant à toute évidence que des illégalités se commettaient dans le recrutement des enfants, mais que les missionnaires ne s'en rendaient pas compte.

Il y a également des affaires en instruction, mais les dossiers n'étant plus entre mes mains, je transmets votre lettre à M. le substitut David, en le priant de bien vouloir faire le nécessaire.

Je puis cependant vous donner de mémoire certains renseignements qui pourront être transmis à M. le Procureur général, en attendant qu'ils soient complétés par des rapports et des enquêtes circonstanciés.

Je me souviens notamment que, dans une enquête pour empoisonnement faite dans le Moyen-Congo, si je ne me trompe à Kamba (région de Lemfu), un ou des témoins ont déclaré qu'un missionnaire avait exigé quatre ou trois enfants pour ne pas dénoncer le fait à la justice. Le dossier a été renvoyé en janvier à Léopoldville.

J'ai également instruit, au sujet des « accusations du R. P. Allard », une affaire qui a fini par la mise en prévention d'un sieur Ruyssinck, vérifica-

teur des impôts à Kilango, pour vols, entorsions, viols, arrestations arbitraires, etc. Au début de l'enquête, ne sachant absolument sur quoi me baser, car le R. P. Allard ne voulait pas répondre, j'avais interrogé les indigènes sur le compte de tous les blancs de la région de Tumba Mani et, notamment, des missionnaires. C'est alors que presque tous les *chefs de la région se sont plaints des missionnaires au sujet du recrutement des enfants, qui se faisait contre le gré des parents et même, selon certains, par une véritable vente*. Ces dépositions des chefs, qui sont une dizaine, si je ne me trompe, ont été actées et figurent au dossier.

A Kinzamba également, j'ai reçu des plaintes et ouvert une enquête contre les catéchistes Dongala et Massunga, contre lesquels j'ai même lancé des mandats d'arrêt. Ils sont prévenus de vols, extorsions, arrestations arbitraires, etc.

Je n'ai pu achever aucune de ces deux enquêtes lorsque je me suis rendu à Popo Kabaka et à Tumba Mani. D'abord je n'avais plus aucun ravitaillement, puis j'avais rendez-vous pour le début de février à Popo Kabaka avec M. Celetti, qui venait faire une enquête administrative au sujet de M. Bang. J'ai donc regagné Popo Kabaka le 2 février, sans avoir achevé les enquêtes; mais j'avais pris mes dispositions pour y revenir au mois de février; j'avais prévenu les indigènes et j'avais même reçu encore un grand nombre de plaintes verbales, que je me proposais d'instruire à mon retour.

M. Celetti n'arriva pas en février, mais seulement au début de mars.

Entretiens le R. P. Allard était venu à Popo Kabaka, et, connaissant les enquêtes contre ses catéchistes, m'avait donné de nombreuses explications qui m'ont servi dans mon rapport sur les RR. PP. Jésuites.

M. Celetti est arrivé à Popo Kabaka au moment où je comptais repartir pour Kinzamba et Tumba Mani, continuer les enquêtes Ruysseck et catéchistes catholiques.

Je n'ai pu réaliser ce projet.

M. Celetti, avisé de votre retour à Léopoldville, se proposait de se faire envoyer en mission à Tumba Mani et s'est fait remettre le dossier Ruysseck, je le lui ai donné à Popo Kabaka avant mon départ; je lui ai ensuite envoyé le dossier contre les catéchistes Dongala et Massunga.

M. Celetti a également eu des entretiens à propos de cette affaire avec le lieutenant Jacob, chef de poste de Tumba Mani, alors à Popo Kabaka, actuellement en Europe, et lui a prescrit de réunir à Tumba Mani tous les témoins à interroger au cours de sa mission. J'ai entendu dire qu'au début du mois dernier un grand nombre de témoins étaient réunis à Tumba Mani.

Je viens d'apprendre que M. Celetti est parti comme juge de première instance pour l'affaire Logier.

Depuis que je lui ai remis les dossiers susdits, je n'en ai plus entendu parler, et, à mon départ de Popo Kabaka, ils n'y avaient pas fait retour.

Je pourrai, sur le vu du rapport que je vous ai envoyé, vous donner sans doute des renseignements supplémentaires, notamment vous préciser sur quoi étaient basés chacun des faits dont je parlais dans mon rapport.

Pour le surplus, je ne puis que vous confirmer que je transmets votre lettre au parquet de Popo Kabaka, afin que le nécessaire y soit fait quand les dossiers y auront fait retour et que les enquêtes auront été complétées.

Je tiens à vous faire remarquer que, si le hasard n'avait amené ce courrier à Duna, au lieu qu'il reste à Baudundu, il ne serait arrivé à Kingushi qu'à la fin du mois de juillet et ne serait probablement revenu à Leo qu'après mon départ pour l'Europe, tant les courriers sont lents.

Le Substitut,

PAUL-MATHIEU LÉCLERCQ.

N° 5.

Objet : **Action des RR. PP. Jésuites au Kwango.**
Renseignements complémentaires.

Duna, le 20 juillet 1911.

MONSIEUR LE PROCUREUR D'ÉTAT,

Comme suite à ma dernière lettre de Duna, relative à l'action des RR. PP. Jésuites au Kwango, j'ai l'honneur de vous envoyer un rapport complémentaire où je reprends, point par point, les différentes questions traitées, en indiquant pour chacune les sources de mes informations. Par là vous aurez tous les renseignements voulus par le Gouvernement pour pouvoir juger et contrôler le bien-fondé des appréciations émises dans mon rapport daté de Kassongo Lunda, du mois d'avril dernier.

Je tiens pourtant, avant de commencer, à faire ressortir que mon précédent rapport n'était aucunement dicté par un sentiment d'hostilité quelconque à l'égard des RR. PP. Jésuites. *Les critiques qui ont été formulées par moi s'adressaient non aux RR. PP., mais à leur système et à leurs sous-ordres surtout.* J'ai dit, et je le maintiens, que les RR. PP. Jésuites sont des hommes absolument respectables, obéissant à un mobile noble et élevé, agissant avec désintéressement. Les erreurs qu'ils commettent ou qu'ils laissent commettre sont dues à un excès de zèle, à un manque de connaissance de la loi et à des illusions très compréhensibles chez eux, sur l'importance de leur mission, qu'ils considèrent comme si haute qu'elle doit tout primer et ne rencontrer aucun obstacle, de quelque nature qu'il soit. Quelles que puissent être leurs erreurs, leur bonne foi ne peut être suspectée. Lorsqu'ils se trompent, c'est qu'ou bien ils ignorent la loi, ou bien que, la connaissant, ils estiment devoir la faire plier devant le caractère divin de leur mission. Je le répète, les critiques sont adressées au système; j'ai fait ressortir ses graves conséquences. Mais il suffirait de changer le système,

de supprimer les fermes-chapelles et l'évangélisation à domicile — au domicile du missionnaire — pour que, *ipso facto*, la plupart des irrégularités disparaissent : et pourtant les RR. PP. n'auront pas changé de caractère, ce qui montre bien qu'on ne peut les accuser d'être des délinquants conscients, dans la plupart des cas, du moins. C'est ce que je me suis efforcé de démontrer dans mon rapport précédent, notamment en ce qui concerne l'attitude étrange, certes, à première vue, du R. P. Allard.

Ceci étant établi, je reprends un à un les points principaux de mon rapport précédent pour en indiquer les sources, savoir : l'histoire, l'œuvre matérielle, l'éducation des enfants, le recrutement des enfants, l'action sociale des missionnaires.

I. HISTORIQUE. — Je n'ai pas à insister ici. Étant à la direction de la justice, en août 1909, j'ai dû étudier pendant un mois le dossier des Jésuites. J'étais donc au courant de la question. Je l'ai du reste encore discutée avec les RR. PP. Jésuites. C'est, du reste, la partie la moins importante du rapport. C'est une introduction. Passons donc.

II. OEUVRE MATÉRIELLE. — Mes sources sont mes propres constatations et les dires des missionnaires eux-mêmes. Ce sont du reste les seules possibles. J'ai été à Kisantu deux jours, à Kimpako cinq heures, à Pesi onze jours, à Lemfu une semaine, à Jongo deux jours. J'ai logé ou passé dans un grand nombre de fermes-chapelles. J'ai donc vu de mes propres yeux ce qui s'y passait et ce sont les missionnaires qui m'ont tout montré.

C'est ainsi qu'à Kisantu, Kimpako, Pesi et dans maintes fermes-chapelles, j'ai visité les logements des enfants. Je tiens des Pères eux-mêmes le nombre d'enfants qui y logent, énorme, 15 ou 20 pour une case, 20 chez les filles malades du sommeil à Kisantu, dans des cases de 4 mètres sur 7 ou 8 mètres, sans lits, mais seulement deux longues planches nues le long des murs.

Je tiens des missionnaires eux-mêmes, spécialement du R. P. Hanquet, que les enfants reçoivent un pagne par trimestre, plus un pagne dans les circonstances exceptionnelles comme la visite du Ministre des Colonies; j'ai constaté que dans les fermes-chapelles les enfants sont loqueteux et négligés, tandis que les adultes sont presque élégants et bien nourris.

Pour les vivres, les RR. PP. Banckaert et Butaye m'ont dit qu'à Kisantu et Lemfu ils parvenaient depuis un ou deux ans à nourrir les enfants convenablement. Le R. P. Hanquet m'a dit qu'à Pesi ils avaient tout juste de quoi manger, avec chaque jour la menace de la famine. J'ai assisté à la distribution des vivres dans ces missions et j'ai constaté que les enfants recevaient un minimum, moins qu'on ne reçoit partout à l'État ou dans les sociétés. J'ai constaté *de visu* l'état squelettique des enfants des fermes-chapelles des environs de Kinzamba et je crois même l'avoir consigné dans le dossier Dongala et Massunga.

En général, j'ai acquis la certitude que les enfants n'étaient pas mieux

logés, ni nourris, ni vêtus que dans leurs villages, mais ils sont logés dans des endroits plus sains, débroussés, avec moins de tsé-tsé. Toute personne visitant à fond et sans apparat les missions, les fermes-chapelles et les villages arrivera à la même conclusion.

III. ÉDUCATION DES ENFANTS. — J'ai visité les écoles et j'ai appris des RR. PP. Lambrette, Butaye, Hanquet, qu'on n'instruisait que les enfants les mieux doués, une petite élite.

Je tiens des missionnaires que les résultats sont plus mauvais que bons. Pour quelques-uns, qui réussissent *très bien*, beaucoup deviennent pires. Le R. P. Hanquet ne veut même plus comme boys de table que des non-baptisés, parce qu'avec le baptême ils deviennent voleurs : il ne sait expliquer pourquoi, mais le constate avec douleur et ne cache pas qu'il faudra encore de longues années pour que la petite élite d'aujourd'hui devienne la masse.

Le R. P. Butaye m'a dit qu'on mariait les filles et les garçons à leur puberté.

Quand deux époux païens veulent se convertir, on les sépare, même s'ils sont parfaitement mariés et pubères et ils ne peuvent plus vivre maritalement jusqu'au baptême. J'ai eu l'exemple à Pési.

A Pési encore, j'ai vu enchaîner par le cou, à la verandah, par le R. P. Hanquet, un homme de 18 à 20 ans, parce qu'il avait eu des relations hors mariage avec une femme dans une ferme-chapelle. Je l'ai fait relâcher. Le R. P. Hanquet m'a alors dit avoir reçu du R. P. Banckaert l'ordre de sanctionner par la chaîne et le fouet les manquements aux mœurs et aux devoirs religieux commis par les chrétiens et les catéchumènes.

IV. RECRUTEMENT DES ENFANTS. — C'est le point le plus grave.

Dans mon rapport j'ai d'abord exposé le système d'évangélisation des RR. PP. Jésuites avec son fatal corollaire : le recrutement forcé des enfants. Les RR. PP. Hanquet, Le Grand et Allard ont reconnu que jadis on avait recruté des enfants de force.

Pour aujourd'hui. — *A Makinda, en décembre, le chef de secteur Deleersnyder et le commerçant Oliveira m'ont affirmé recevoir des plaintes journalières des indigènes, disant qu'on leur enlevait leurs enfants : le missionnaire va s'installer au village, dit au chef qu'il lui faut autant d'enfants et ne part que lorsqu'il les a reçus ; ou bien il exige le remplacement par un autre de l'orphelin dûment inscrit qui meurt à la mission ; ou bien les catéchistes viennent exiger des enfants.*

A Makinda, je reçois des plaintes dans ce sens des chefs médaillés Jongo, Pelingi, Bibango, Kinselele, Kiouka et Bamba. Je n'en dresse pas procès-verbal, les enfants n'étant ni amarrés, ni arrêtés, mais seulement recrutés par une contrainte morale sur les parents.

Ces faits me sont confirmés à Kikindu par le catéchiste.

Au reste, partout les indigènes fuient à mon approche ; les villages sont

déserts et les chefs viennent à moi en tremblant. Pourquoi ? Quand je le leur demande, ils me disent : « Par crainte que vous ne donniez nos enfants aux Pères ». Cette conséquence de ma présence dans le pays m'avait été signalée du reste par le chef de secteur Deleersnyder.

A Sefo, le 2 janvier 1911, les mêmes accusations me sont formulées par le chef médaillé Lukoki.

A Lemfu, le R. P. Butaye affirme qu'on n'arrête plus d'enfants ; « depuis peu » corrige le R. P. Le Grano.

J'arrive dans la région la plus intéressante à cet égard, celle de Jongo, Tumba Mani, Kinzumba, où les RR. PP. Jésuites ne sont pas établis de longue date, où ils créent de nouvelles fermes-chapelles, où ils ont besoin de nombreux enfants pour les peupler.

Ici les renseignements se précisent encore et se multiplient.

J'arrive le 12 janvier à Jongo et m'entretiens de longues heures avec le R. P. Allard. Il m'affirme — et je le crois — ne vouloir agir que selon la légalité, mais, dit-il, ses catéchistes commettent de nombreux abus, arrêtent des enfants ; quand il le sait, il les rend, mais les parents n'osent pas se plaindre. Et pourtant en moins de un an le R. P. Allard a « dégommé », comme il dit, plus de 20 catéchistes ! C'est suggestif.

A Jongo, le 13 janvier, un de mes porteurs vient en ma présence accuser un des catéchistes de rapt d'enfants. Le R. P. Allard promet d'arranger la chose.

J'arrive à Tumba Mani. Du 15 au 20 janvier, je reçois les plaintes de tous les chefs médaillés des environs, une dizaine, pour rapt d'enfants ou bien recrutement sous pression morale contre le consentement des parents. J'acte ces dépositions au dossier Ruyssinck (enquête sur les accusations du R. P. Allard), inscrit au R. M. P. Popokabaka sous le n° 87 ou 88 (enquête inachevée).

Les chefs des environs de Tumba Mani me déclarent que si le missionnaire vient chez eux pour prendre des enfants, ils passeront la frontière. Le lieutenant Jacob, depuis sept mois dans la région, me confirme la chose.

J'arrive à Kinzumba, le 25 janvier. Aussitôt des plaintes nombreuses affluent contre les catéchistes Dongala et Massunga : arrestations d'enfants en masse, de chefs, vols, entorsions. Je rends 7 ou 8 enfants à leurs parents, ouvre une enquête (inachevée), lance des mandats d'arrêt contre les coupables.

Je pars pour Popo Kabaka sans avoir eu le temps d'achever. Le jour de mon départ de nombreux indigènes étaient encore là pour se plaindre. Je les remets à plus tard. Le sort a fait que je n'ai pu revenir par là.

Le 2 mars, arrive à Popo le R. P. Allard. Je l'entretiens encore de la question. Il me dit que cela ne l'étonne pas, car ses catéchistes sont des bandits. Il m'avoue ensuite qu'il croyait qu'il suffisait que le chef lui amenât des enfants pour que ce fût régulier et qu'il ne s'est jamais enquis du consentement des parents. Il se déclare prêt à abolir les fermes-chapelles.

En mars aussi, le Commissaire général reçoit la liste des enfants des fermes-chapelles au Kwango. Très peu d'orphelins.

Voilà, si je ne me trompe, un nombre suffisant de sources pour montrer que le recrutement des enfants est forcé. J'ajoute que les enquêtes commencées pourraient apprendre encore bien des faits nouveaux ; ensuite, que j'ai entendu par dizaines des plaintes d'indigènes, dont je n'ai pas noté les noms, estimant les renseignements obtenus suffisants.

Il ne me serait pas difficile, connaissant le pays et allant là dans ce but, de multiplier les faits.

Les RR. PP. Jésuites ne nient pas, du reste, les excès ; ils se contentent d'affirmer que cela se fait contre leurs ordres formels. Effets du système.

V. ACTION SOCIALE DES MISSIONNAIRES. — Que les RR. PP. Jésuites aient créé un État, dans l'État, ce n'est pas douteux. Le Gouvernement le sait depuis longtemps.

Je l'ai constaté.

Les agents de l'État me l'ont confirmé : pas de porteurs à trouver chez les chrétiens et les impôts y rentrent avec peine.

Les fermes-chapelles échappent à l'autorité des chefs : tous les chefs le disent et les missionnaires s'en vantent.

Tout cela est si connu que je ne dois pas insister.

Les RR. PP. Butaye et Swannet m'ont fait de longues tirades contre le commerce et le louage des services.

Le R. P. Butaye m'a expliqué le procédé du « Twadi », par lequel on retient les ménages chrétiens sous une domination étroite et m'a montré le livre contenant, village par village, la liste de ce que chaque habitant possédait en commun avec les missionnaires.

Le commerçant Oliveira, le gérant Cornet, de Kinzamba, m'ont dit que les RR. PP. Jésuites étaient un grand obstacle au commerce.

Voilà donc, en résumé, des renseignements complémentaires destinés à préciser les divers points de mon rapport du mois d'avril.

Comme vous le voyez, mes sources sont multiplées.

Il ne faudrait pourtant pas perdre de vue le bien que font les RR. PP. Jésuites. La présente note, destinée à justifier les critiques, pourrait le faire oublier.

Et je répète encore une fois ma précédente conclusion ; il faut absolument changer le système d'évangélisation, supprimer les fermes-chapelles, les missions peuplées d'enfants par centaines. Il faut adopter le système des RR. PP. Rédemptoristes, de l'évangélisation par les missionnaires allant prêcher de village en village, laissant derrière eux des catechistes non recruteurs. Sans cela, les abus ne cesseront jamais, quoique veuillent les RR. PP. Jésuites et le système actuel s'étendra jusqu'au jour où toute la population aura échappé à l'autorité de l'État et aura perdu sa liberté.

Le Substitut,

PAUL-MATHIEU LECLERCQ.

ANNEXE IV.

CORRESPONDANCE RELATIVE AU RECRUTEMENT FORCÉ
DE « TRAVAILLEURS VOLONTAIRES ».

N° 24, F.

Objet : Procédé d'un substitut.

Basoko, le 24 janvier 1911.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que M. le substitut Orban, devant se rendre dans la région Bohema, rive gauche du Congo, afin d'y opérer l'arrestation de plusieurs malfaiteurs, j'ai fourni à ce magistrat, sur sa demande, une escorte de 20 soldats commandés par le premier officier Vleurinck. Cet agent, qui devait donc accompagner M. le substitut, avait également reçu commission de profiter de l'occasion pour faire un recrutement de miliciens dans la région précitée, qui n'en a pas régulièrement fourni jusqu'à présent.

M. Vleurinck a pu recruter 25 hommes, qui sont venus ici à Basoko avec lui et M. le substitut, ainsi que les indigènes arrêtés par celui-ci.

Sur les 25 hommes, 15 ont été refusés par la Commission d'incorporation comme impropres au service militaire.

Le choix de miliciens terminé, j'ai demandé aux 15 hommes refusés s'ils ne voulaient pas s'engager comme travailleurs. Après quelques délibérations, tous les 15 ont déclaré spontanément vouloir prendre un engagement de travailleur. La scène s'est passée devant mon bureau, en présence de M. le médecin Steeren et du chef de station de Basoko.

En présence du consentement de ces 15 hommes, j'ai prié le chef de station d'établir de suite les contrats de ces gens et de les présenter ensuite à M. le substitut pour visa, afin de pouvoir les faire partir par premier vapeur descendant aux travaux publics à Boma.

J'espérais ainsi pouvoir satisfaire en partie au recrutement de travailleurs qui m'a été prescrit par vos instructions antérieures. Quel ne fut pas mon étonnement quand je reçus ce matin la lettre 559 B 59 de M. le substitut, dont vous voudrez bien trouver la copie ci-jointe, et par laquelle ce magistrat refuse le visa des contrats.

Ce refus m'est d'autant plus inexplicable que les hommes dont il est question ont déclaré, avant l'établissement des contrats, devant moi et devant

deux témoins blancs, vouloir s'engager comme travailleurs. Il me semble donc que la situation s'est présentée sous un aspect régulier et que M. le substitut pouvait viser les contrats en toute tranquillité de conscience, ce qu'il n'a pourtant pas voulu faire.

En présence de l'attitude de M. le substitut dans cette affaire, j'ai naturellement invité les 43 indigènes à retourner dans leur village, ne pouvant pas obtenir pour eux un engagement régulier.

Je ne crois pas inutile de vous dire, M. le Gouverneur général, que, dans ces conditions, tout recrutement de travailleurs devient particulièrement difficile, sinon impossible, et que je ne saurais, en aucune façon, satisfaire aux exigences du Gouvernement en matière de recrutement de travailleurs.

Le Commissaire de district,

LUND.

ANNEXE.

N° 529/59.

Objet : **Visa de contrats.**

Basoko.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que M. le chef de station est venu me présenter, aux fins d'y apposer mon visa, quinze contrats de travailleurs : ceux-ci ayant été saisis de force dans leur village et amenés à Basoko la corde au cou, il est difficile de considérer leur engagement comme librement consenti.

En conséquence, conformément aux instructions de M. le procureur général, je refuse d'y apposer mon visa prévu par la loi.

Le Substitut,

ORBAN.

Parquet de Première Instance. Ind. 1173. Tutelle.

Objet : **Recrutement illégal de travailleurs à Basoko.**

Boma, le 18 février 1911.

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

Comme suite à votre lettre 976/B. 2022, en date du 17 courant, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint l'interrogatoire des trois plaignants, Akwado, Nyama et Badyoko.

Comme en témoignent leurs livrets, ces noirs ont été engagés à Basoko,

le 15 juin 1910, en qualité de travailleurs des travaux publics. De plus, leur contrat a été visé comme régulier, par le commissaire du district de l'Aruwimi, commandant Lund; donc s'il y a eu irrégularité c'est au district de l'Aruwimi.

Il résulte des dépositions des plaignants, que le chef de poste lui ayant demandé des travailleurs, le chef du village Mombassa en a fourni trois. Ils auraient été amenés à Mombassa par deux soldats et conduits à Basoko avec une corde au cou, d'après Badyoko, et sans corde, d'après Akwado; quant à Nyama, ses souvenirs paraissent peu précis sur ce point. Le chef de poste de Mombassa leur aurait laissé croire qu'ils descendaient à Boma comme soldats, pour les décider à s'embarquer à Basoko; dans cette dernière station on aurait fait et visé leur contrat, sans demander leur avis.

En ce qui concerne leur recrutement dans le village, je sais d'expérience personnelle, et c'est une certitude pour quiconque a résidé dans le Haut-Congo, qu'à de très rares exceptions près les travailleurs recrutés pour Boma et aussi pour les postes et stations du Haut, le sont de la même façon : une réquisition adressée au chef, lequel, sachant qu'il ne peut échapper à cette mesure, choisit dans son village le contingent fixé et le dirige sur le poste, avec ou sans escorte, suivant les nécessités.

A ce compte on peut affirmer que sur la multitude des travailleurs engagés par la Colonie, il n'y en a pas cinq pour cent qui ont quitté leur village volontairement. Le noir préfère évidemment la vie libre, sauvage et inactive de son village au bien-être relatif que peut lui apporter un travail de neuf heures par jour, à six francs par mois et le risque des punitions disciplinaires.

En fait, si tous les engagements devaient être strictement spontanés et volontaires, plus aucun service public ne pourrait être assuré : il n'y a que deux remèdes : ou fermer les yeux sur les procédés employés par les sous-ordres pour exécuter les ordres de recrutement qu'ils reçoivent, ou décréter tous les services publics d'utilité publique, avec levée forcée du contingent de travailleurs annuellement nécessaires, mesure devant laquelle on reculera toujours à cause de la méconnaissance en Europe des vraies conditions de milieu au Congo. Je suis du reste convaincu que la même situation se présente dans toutes les colonies africaines et que le travail libre des noirs n'existe qu'à l'état nominal et de façade.

Enfin pour ce qui est du visa du contrat par M. le commissaire de district Lund, nous ne pouvons que déplorer le système qui consistait à faire contrôler la régularité d'un contrat par le contractant lui-même. Ce système adopté presque partout supprime, en réalité, la garantie en vue de laquelle a été créé le système du visa.

Le fait qu'à Basoko, où réside un magistrat, les contrats sont visés par le commissaire de district, jette un singulier jour sur cette organisation qui, sous prétexte de contrôle, permet de ratifier aveuglément tous les contrats quels qu'ils soient.

Je suis persuadé que si nous épluchions tous les contrats de travailleurs, nous aboutirions à des milliers de constatations analogues à celles du cas présent et m'en référant pour mémoire à une notice que je vous ai présentée sur une question analogue le 21 juillet 1910, je préconise non une mesure pour le cas actuel, ce qui serait un simple palliatif, mais la révision de la législation sur le recrutement de travailleurs.

Le Procureur d'État suppléant,

DUCHESNE.

N° 575/B. 114.

Basoko, le 29 mars 1911.

MONSIEUR LE PROCUREUR D'ÉTAT.

Comme suite à votre lettre n° 576/R. J. 33, du 15 mars 1911, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en effet ces indigènes avaient été jugés inaptes au service militaire et lorsqu'ils se sont présentés au Parquet, conduits par M. le chef de station Prison, ils m'ont déclaré vouloir s'engager au service de l'État.

Cette déclaration émanant de gens arrêtés dans leur village et amenés à Basoko, contre leur gré, et la corde au cou, m'a paru d'autant plus suspecte, qu'ils étaient tous destinés à être envoyés comme travailleurs dans le Bas-Congo.

Dans ces conditions, j'ai cru me conformer aux instructions contenues dans la circulaire n° 17 de M. le Procureur général, en date du 25 août 1910, en refusant mon visa.

Le Substitut,

ORBAN.

Parquet de 1^{re} Instance. — Ind. 2148. Tutelle.

Objet : **Recrutement illégal des travailleurs à Basoko.**

Boma, le 19 juillet 1911.

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le complément d'interrogatoire que vous me prescrivez par votre lettre 1547. B. 2022, du 17 mars 1911, au sujet du recrutement illégal des travailleurs Akwodo, Nyama et Badyoko, au district de l'Aruwimi.

Il m'a été naturellement assez difficile de m'assurer si ce complément est suffisant, puisque vous n'avez pu me communiquer les premiers interrogatoires que j'avais fait subir à ces travailleurs. Il en résulte, cependant, que ces travailleurs savaient, au moment de quitter Basoko, qu'ils descendaient comme travailleurs et non comme miliciens, et que le chef de station, en présence du Commissaire de district, leur a donné connaissance de leurs contrats, du moins d'une façon sommaire.

Je ne puis au surplus que m'en référer à ce que je vous écrivais dans ma lettre 4473 datée du 18 février à ce sujet : *les gens, à toute évidence, ont été recrutés de force dans leurs villages, comme cela se pratique pour tous les travailleurs dirigés du Haut-Congo sur Boma, pour les besoins des différents services ; le cas qui nous intéresse en est un entre mille et il est impossible d'ailleurs d'obtenir autrement les travailleurs indispensables au bon fonctionnement des services publics ; le seul moyen de légaliser la situation serait, comme je l'ai déjà dit, de décréter ceux-ci d'utilité publique et de fixer annuellement le contingent de travailleurs qui seront recrutés tout comme cela se pratique pour les miliciens, les volontaires venant en décompte de ce contingent. Les termes seraient de courte durée, deux ans, et les salaires suffisamment élevés ; la plupart de ces travailleurs, une fois mis en contact avec la civilisation et les centres, seraient très heureux de se réengager par la suite volontairement, ce qui diminuerait rapidement le nombre initial des travailleurs forcés. L'impulsion donnée actuellement par les idéologues et les humanitaristes en chambre a pour unique résultat de faire voiler sous d'hypocrites institutions les nécessités pratiques ; et les magistrats se trouvent dans l'alternative ou de contrecarrer la bonne marche des services publics en faisant annuler tous les contrats qu'ils savent n'être pas volontaires ou de fermer les yeux et ainsi de ne pas remplir les devoirs qui leur incombent.*

En attendant et pour le cas qui nous intéresse, il importe peu qu'il ait été donné connaissance ou non à Nyama, Badyoko et Akwado, des conditions de leur contrat puisqu'il est avéré qu'ils furent recrutés de force dans leurs villages et dirigés contre leur gré sur Boma.

Le Procureur d'État suppléant,

DUCHESNE.

Lettre 3962/J. 7419, du 9 août 1910.

Visa de contrats.

Boma, le 9 août 1910.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, et en copie, à telles fins qui pourraient être jugées opportunes, une note que M. le magistrat suppléant

Duchesne m'a remise lors de son récent séjour à Boma sur le recrutement des travailleurs nécessaires aux besoins des stations et des postes.

Le Procureur général a. i.,

LAMBIN.

NOTE.

21 juillet 1910.

Il arrive que pour le recrutement des travailleurs nécessaires aux besoins des stations et des postes, et dont l'engagement doit être volontaire, il est procédé comme suit : On recrute de force dans les villages indigènes les hommes nécessaires au contingent de milice ou pour les travaux décrétés d'utilité publique. Ensuite on leur propose de remplacer par un contrat de travailleur volontaire cet engagement forcé. L'indigène placé entre quatre ou sept années de travail forcé loin de sa patrie ou un travail d'une durée moindre à proximité de son village opte généralement pour la seconde alternative. Comme il faut alors compléter le nombre de miliciens ou de travailleurs forcés que doit fournir la région, il est procédé à une nouvelle levée, aux indigènes de laquelle on tient le même raisonnement qu'aux premiers et ainsi de suite jusqu'à ce que les cadres de travailleurs volontaires soient complets.

Cette façon de procéder est contraire à l'esprit de la loi et aboutit à généraliser le travail forcé : on ne peut, en effet, considérer comme volontaire un engagement qui a été pris sous la menace d'un plus grand mal.

Les magistrats chargés de veiller aux intérêts de la partie contractante la plus faible doivent refuser d'apposer leur visa sur les contrats qui leur apparaîtraient comme le résultat de ce système. En outre, ils doivent veiller à ce que ces indigènes soient immédiatement rapatriés dans leurs villages d'origine et ne soient pas inquiétés par la suite.

Nous estimons, en effet, qu'en proposant un contrat à des gens qu'il avait d'abord recrutés de force pour une autre destination, l'État a renoncé définitivement à leur donner encore cette destination, même au cas où par la suite ils n'accepteraient pas l'offre de cet engagement volontaire ; sinon les indigènes intéressés subiraient pour l'acceptation de celui-ci une contrainte morale qui leur ôterait toute liberté.

DUCHESNE.

ANNEXE V.**RAPPORT****SUR L'ENQUÊTE A CHARGE DU SOUS-LIEUTENANT DE L'E...**

En juin 1910, le sous-lieutenant de l'E... recevait du chef de secteur Delattre l'ordre de mener à bien une opération de police. Une troupe de cent hommes lui était confiée; le premier sous-officier Anciaux lui était adjoint et placé sous son commandement.

Le but à atteindre était d'arrêter les auteurs de brigandages commis chez les chefs Nya Lukemba et Beko, et particulièrement les chefs Kabare et Bilali.

Il était tout spécialement insisté sur le caractère pacifique de l'opération et rappelé formellement qu'il ne pouvait être recouru aux armes qu'en cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui. Bien plus, ce principe si élémentaire, ancré dans l'âme des nations civilisées, était rappelé : « Les prisonniers doivent être respectés ! ».

On partit de Nya Lukemba, chaque soldat étant muni de cinquante cartouches, à 11 heures du soir. A 4 heures du matin on s'arrêta à quelque trois cents mètres d'un boma, où la présence de Kabare était signalée par les guides.

L'enquête faite par M. le substitut Bull démontre péremptoirement que la suite des événements fut celle-ci :

Sur l'ordre de de l'E..., le boma fut cerné. Les soldats avaient reçu la défense de pénétrer dans les cases qui se détachaient au-devant du boma. Un soldat du détachement du sous-officier Anciaux, enfreignit cet ordre et fut blessé à mort de coups de couteau par un habitant de la case qui voulut s'enfuir. Un second soldat fut blessé légèrement par le fuyard auquel il tenta de barrer la route.

Les indigènes s'efforcèrent de gagner le large. Ils furent au nombre de neuf, trois femmes et six hommes, arrêtés par les soldats de M. Anciaux; attachés l'un à l'autre à l'aide de lianes et amenés devant le lieutenant de l'E... Ils s'assirent par terre, le dos appuyé contre une habitation.

de l'E... et Anciaux s'approchèrent un instant du cadavre du soldat. Oublieux de l'ordre que lui-même avait donné de ne pas entrer dans les cases, et que le soldat avait enfreint, de l'E... perdit tout calme et toute réflexion.

Il envoya le détachement Anciaux et le sergent Linda tirailler sur des gens qui se trouvaient sur des montagnes éloignées de 2 ou 3 kilo-

mètres. Puis, *revenant aux prisonniers, il libéra les femmes, s'adressa à la troupe en ces termes : « Ils ont tué un soldat; ils en ont blessé un autre qui ne leur faisait rien; je vais venger les victimes. » Et, successivement, de son Browning, il cassa la tête à six malheureux prisonniers sans défense.*

Dans son rapport, M. le substitut Bull a montré la puissance de l'enquête. J'appuie tous les arguments qu'il a produits. J'en cite un autre : les soldats témoins ne sont pas de même race. Je vois parmi eux des Bangala, des Azande, des Bango-Bango, des gens de la Province orientale; leur témoignage me paraît inattaquable.

*
* *

Non seulement les faits commis par de l'E... sont de la plus haute gravité, mais, *ce qui à notre sens est non moins grave, c'est la façon dont il a été procédé pour empêcher les témoins de rapporter la scène comme le fit Monkondo, et arriver à un silence définitif.*

M. Dekens fut avisé en août 1940 de l'existence de l'opération de police; il lui fut écrit par le substitut suppléant docteur Laurent, que lui-même ne faisait que reproduire les dires du chef de secteur Delattre, qu'il s'agissait de soldats qui avaient tiré en se défendant.

Jamais le nom d'un Européen ne fut prononcé. M. Dekens répondit, ainsi que j'eus l'honneur de l'exposer dans ma lettre 431. R. 441, du 6 mars, dernier.

Plus tard, le 27 août, les lieutenants Spelloir et Herion, chargés d'enquêtes, ne font rien, bien qu'ils se trouvent sur les lieux et dans la meilleure posture pour vérifier promptement les dires du sergent Mokondo.

Plus tard, le lieutenant Delattre inflige huit jours de prison militaire au sergent Mokondo à raison de sa déposition. Le lieutenant Delattre a fourni des explications à M. le substitut Bull. Il aurait été contraint d'agir comme il l'a fait, par son chef le capitaine Ghewy, ce qui aggrave encore toute cette affaire. Le lieutenant Delattre produit une lettre de son chef, lui enjoignant de punir le gradé et même de le proposer pour la révocation.

Deux autres soldats sont punis également pour avoir confirmé les déclarations de Mokondo. Puis, lorsque pour s'éclairer, M. le substitut Bull réclame confidentiellement au commandant Berche, adjoint supérieur, des renseignements sur de l'E... et sa façon d'être, le magistrat reçoit cette réponse tranchante et qui ne paraît pas désirer de réplique : « J'ai donné mes avis et considérations au sujet de l'opération de police commandée par cet officier chez Kabare. J'ai fait ressortir que si M. de l'E... avait commandé d'ouvrir le feu sur les indigènes qui fuyaient, ceux-ci venaient de tuer un soldat et d'en blesser grièvement un autre. Puis, je suis satisfait des services rendus par le lieutenant de l'E.... »

On ne peut s'empêcher de rapprocher ces deux jugements : d'une part, approbation donnée à ceux qui tirent sur des gens qui fuient et qui n'ont

frappé que parce qu'on les empêchait de fuir, contrairement à l'ordre édité par M. de l'E... lui-même; d'autre part, punition de trois soldats, dont un gradé, qui déposent désagréablement!

Sans doute, aujourd'hui que la vérité est connue, ces punitions seront-elles levées, mais l'impression lamentable, sur l'esprit des noirs, causée par la colère d'Européens qui, attendant d'eux une réponse favorable, ont été déçus, n'en existe pas moins.

*
* * *

Le coupable est-il coupable?

M. le substitut Bull le trouve détraqué, peut-être épileptique. Il relève contre lui des faits de violence. Il semble plutôt que ce de l'E..., corporellement très robuste, moralement entiché encore du nom qu'il porte, soit surtout un bravache, probablement assez ignorant, et peu remarquable en sa profession même, car il est âgé de 32 ans et ne semble pas destiné à atteindre un commandement supérieur dans l'armée belge. Le seul renseignement formel du dossier est celui de l'adjoint supérieur Berche, qui ne le dépeint nullement comme un faible d'esprit ou comme un anormal. La façon dont il se défend, du reste, démontre qu'il est loin d'être fou. Qu'il soit colère, emporté, irascible, violent, orgueilleux, ce sont là des défauts : qu'il ait tué six hommes par esprit chevaleresque et pour venger Tondeur, comme semble l'insinuer son ami Delattre, il eût été admiré aux temps préhistoriques, semblables à ceux que vivent pour l'instant les noirs de Kabali, mais notre civilisation punit ces prouesses.

Est-ce à dire qu'il ne doit pas être examiné minutieusement au point de vue des tares psychologiques qu'il peut porter sur lui?

Certes non, et je partage l'avis de M. Bull, que ce n'est qu'en Europe qu'on pourrait procéder à un examen approfondi et définitif.

« Suit proposition examen mental. »

Stanleyville, le 17 juillet 1944.

Le Procureur d'Etat,

DETRY.

TABLE DES MATIÈRES

DÉVELOPPEMENTS.

SECTION I. — *Le Gouvernement et les missions.*

	Pages.
1° Infractions au décret interdisant la fabrication de boissons distillées	3
2° Interruption de poursuites à charge d'un missionnaire par ordre du Ministre des Colonies.	4
3° Retour au Congo d'un missionnaire poursuivi pour assassinat et acquitté comme irresponsable	6
4° Vols d'enfants pour les fermes-chapelles du Kwango	7

SECTION II. — *Le Gouvernement et la liberté du commerce et du travail.*

1° Achats d'ivoire par les chefs territoriaux en violation de la loi	13
2° Recrutement par la force de travailleurs « volontaires »	14
3° Exécution sommaire de prisonniers.	17
4° Atteintes à l'indépendance des magistrats	18
PROPOSITION DE LOI	20 ¹

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

ANNEXE I. — Correspondance relative à l'affaire Van den Besselaere	21
ANNEXE II. — Mémoire-Plaidoirie du P. Cambier dans l'affaire D...	27
ANNEXE III. — Rapports Leclercq sur l'action des RR. PP. Jésuites au Kwango	29
ANNEXE IV. — Correspondance relative au recrutement forcé des travailleurs volontaires	52
ANNEXE V. — Rapport sur l'enquête à charge du sous-lieutenant de l'E...	58

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 DECEMBER 1911.

Voorstel tot instelling van een onderzoek naar den toestand der inboorlingen
en de toepassing van de hervormingen in den Belgischen Congo.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Men zal zich gewis verwonderen een onderzoek te zien voorstellen naar de toepassing van de hervormingen in Congo, op het oogenblik zelf waarop, zoo in den vreemde als in België, iedereen instemt met de verklaring, dat zij weldadige uitslagen hebben te weeg gebracht.

Wij denken er niet aan dit te betwisten en indien sommigen, in den beginne, hebben gemeend, dat de decreten op de vrijheid van het werk en den handel eene doode letter zouden blijven, zoo hebben onlangs niet verdachte getuigenissen en, nog meer, het te kort zelf van de begrootingen genoegzaam bewezen dat, in werkelijkheid zooals in recht, het gedaan is met het oude stelsel.

Doch, is de algemeene toestand werkelijk verbeterd, toch kregen wij ongetwijfeld de overtuiging, dat in velerlei opzicht het bestuur van den Belgischen Congo nog steeds tot de strengste critiek aanleiding geeft. Verscheidene misbruiken hebben diep wortel geschoten. Andere dreigen erger te worden in plaats van te verdwijnen. En het zal voldoende zijn de stukken te lezen die wij hierachter uitgeven, om onze meening daaromtrent te deelen.

Deze documenten, voor het meerendeel, komen voort van magistraten, zooals die, welke tot grondslag dienden aan het gedenkwaardig verslag der commissie die een onderzoek instelde in 1905. Zij werden officieel ter kennis gebracht van de hoogste overheidspersonen der Kolonie. De feiten, die zij openbaarden, zullen het land op pijnlijke wijze ontroeren. Eenige toonen

aan, dat onder het tegenwoordig bestuur de werking der wetten, zelfs der strafwetten, maar al te dikwijls ophoudt op den drempel der katholieke zendingen. Andere stellen vast dat, ten einde zijne inkomsten te vermeerderen of zijne uitgaven te verminderen, het koloniaal bestuur de toepassing van de decreten, die de vrijheid van den handel en de vrijheid van het werk der inboorlingen ten zeerste aanbelangen, ondergeschikt maken aan beschouwingen van fiscale of geldelijke orde.

Indedaad verklaart men en, op ééne uitzondering na, komen ons die verklaringen toe uit officieele bron :

1^o Dat verscheidene katholieke zendingen, met name die van Luluaburg, ontsnappen aan het wettelijk verbod alcoholische dranken te bereiden of distilleertoestellen te bezitten in het deel van Congo dat buiten de M'Pogo ligt.

2^o Dat, om « in 't vergeetboek te doen schrijven » zware overtredingen aan een zendeling verweten en door dezen erkend, de heer Renkin, Minister van Koloniën, niet gearzeld heeft den loop van het gerecht te stuiten op het oogenblik dat een zendeling reeds gedagvaard was voor de bevoegde recht-bank. (Zie bijblad I, briefwisseling betreffende de zaak Van den Besselaer.)

3^o Dat een zendeling, vervolgd voor moord van een inlandsch hoofd en vrijgesproken als « ontoerekenbaar », eenige maanden daarna kon terugkeeren naar Congo, waar hij tegenwoordig, in eene der zendingen van Scheit, zijn « apostelambt » voortzet. (Zie bijlage II.)

4^o Dat het meerendeel der kinderen die vertoeven in de hoeven-kapellen der E. P. Jezuïeten in Kwango, *gestolen* werden door catechiseermeesters der zending en er wederrechtelijk worden vastgehouden tegen den wil van hunne nabestaanden. (Bijlage III.)

5^o Dat E. P. Jezuïeten, aan de inboorlingen die onder hun bereik staan, lichaamsstraffen opleggen die door de wet verboden zijn (kettingsstraf, geeseling). (Bijlage IV.)

6^o Dat talrijke territoriale hoofden stelselmatig het decreet op de olifantenjacht overtreden, ten einde zich tot lagen prijs, in het belang van den fiscus, het ivoor aan te schaffen, hun gebracht door de inboorlingen. (Zie verder brief van den Staatsprocureur Stasse aan den procureur-generaal, 21 April 1911.)

7^o Dat een groot aantal arbeiders gewaande « vrijwilligers », gebruikt bij de posten en standplaatsen der Kolonie, met geweld werden aangebracht door onwettige daden van dwang, wat aan het bestuur toelaat loonen te betalen, veel lager dan wat zij konden verdienen indien hun werk inderdaad vrij was. (Zie verder brieven van den plaatsvervangenden magistraat Duchesne en van den substituut Orban, Juli-Augustus 1911. Bijlage V.)

8^o Dat, over 't algemeen, het hooge bestuur van Congo acht dat men van de district-commissarissen niet eene al te stipte naleving van de wet zou moeten eischen en vindt dat, in beginsel, de magistratuur zou moeten worden beroofd van hare tegenwoordige onafhankelijkheid en opnieuw

geplaatst onder de orders van het bestuur. (Zie verder brief van den substituit P.-M. Leclercq aan den Staat-procureur te Leopoldville, 3 Jul. 1911.)

Indien wij er ons bij bepaalden deze beschuldigingen weer te geven, zonder de getuigenissen voort te brengen waarop zij berusten, zou men ze ongetwijfeld voor onwaarschijnlijk verklaren. Ook moeten wij, ten einde ons voorstel tot onderzoek te rechtvaardigen, ze achtereenvolgens hernemen, zooals zij werden ingebracht door magistraten, wier oprechtheid en onpartijdigheid niet kunnen worden in twijfel getrokken.

AFDEELING I.

DE REGEERING EN DE ZENDINGEN.

De feiten die wij zullen aanduiden onder n° 1, betreffende het bereiden van gedistilleerde dranken door de zendelingen, zijn in Congo algemeen bekend. Overigens zullen wij niets verzekeren dat niet vooraf verzekerd werd door magistraten onder hunne verantwoordelijkheid, en officieel ter kennis van de overheid gebracht. Iedereen erkent dat onder de tegenwoordige regeering, de katholieke zendelingen zich alles geoorloofd wanen. Trouwens men brengt hulde aan hunne inzichten. Men miskent niet de diensten door hen bewezen. Doch men betwijfelt ten sterkste de waarde of de doelmatigheid van hunne handelwijze en men beweert, terecht, dat de wetten werden gemaakt voor hen, zooals voor iedereen en dat zij moeten worden toegepast op hen, zooals op iedereen.

Nu, zooals wij zullen zien, geschiedt thans maar al te dikwijls het tegenovergestelde.

1° Overtreding van het decreet waarbij het bereiden van gedistilleerde dranken wordt verboden.

De Algemeene Acte van de Conferentie van Brussel, van 2 Juli 1890, verbiedt den invoer en den verkoop van sterke dranken in het deel van Congo, gelegen buiten de Inkissi (sedert 1898, buiten de M'Pozo).

Daarenboven luidt artikel 3 van dit decreet :

Het is verboden, op ditzelfde grondgebied, fabrieken te vestigen van gedistilleerde dranken of distilleertoestellen te bezitten, die alcohol kunnen voortbrengen.

Deze tekst spreekt uitdrukkelijk. Hij laat, voor de fabricatie, geene enkele vergunning, geene enkele uitzondering toe. Welnu, het is algemeen bekend in Congo dat verscheidene katholieke zendingen toestellen bezitten tot het distilleeren van alcohol. De stokerij van den E. P. Cambier, te

Luluaburg, voorzien van de laatste verbeteringen, vooral die van Kysai, is in heel de Kolonie beroemd. Zij brengt eene likeur voort, bekend onder den naam van : *La Flobecquoise*. (Er werd van gesproken in de debatten der zaak Balle.)

Men moet noodig zich afvragen hoe dit feit vereenigbaar is met het wettelijk verbod?

De zendingen kregen, naar het schijnt, verlof distilleertoestellen te bezitten ten einde ze in staat te stellen den alcohol te bereiden, noodig voor het behoud van kruidkundige of zoölogische specimen's. Maar, zonder te rekenen dat du-danige vergunning in strijd is met den tekst van het decreet, zou het meest oppervlakkig onderzoek aantoonen dat de zendingen ook alcoholische dranken bereiden en dat, ten minste te Luluaburg, de beambten van den Staat of van maatschappijen er groote hoeveelheden van gebruiken.

2° Staking van rechtsvervolging ten laste van een zendeling op orde van den Minister van Koloniën.

De rechtbanken der Kolonie toonen zich, sedert de overname, zeer gestreng waar het geldt aanslagen op de persoonlijke vrijheid, door bijzonderen gepleegd. Dat, bijvoorbeeld, een agent van eene maatschappij ten einde zich levensmiddelen of dragers te verschaffen « de hand leggen » op een inboorling en dezen gedurende eenige uren vasthoude, men zal op hem in alle gestrengheid toepassen artikel 12, boek II van het Congoleesche Wetboek, dat dergelijke feiten straft met *één tot vijf jaar vrijheidsstraf*. Doch het schijnt er anders toe te gaan indien dezelfde wanbedrijven door zendelingen worden begaan.

Men kan er zich van overtuigen door het lezen van de verslagen van den heer substituut Paul-Mathieu Leclercq, die wij als bijlage geven en waarop wij, trouwens, denken terug te komen. (Bijlage III.)

Anderzijds meenen wij de volle aandacht van de Kamer en van het land te moeten vestigen op de officieele briefwisseling over de rechtsvervolging tegen den E. P. Van den Besselaer, der zendingen van Mill Hill, *vervolging die werd onderbroken op bevel van den heer Minister van Koloniën*. (Zie bijlage I.)

In den loop van 1908, had het Parket van Basan Kusu een dossier opgemaakt tegen den E. P. Van den Besselaer.

Deze had bekend :

1° Te hebben vastgehecht, de armen in kruis en de voeten gebonden, een inboorling genaamd Bougombo, die had geklaagd dat hij geplunderd werd door afgezanten van de zending. Fougombo bleef den ganzen dag in die houding. 's Nachts slaagde hij erin zijne banden te verbreken en te vluchten.

2° Te hebben vastgegrepen en aan handen en voeten gebonden zekeren Botakundola, die zich bij de zending had aangemeld met eene ontoereikende hoeveelheid visch, als schatting geëischt.

Niettegenstaande deze bekentenissen aarzelde de procureur-generaal ad interim, de heer Gréban de Saint-Germain, rechtsingang te verleen.

« Ik zal u niet verbloemen — schreef hij aan den Gouverneur-generaal, 26 December 1908 — mijne besluiteloosheid omtrent het te geven gevolg aan deze zaak. De gestrengheid der straffen bedreigd door artikel 11 van het Strafwetboek, *het groot nadeel dat voor de katholieke zendelingen zou ontstaan door de ingestelde vervolgingen* en die de noodzakelijkheid van de beteugeling zouden te boven gaan, de korte duur der gevangenhouding van genoemde Bougombo en Botakundola, zijn evenzoovele beweegredenen voor mij om deze zaak zonder gevolg te laten.

» Deze oplossing echter zou ons van partijdigheid kunnen doen beschuldigen. Ook heb ik niet op eigen gezag eene eindbeslissing willen nemen. Bijgevolg zoudt gij, heer Gouverneur-generaal, mij verplichten deze zaak te onderwerpen aan de goedkeuring van den heer Minister van Koloniën. »

In antwoord op dezen brief, waaruit bleek dat de heer Gréban de Saint-Germain aan zich zelf overgelaten niet zou besluiten te vervolgen, deed de heer Minister van Koloniën weten aan den procureur-generaal, 6 April 1909 (bijlage I), dat hij hem volkomen vrijliet eene beslissing te nemen wat betreft het te geven gevolg aan het onderzoek geopend tegen den E. P. Van den Besselaer.

Doch de procureur-generaal Weber, voor wien de heer Gréban de Saint-Germain het interim deed, had middelerwijl zijne functies hernomen. Hij stond vervolging toe (12 April 1909) en gaf daarvan kennis aan den Gouverneur-generaal. De E. P. Van den Besselaer werd verwezen naar de rechtbank van Coquilhatville, *en reeds had men den dag bepaald voor zijne verschijning ter zitting*, toen de zaak regelmatig en geldig aanhangig gemaakt zijnde bij de rechters, de heer Minister van Koloniën, *na de zaak te hebben doen uistellen tot een onbepaalden datum, aan den procureur-generaal bevel gaf « deze zaak in het vergeetboek te schrijven »*. Dit blijkt uit den volgenden brief door den Minister van Koloniën gezonden aan den Gouverneur-generaal 17 Juni 1910.

Brief 1431 van 17 Juni 1910,
overgebracht bij n^o 5038 van 12 Juli 1910.

Zaak Van den Besselaer.

Brussel, 17 Juni 1910.

« HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

» Als gevolg op den brief 9793.C. 1461, van 18 December jl. van den procureur-generaal, dien gij mij hebt overgemaakt met uwe apostille n^o 14/b van 27 December, betreffende de zaak Van den Besselaer, heb ik

de eer te uwer kennis te brengen, dat er besloten is deze zaak in het vergeetboek te schrijven. Geen enkele acte van nieuwe rechtspleging moet dus plaats grijpen.

» Ik verzoek u uit mijn naam het hiervoorgaande mede te deelen aan den heer Procureur generaal.

» *De Minister,*

» RENKIN. »

Dus is het officieel vastgesteld, dat een zendeling een misdrijf begaan en dit bekend hebbende, vervolgd en gedagvaard geweest zijnde, tegen een bepaalden dag, ter zitting van de correctionneele rechtbank, DE HEER RENKIN, MINISTER VAN KOLONIËN, BEVEL HEEFT GEGEVEN DE RECHTSVERVOLGING TE ONDERBREKEN EN DEN LOOP VAN HET GERECHT TE STUITEN!

Indien dergelijke beslissing — welker buitengewoon gewicht aan niemand zal ontsnappen — heeft kunnen genomen worden in strijd met het advies van den Procureur-generaal (z. infra, blz. 25, Brief van den Procureur-generaal a. i.) waar het eene openbaar geworden beschuldiging gold, heeft men het recht te veronderstellen dat men, in menige andere omstandigheid, andere schandalen heeft moeten smoren, voor er eenige akte van rechtsvervolging had plaats gehad.

3^o Terugkeer naar Congo van een zendeling, vervolgd voor moord en vrijgesproken als ontoerekenbaar.

De Koloniale Regeering blijft toegevend voor de zendelingen, zelfs waar het geldt buitengewoon zware feiten.

In den loop van 1909, werd een geestelijke van de Zending Scheut, Pater D..., vervolgd wegens doodslag van een inlandsch hoofd. Hij werd verdedigd door P. Cambier, apostolisch prefect van Hoog Kasai. Deze gaf lezing van zijne pleitrede welke werd gevoegd bij de stukken en waarvan wij een uittreksel geven als rechtvaardigingsstuk (bijlage II). Het is een document dat men in zijn geheel moet lezen ten einde den bijzonderen geestestoestand te leeren kennen van een godsdienstig hoofd, den meest volksgeliefden der geestelijke hoofden van den Belgischen Congo.

De feiten, waarvoor P. D... ter verantwoording was geroepen, waren de volgende: In den loop van eene schermutseling tusschen inboorlingen en de Gewapende Macht, bracht korporaal Sadi Boko bij den Pater, die bij de dragers was gebleven tot bewaring der goederen, het hoofd Lemba-Lemba, dien hij met zijne armen had omvat. « Ziehier een man, zegde hij, die mij wilde dooden; wat moet ik er mede doen? » — « Dit » zegde de Pater, en, zijn revolver trekkende, schoot hij den gevangene door den kop!

In zijne pleitrede hield P. Cambier staande dat P. D..., noch volgens strikt recht, noch volgens natuurlijk recht zich iets had te verwijten:

« Daar ik zonder achterhouding spreek, zal ik dit ten einde toe doen,

riep hij uit. Volgens mij, volgens mijne stellige en beredeneerde meening (ik spreek van de kwestie van strikt, van natuurlijk recht), heeft eene oorlogvoerende partij het recht aan de andere te doen, wat deze haar zou doen in hetzelfde geval. Zoo is het, bijvoorbeeld, bewezen door bestaande en erkende feiten, dat, zoo een soldaat gevat wordt door een inboorling, zooals die van deze strek, deze soldaat zal worden gedood, vermoord, verminkt, in stukken gesneden en opgegeten. Welnu, *volgens strikt en natuurlijk recht kan een soldaat, die een inboorling zou vatten in den oorlog, hem dooden, vermoorden, verminken, in stukken snijden en opeten.* Ik weet wel dat de Staat, dat de Staatswetten deze moorden en verminkingen verbieden; maar in de zaak, die ons bezig houdt, zou de soldaat zekerlijk zondigen tegen de Staatswetten, maar niet tegen het strikt recht, het natuurlijk recht.

» Een ander voorbeeld : het is een internationaal recht dat in den oorlog, in de beschaafde landen, men de gevangenen niet doodt. Maar, veronderstelt dat, in den oorlog van 1870, de Franschen zouden hebben vernomen dat de Duitschers de fransche gevangenen doodden. Zou men den Franschen ongelijk hebben gegeven, de duitsche gevangenen te dooden ? »

De rechtbank — behoeft het gezegd — nam de hoofdstelling van P. Cambier niet aan. Doch deze had gepleit, als bijkomend besluit, dat P. D... de slaapziekte had gehad en, na dien tijd, niet ten volle in het bezit was van zijne geestvermogens. Er werd geen geneeskundig onderzoek gedaan. Maar de feiten zelf van het geval deden vermoeden dat de beschuldigde leed aan zoogenaamde « soudanite ». Zoo oordeelde de rechter. P. D... werd vrijgesproken als ontoerekenbaar en kwam terug naar Europa in October 1909. Maar, SINDSDIEN IS HIJ NAAR CONGO WEDERGEKEERD EN HIJ BEVINDT ZICH THANS IN EENE DER ZENDINGEN VAN SCHIEUT!

Wij meenen niet te moeten aandringen op het gevaar dat voor de inboorlingen ligt in de aanwezigheid onder hen, van iemand van gevaarlijken aandrif, wien zijne ontoerekenbaarheid zelf — indien hij werkelijk ontoerekenbaar is in den zin dien de gerechtelijke geneeskunde aan dit woord geeft — nog des te gevaarlijker maakt.

Het decreet van 21 Maart 1910 op de politie der landverhuizing, dat geen onderscheid maakt (zie art. 9 en Memorie van toelichting) tussehen de Belgische landverhuizers en de vreemde, geeft aan de Koloniale Regeering het recht elken landverhuizer van het Congoleesch grondgebied weg te zenden :

« Indien hij niet ten volle in het genot is van zijne geestvermogens of indien hij door eene besmettelijke ziekte is aangetast. »

Men mag zich met recht verwonderen, dat de Regeering, die zich onvermurwbaar toont waar het geldt personen te verbannen van losse zeden, die geene begeerlijke landverhuizers zijn, doch geen gevaar uitmaken voor hunne naasten, op het Congoleesch grondgebied duldt, en, wat meer is, het

voordeel verleent van al de voorrechten aan de zendelingen toegekend, aan een man die den een of anderen dag een nieuwen aanval kan krijgen van moordwaanzin !

Roof van kinderen voor de hoeven-kapellen te Kwango.

De verslagen van den heer substituut P.-M. Leclercq die wij hierachter uitgeven (bijlage III, n^o 4) er sterk op aandringende, dat men ze in hun geheel leze, dagteekenen van de eerste maanden van 1914 en hebben ten doel de *werking der E. P. Jezuïeten in Kwango*.

In zijn eerste verslag, gedagteekend uit Popo-Kabaka, 7 Februari 1914, en gericht tot den commissaris-generaal van Kwango, duidt de heer Leclercq aan, dat in de streek van Tumba-Mani, geëvangéliseerd door den E. P. Allard, de hoeven-kapellen, door de Jezuïeten opgericht, een weinig meer dan duizend personen bevatten (waaronder ongeveer een kwart volwassen). Deze hoeven-kapellen — volgens den heer L. — ontsnappen geheel aan de werking van de inlandsche hoofden en bijna geheel aan die van den Staat. Het is niet moeilijk te zien, dat de catechiseermeesters geen anderen meester kennen dan den zendeling, die hen in deze gedachte onderhoudt. Het is, inderdaad, een middel van onrechtstreeksche propaganda, want de inboorlingen laten niet na in de hoeven-kapellen toe te stroomen, als zij vaststellen dat dit hen onstrafbaar maakt. Wat meer is, de geloofsonderwijzers meenen dikwijls het inlandsch hoofd te moeten besturen. Zij heffen belastingen en aarzelen niet over te gaan tot *willekeurige aanhoudingen* om ze te bekrachtigen. Zaken van dien aard zijn in onderzoek.

De voornaamste kwestie is, natuurlijk die van het aanwerven der 650 kinderen, niet weezen, die zich in de hoeven-kapellen bevinden. Komen zij er uit vrijen wil of tegen hun dank, doch met de toestemming hunner ouders of werden zij eenvoudig gestolen ?

« HET SPIJT MIJ — verklaart de heer L. — HET TE MOETEN ZEGGEN, WANT P. ALLARD IS EEN BRAVE MAN, MAAR TEN MINSTE NEGEN TIENDEN VAN DEZE KINDEREN WERDEN GESTOLEN. »

Daarenboven doet de heer L., in dit eerste verslag, geen uitspraak over de vraag te weten, of zooals de gemedailleerde, dat zijn door den Staat erkende hoofden van de streek, het beweren, P. Allard premiën betaalt aan de catechiseermeesters, opdat dezen hem kinderen aanbrengen. Hij schijnt eerder te denken, dat P. Allard te zeer bekommerd is om de wettigheid dan dat hij willens en wetens de wet zou schenden, maar *hij stelt vast dat de door de catechiseermeesters gestolen kinderen niet aan hunne ouders worden teruggegeven* en hij besluit, dat het eenige heelmiddel van een zoo betreurenswaardigen toestand bestaat in de algeheele opheffing der hoeven-kapellen.

Dit eerste verslag van den heer L. werd aan den Gouverneur-generaal

overgemaakt door de Commissie van het district Kwango. In zijn verzendingsbrief zegt deze ambtenaar, dat er overdrijvingen in voorkomen, maar dat het toch noodig is maatregelen te nemen aan de grenzen, indien men wil vermijden dat de bevolking, ten gevolge van de handelingen der Jesuiten, verhuize naar Portugeesch grondgebied.

Eveneens, in zijn brief van 9ⁿ April 1911 (bijlage III, n^o 2) tot den procureur-generaal gericht, verklaart de dd. Staatsprocureur, de heer Celetti, dat het verslag van den heer Leclercq overdreven is, doch na te hebben vastgesteld, dat « zijne gevoelens jegens de zendingen niet verdacht zouden kunnen zijn », erkent hij dat het stelsel der hoeven-kapellen niet verdedigbaar is en wenscht hij ze weldra te zien verdwijnen, « wat, zelfs uit godsdienstig oogpunt, niet zeer jammer zijn zal, want noch de inboorlingen, noch de protestanten zullen dan meer kunnen zeggen, dat de E. Paters kinderdieven zijn en het vertrouwen in de Paters Jezuïeten zal herleven onder de bevolking ».

Uit het antwoord, ons gegeven door den heer Minister van Koloniën, 20 November 1911, blijkt, dat, ten gevolge van de onthullingen van den heer Leclercq, de hoeven-kapellen van Tumba Mani door de zending zelf zouden zijn ontbonden. Het komt er maar op aan te weten of men ze niet zal herinrichten onder een anderen naam.

Doch, zooals men zien zal, bestonden de hoeven-kapellen niet enkel in de streek van Tumba Mani. Het stelsel bestond en bestaat nog heden, met al de misbruiken daaruit voortkomende, in al de deelen van Kwango, waar de E. P. Jezuïeten hun invloed uitoefenen.

Bijna terzelfder tijd als den brief van den heer Celetti, ontving de procureur-generaal een tweede verslag van den substituut Leclercq, gedagteekend uit Kassongo-Lunda, 20 April 1911. Dit verslag (bijlage III, n^o 3) is meer uitgebreid en omstandiger dan het eerste. Het bevat een volledige geschiedkundige toedracht van de kwestie der hoeven-kapellen en, terzelfder tijd, de uitslagen van een nauwkeurig onderzoek, niet meer alleen te Tumba Mani, maar in al de deelen van Kwango, waar de Jezuïeten « vorderingen doen ».

Wij zullen niet aandringen op het historisch deel van dit verslag. Het is gelukkig niet meer dan van terugwerkend belang. Wij zeggen alleen, dat het strekt tot bevestiging, door een geheel van verpletterende vaststellingen, van de zoo heftig aangevallen conclusiën der Onderzoekscommissie van 1903.

Voor het oogenblik bestudeert de heer L. de gevolgen van het stelsel van evangelisatie, door de Jezuïeten aangenomen, hetwelk bestaat in het verwijderen der aankomende geslachten, in het terugtrekken ervan uit de heidensche dorpen, in het vormen van onafhankelijke centrums, bevolkt door honderden kinderen (800 te Kisantu, 300 te Kimpoko, 900 te Lemfu, enz.), en in het oprichten van hulpecentrums (hoeven-kapellen), bestuurd door een inlandsch hoofd, nieuwe dorpen waar zij meester zijn en die uitsluitend worden bewoond door Christenen en kinderen die door hen uit de inlandsche dorpen werden weggehaald.

Het is dit stelsel, dat tot hevige geschillen aanleiding gaf en « bij de inboorlingen deed ontstaan den haat en den schrik der Jezuïeten, zoo levendig — zegt de heer L. — dat toen ik de streek doortrok in December 1910 en Januari 1911, geheele dorpen bij mijne nadering in de bosschen vluchtten, daar het gerucht zich had verspreid dat ik kinderen kwam halen voor de zendingen ».

Men zal uit het verslag zien, dat de meeste kinderen heden verkregen worden als volgt: *of wel*, de zendeling wendt zich tot het hoofd. Hij vraagt hem een bepaald getal kinderen. Weigert het hoofd, dan is alles uit; maar dikwijls, aangelokt door de belofte van geld of van geschenken (met name jassen, hoeden of van 15 tot 20 frank per kind) zendt het hoofd eenige kinderen aan den zendeling. De ouders komen te vergeefs daartegen op; *of wel* de zwarte catechiseermeesters doen de werving en deze catechiseermeesters aan wie men niet kan vragen gematigd te werk te gaan, want dat kennen zij hier niet, nemen de kinderen met geweld, gaan in benden ze aanhouden in de dorpen, *leggen ze vast*, en doen dat, desnoods, ook met de hoofden, en nemen de gelegenheid waar om te stelen.

Zijn de klachten der inboorlingen te levendig, dan, zenden de missionarissen de catechiseermeesters weg of sturen ze, om zeer juist te zijn, naar elders. Zoo verhaastte zich P. Allard, toen hij klachten kreeg tegen meer dan twintig catechiseermeesters, die ernstige misdrijven hadden begaan, ze te *verplaatsen*, maar hij wachtte er zich wel voor ze over te leveren aan het gerecht, zooals zijn eerste plicht zou geweest zijn. (Cp. Antwoord van den heer Minister van Koloniën op mijne vraag van 15 November, infra blz. 47.)

Zelfs dan wanneer men de catechiseermeesters « uitspant », behoudt men de kinderen en, deze behouden hebbende, vervangt men den lichamelijken dwang door andere middelen om ze te doen blijven :

« Als de jongens 14 en de meisjes 12 jaar oud zijn, verbinden de E. P. Jezuïeten ze door het huwelijk. De christelijke huisgezinnen gaan bijna alle, na hun huwelijk, wonen in de hoeven-kapellen. Men stelt vast dat, hoewel volwassen, en kinderen hebbende, zij onderworpen blijven aan het gezag van de zending, zelfs wanneer zij, in 't diepst van hun hart, zouden wenschen te gaan wonen in het dorp, waar zij thuis behooren.

» De E. P. Butaye — gaat de heer L. voort — heeft mij uitgelegd hoe die uitslag werd verkregen. De jonge huishoudens, op het oogenblik van hun huwelijk, bezitten hoegenaamd niets. Om hunne vestiging toe te laten, geven de zendelingen hun eenige beesten, stoffen, werktuigen en een weinig geld. Deze huishoudens worden dus de schuldenaars van de zending. Echter ten einde ze te beletten zich vrij te koopen door hun arbeid, *weigeren de zendelingen de afbetaling in munt, maar maken zij hunne leeningen ondergeschikt aan de voorwaarde dat zij voortaan onverdeelde eigenaars zullen zijn in al de goederen, tegenwoordige of toekomstige, der nieuw gehuurden.* »

Door aan de inboorlingen, die onder hun invloed staan, dusdanige contracten van dienstbaarheid op te leggen, geven de E. P. Jezuïeten gehoor aan geene enkele gedachte van winstbejag of persoonlijk belang, en hebben zijn geen ander doel dan te handelen voor het beste van hunne godsdienstige belangen. De heer L. verklaart het luide en, om elk misverstand te voorkomen, verklaren wij het insgelijks.

Doch, hulde brengende aan hunne bedoelingen, stelt de heer L. niettemin vast, dat door hunne zeer strenge opvoeding, hunne zeer harde regels en het gevoelen van het heilig karakter hunner zending, de Paters bijzonder eigenmachtig en onhandelbaar zijn en zoo weinig mogelijk onderworpen aan de wettigheid :

« Zij verlangen te heerschen, zooals het hun goeddunkt, over de kleine wereld die hun onderworpen is. *Zij straffen met zweepslagen en kettingstraf de overtredingen van de godsdienstige plichten of van de katholieke zedenteer, zelfs indien ze worden begaan door volwassenen, meerderjarigen, wonende in hunne hoeven-kapellen.* »

Zoo verklaart de heer L. te hebben gezien, te Pesi, dat door P. Hanquet een man van 18 tot 20 jaar werd vastgeketend met den hals aan de verandah der zending omdat hij, buiten huwelijk, betrekkingen had gehad met eene vrouw in eene hoeve-kapel. P. Hanquet verklaarde aan den Substituut — die den gevangene verlost, maar niet vervolgd schijnt te hebben wegens willekeurige opsluiting — dat hij orde had gekregen van zijn overste, den E. P. Banckaert, door kettingstraf en zweepslagen te straffen de tekortkomingen aan de zeden en aan de godsdienstplichten, begaan door de catechiseermeesters of de christenen.

Men zal in de volgende verslagen van den heer L., gedagteekend uit Duna, 12 en 20 Juli 1911 (bijlage III, n^{rs} 4 en 5), eene reeks nauwkeurige bijzonderheden vinden, in antwoord op het verwijt van overdrijving, hem gedaan. De heer L. deed, inderdaad, eene uitvoerige opsomming van strafbare daden, begaan door de catechiseermeesters der zending. Ten gevolge daarvan heeft P. Allard zich verstaan met den districtscommissaris van Kwango om de hoeven-kapellen van Tumba Mani te ontbinden. Maar de heer Leclercq doet opmerken dat, zoo P. Allard heden erkent dat het stelsel onverdedigbaar is, alle zendelingen verre zijn deze meening te deelen; dat sommige hunner, de EE. PP. Buteye, Devos en Swannet vooral, vurige voorstanders zijn van het regiem, door hen gesticht, twaalf of vijftien jaar geleden.

Op 15 November 1911, stelden wij den heer Minister van Koloniën, naar aanleiding van de feiten die in Kwango plaats hadden, eene vraag, waarop werd geantwoord op de volgende wijze :

Vraag.

« Is het waar, dat in 1910 of 1911 Eerwaarde Paters Jezuïeten, of

hunne catechiseermeesters zich overgaven aan eene onwettige en verkeerde handelwijze om de aanwerving te verzekeren van de in sommige hoeven-kapellen te Kwango geplaatste kinderen?

» Zoo ja, heeft de Koloniale Regeering maatregelen genomen om aan die misbruiken een einde te stellen? »

Antwoord.

« Een magistraat heeft, op zijne rondreis in Kwango, vastgesteld dat het personeel van de hoeven-kapellen in de streek Tumba Mani niet altijd werd aangeworven volgens de voorschriften van het decreet van 12 Juli 1890 op de inlandsche kinderkoloniën.

» Een zeker aantal catechiseermeesters, die zich hadden schuldig gemaakt aan onregelmatige aanwervingen, werden reeds afgedankt door den zendeling.

» De Regeering behoefde niet handelend op te treden, daar de Gouverneur-generaal ons had doen weten, dat de hoeven-kapellen van de streek Tumba Mani door de zending zelf waren ontbonden. »

Men zal opmerken, dat de feiten, onthuld door den heer substituut P.-M. Leclercq, niet alleen de hoeven-kapellen van de streek Tumba Mani betreffen; dat, zoo de zendeling, aangeduid in het ministerieel antwoord, sommige catechiseermeesters had afgedankt, hij, volgens den heer Leclercq, de kinderen heeft behouden; dat, daarenboven, de ontbinding der hoeven-kapellen van Tumba Mani de Regeering niet belette handelend op te treden daar de « kinderroof », gepleegd door de catechiseermeesters der zending, eene overtreding van de strafwet uitmaakten.

Kort overzicht.

De in de Afdeeling I ontleede of overgenomen stukken van deze toelichting hebben betrekking, hetzij op afzonderlijke gevallen — zaken D... en Van den Besselaer — waaraan, niettegenstaande hunne innerlijke buitengewone zwaarwichtigheid, wij vooral belang hechten als kenteekenend, hetzij, daarentegen, op de toepassing, in geheel een groot district, van de decreten betreffende de individuele vrijheid en de voogdij der kinderen.

Men moet er zich, daarenboven, aan verwachten dat de Eerw. Paters Jezuïeten zullen opkomen tegen de verslagen van den heer P.-M. Leclercq, zooals zij het vroeger deden tegen de conclusiën van het verslag der Commissie van onderzoek in 1905. En inderdaad, aangezien er in de brieven van den heer Leclercq, naast onbetwistbare vaststelling van feiten — waaruit genoegzaam blijkt de werkelijkheid van zware misbruiken — persoonlijke en subjectieve waardeeringen voorkomen, zal niemand betwisten, dat, alvorens een bepaald oordeel te vellen over de handelingen en de docu-

der zendelingen in Kwango, het billijk is de antwoorden van de belanghebbers te hooren.

Doch, vermits de door den heer Leclercq opgeworpen vraagstukken duizenden kinderen of jongelieden en hunne naastbestaanden aangaan; dat er groot verschil bestaat tusschen de zendelingen zelven over aan te wenden stelsels om invloed uit te oefenen over de inlandsche bevolking; dat, in elk geval wij ons bevinden tegenover deze bepaalde bevestiging uitgaande van een verantwoordelijken magistraat en, ten minste gedeeltelijk, juist erkend door den Minister van Koloniën zelf, dat het meerendeel der jonge inboorlingen, die in de hoeven-kapellen van Kwango vertoefden, *gestolen* werden door de catechiseermeesters der zendingen, en er *werhouden worden ondanks de wet* en tegen den dank van hunne ouders, is het moeilijk tegen te spreken dat een onderzoek noodzakelijk is en dat het een plicht is voor de Kamer dat onderzoek te bevelen.

AFDEELING II.

DE REGEERING EN DE VRIJHEID VAN HANDEL EN ARBEID.

De misbruiken, waarop wij nog moeten wijzen, zijn van een meer algemeen karakter en betrekken nog ernstiger de verantwoordelijkheid van de koloniale regeering.

Zij maken, in ruime mate, denkbeeldig de wettige waarborgen, aan de handelaars en de inboorlingen verleend. Zij schijnen, de eene zoowel als de andere, slechts om iets zich te bekommeren, wat er ook moge gebeuren: de inkomsten van de Kolonie te vermeerderen, de uitgaven tot het minimum te verlagen en dit om zooveel mogelijk te ontsnappen aan de verplichting, aan België geldelijke opofferingen te vragen, na het in de meening gebracht te hebben dat, van den beginne af, Congoland zou opbrengen in plaats van te kosten.

1^o De aankoop van ivoor, door de territoriale hoofden, in strijd met de wet.

Bij decreet van 25 Juli 1889 gewijzigd en versterkt door het decreet van 26 Juli 1910 wordt de olifantenjacht verboden op de geheele uitgestrektheid van het grondgebied van den Staat, tenzij met bijzonder verlof. Dit verlof kan worden verleend onder twee voorwendsels: 1^o het *jachtverlof*, waarvan de voorafgaande verkrijging wordt geëischt voor elke jacht op olifanten door middel van vuurwapenen andere dan het vuursteengeweer; 2^o de *machtiging* die kan worden verleend, schriftelijk of mondeling, door de districtscommissarissen wanneer de olifantenjagers zich alleen bedienen van vuursteengeweren, lansen of valstrikken van allerlei aard. Deze machtiging moet ook voorafgaandelijk worden verkregen.

De districtcommissarissen moeten nota houden van de voorwaarden waarop de machtigingen werden verleend. (Besluit van den Gouverneur-generaal, 5 October 1889.)

Welnu, in een proces dat onlangs plaats had voor de rechtbank te Coquilhatville, werd verklaard dat, wanneer de inboorlingen jaagden zonder vooraangaande machtiging, maar het ivoor der gedooide olifanten brachten aan de hoofden van posten der Kolonie, deze het aannamen en betaalden, in plaats van het in beslag te nemen en proces-verbaal op te maken.

Dit blijkt uit den volgende brief, gericht tot den procureur-generaal door den substituut Stasse, op 21 April 1911 :

Vrijheid van handel in ivoor.
Brief 4718/249, W., van 21 April 1911.

Zaak Thomas en anderen.

Coquilhatville, 21 April 1911.

« HEER PROCUREUR-GENERAAL,

» De heer Commissaris-generaal, ter terechtzitting gehoord, heeft wel verklaard dat, wanneer inboorlingen ivoor brachten aan de hoofden van posten der Kolonie, dezen het aannamen en betaalden, in plaats van het in beslag te nemen en proces-verbaal op te maken, maar dit is een stilzwijgende goedkeuring, die niet geldt als machtiging en niet van aard is om het misdadige van het voltrokken jachtfeit uit te wischen.

» Overigens, *het bestuur heeft deze uitlegging van de wet, welke overtreden werd, maar aangenomen als het een voordeel trok en telkens als een mededinger — maatschappij of persoon — wilde verkrijgen het ivoor van olifanten, waarop, zonder vooraangaande en duidelijke machtiging, jacht werd gemaakt door de inboorlingen, heeft het zich gewapend met het decreet en de olifantstanden in beslag genomen, zonder verder van goedkeuring te spreken. (Zie namelijk de zaken Cornil, Remacle en Ise Kefange.)*

» Voor den Staatsprocureur,

» STASSE. »

Men behoeft nauwelijks aan te dringen op de zware feiten door dezen brief geopenbaard.

Dank aan de onwettige practijken, door den heer Stasse aangeklaagd, kan een territoriaal hoofd zich tot lagen prijs groote hoeveelheden ivoor aanschaffen. Hij eigent, *eerstens, krachtens de wet*, de helft toe van het totaal gewicht van het ivoor dat men hem brengt. Hij doet zich, *vervolgens*, de andere helft afgeven, *in strijd met de wet*, tegen veel lageren prijs dan de koopwaarde. En, zodoende, wordt de vrije handel in ivoor een valstrik.

De concurrenten van den Staat — afzonderlijke personen of vennootschappen — behouden slechts een recht in theorie. De inboorlingen zijn verplicht zich te ontmaken van de voortbrengselen hunner jacht, even nadeelig voor hen als voordeelig voor den fiscus.

Op 15 November 1911, stelden wij den heer Minister van Koloniën de volgende vraag :

« Heeft de Koloniale Regeering, sedert 1 Januari 1910, maatregelen genomen strekkende om de stipte uitvoering te verzekeren van artikel 3 en van artikel 13 van het besluit van den Gouverneur-generaal, gedagteekend 30 October 1905, betreffende de olifantenjacht? »

De heer Minister antwoordde :

« Het besluit van den Gouverneur-generaal van 30 October 1905 betreffende de olifantenjacht is ingetrokken sedert 1 Januari 1911 door het decreet van 26 Juli 1910 op de rechten van jacht en van vischvangst in den Belgischen Congo. Eene strengere wettelijke regeling werd aangenomen. (*Ambtelijk Blad*, blz. 646.) In uitvoering van dat decreet, heeft de Gouverneur-generaal twee ordonnantiën genomen, de eene 12 October 1910 en de andere 17 November. (*Ambtelijk Blad*, 1910, blz. 1048 tot 1069). »

Uit dit antwoord blijkt, dat, sedert 21 April 1911, datum van den brief van den heer Stasse, waarbij deze aan den Procureur-generaal bekendmaakte misbruiken waartoe aanleiding gaf de overtreding, door de hoofden der posten, van de wet op de jacht, geene nieuwe ordonnantie door het Koloniaal Bestuur werd genomen.

2^o Aanwerving, door geweld, van « vrijwillige » arbeiders.

Het besluit van den Gouverneur-generaal van 17 November 1888, artikel 1, waarvan bepalingen werden aangevuld door het decreet van 14 Augustus 1910, zegt dat de negers dan alleen worden aangenomen in dienst van den Onafhankelijken Congostaat wanneer zij vrijwillig toestemden in hunne verbintenis. Er wordt op dien regel slechts uitzondering gemaakt voor de *arbeiders ten algemeenen nutte*, wier aanwerving, door wettelijken dwang, trouwens stilzwijgend heeft opgehouden. Bijgevolg worden al de negers gebezigd te Boma voor de posten in de wouden, op den stroom en, op algemeene wijze, in de standplaatsen van de Regeering, geacht te zijn *vrije arbeiders* en hunne aanwerving door dwang kan alleen geschieden in strijd met de wet.

Doch de officieele briefwisseling, die wij hierachter opnemen, strekt tot de vaststelling, volgens den plaatsvervangenden Staatsprocureur Duchesne

en den heer substituut Orban, dat de meesten dier arbeiders, zoo genaamd vrijwilligers, in werkelijkheid door dwang werden aangeworven. (Bijlage IV.)

Het eerste stuk van deze briefwisseling is een brief gericht tot den Gouverneur-generaal door den heer Lund, districtscommissaris van Aruwimi en gedagteekend uit Basoko, 24 Januari 1914. De heer Lund beklagt zich, dat de substituut Orban weigert het visa voor de verbintenissen aangegaan tusschen het bestuur en vijftien « vrijwillige arbeiders » die vrijelijk waren aangenomen door den districtscommissaris zelf.

Dienaangaande ondervraagd, antwoordt de heer substituut Orban, 28 Maart 1914, dat hij, inderdaad, het visa geëischt door artikel 20 van het decreet van 14 Augustus 1910 had geweigerd, hoewel de aangeworven inboorlingen hadden verklaard zich te willen verbinden in dienst van den Staat, maar dat « deze verklaring, uitgaande van lieden die in hun dorp werden aangehouden en naar Basoko overgebracht, tegen hun dank en met den strop om de keel, hem des te meer verdacht voorkwam, dat zij *allen bestemd waren te worden gezonden als arbeiders in Neder-Congo* ». Het visa weigerende, verklaart de heer Orban overigens dat hij zich geheel gedroeg naar de voorschriften van zijne oversten in rang.

Wij vinden overigens in dezelfde briefwisseling een brief van den heer plaatsvervangenden Staatsprocureur Duchesne, gedagteekend uit Boma 18 Februari 1914, die de houding van den Heer Orban goedkeurt en het betreurt dat te Basoko de districtscommissaris, na de arbeiders te hebben aangenomen, zelf het visa zette op hunne arbeidsovereenkomsten. « Dit stelsel bijna overal aangenomen, zegt hij, vernietigt inderdaad den waarborg met het oog waarop het stelsel van het visa werd in 't leven geroepen. Het feit, dat te Basoko, waar een magistraat verblijf houdt, de contracten worden gevisieerd door den districtscommissaris, werpt een zonderling licht op deze inrichting, die, onder voorwendsel van nazicht, toelaat blindelings al de contracten, welke ook, te bekrachtigen. »

Wat betreft de gevolgen die voor de inboorlingen voortspruiten uit dit gebrek aan elk ernstig nazicht, de heer Duchesne duidt ze aan in deze woorden : « Het gebeurt, dat voor de aanwerving der arbeiders, noodig voor de behoeften der standplaats en der posten, en wier verbintenis vrijwillig moet zijn, er wordt gehandeld als volgt : *Men werft door dwang, in de inlandsche dorpen, de mannen aan, noodig voor het militiecontingent of voor de werken erkend als van algemeen nut. Vervolgens stelt men hun voor, door een contract van vrijwillig arbeider deze gedwongen verbintenis te vervangen. De inboorling, geplaatst tusschen vier of zeren jaar gedwongen arbeid, ver van zijn vaderland, of een arbeid van korteren duur, dicht bij zijn dorp, kiest gewoonlijk dit laatste.* Daar men alsdan het getal miticiens of gedwongen arbeiders, door de streek op te brengen, moet aanvullen, wordt er tot eene nieuwe lichting overgegaan, en den inboorlingen daarvan houdt men dezelfde redeneering als aan de eersten, en zoo vervolgens tot dat de kaders van vrijwillige arbeiders volledig zijn. (Verslag aan den procureur-generaal infra bl. 57).

Dat zoo zijnde, acht de plaatsvervangende Staatsprocureur Duchesne, dat « OP DE MENIGTE DER ARBEIDERS, DOOR DE KOLONIE AANGEWORVEN, ER GEEN VIJF TEN HONDERD ZIJN DIE HUN DORP VRIJWILLIG VERLIETEN ».

Het minste dat men zeggen kan tegebover zoo ernstige verklaringen is dat een onderzoek noodzakelijk moet worden ingesteld. Het ware, inderdaad, onaannemelijk dat, na zoo herhaalde malen zijn wil te hebben doen kennen een einde te maken aan den gedwongen arbeid, het Parlement onverschillig zou blijven, wanneer in de Kolonie zelf, magistraten niet aanzelen te zeggen dat, in strijd met de wet, de gedwongen arbeid en aanwerving voortgaan regel te zijn voor de ontzaglijke meerderheid der arbeiders in dienst van den Staat.

Op 15 November laatstleden, hebben wij den heer Minister van Koloniën over de gedwongen aanwerving der voorgewend vrijwillige arbeiders eene vraag gesteld, waarop volgenderwijze werd geantwoord :

Vraag.

« Is het waar, dat sommige agenten der Kolonie overgingen tot daden van rechtstreekschen of onrechtstreekschen dwang om de aanwerving te verzekeren der « vrijwillige » arbeiders, gebezigd bij de posten van den Staat? »

» Zoo ja, heeft de Minister maatregelen genomen om de herhaling van deze misbruiken te voorkomen? »

Antwoord.

« Het is waar dat, in zeer enkele gevallen, de magistraten het visa hebben geweigerd op contracten van arbeiders gebezigd bij de posten van den Staat : het scheen hun toe, dat men voor de aanwerving van die arbeiders was overgegaan tot daden van dwang.

» De Regeering zond aan het Parket instructiën waarbij werd bevolen de overtredingen, die moesten vastgesteld worden, te vervolgen.

» De plaatselijke Regeering heeft, bij omzendbrief van 22 Augustus 1910, herinnerd dat het plegen van dwang ten strengste verboden is en den schuldige blootstelt aan straffen en tuchtmaatregelen. »

Men zal bemerken, dat het antwoord van den heer Minister van Koloniën niet slaat op onze vraag. Wij vraagden hem of sommige agenten van de Kolonie niet hun toevlucht namen tot dwang, bij de werving der arbeiders? Hij antwoordt ons dat, in zeer enkele gevallen, de magistraten het visa weigerden. Anderzijds, moet men opmerken dat de brief van de Staatsprocureur Duchesne, achtend dat « op de menigte der arbeiders door de Kolonie aangeworven, er geen vijf ten honderd zijn die hun dorp vrijwillig verlieten », den datum van 10 Februari 1911 draagt, dus een latere datum dan die staande op den omzendbrief, bedoeld in het ministerieel antwoord, gedagteekend 22 Augustus 1910.

3° Terechtstelling van de gevangenen zonder voorafgaand vonnis.

Een verslag van den heer Staatsprocureur Detry, gedagteekend uit Stanleyville (17 Juli 1911) over het onderzoek ten laste van den onderluitenant de l'E..., strekt er toe aan te toonen, dat de misbruiken waartoe onder het oud regiem de zoogenaamde straftochten aanleiding gaven, niet geheel hebben opgehouden en dat de bestuurlijke overheid, wat bijzonder erg is, maar al te dikwijls trachten de daders ervan aan het gerecht te onttrekken.

Inderdaad blijkt uit dit stuk (bijlage V), dat in Juni 1910, de onderluitenant de l'E..., belast werd met eene politieverrichting tegen de hoofden van de streek van Stanleyville. Met eene troep van honderd man, omsingelde hij den boma van het hoofd Kabare. Het was den soldaten verboden binnen te dringen in de hutten, die zich afscheiden voor den boma (omheinde ruimte.) Niettegenstaande dit verbod, drong een soldaat binnen in eene der hutten, waarvan de bewoner hem doodelijk trof door een messteek. Er volgde een twist. De inboorlingen vluchtten. Negen onder hen — zes mannen en drie vrouwen — werden aangehouden. De onderluitenant de l'E..., er bijgekomen, zond een detachement om te schieten op lieden, die zich op 2 of 3 kilometer afstand bevonden. Toen wederkeerende tot de gevangenen, liet hij de vrouwen vrij en richtte zich tot de troep met deze woorden : « Zij hebben een soldaat gedood en een andere gewond, die hun niets deed ; ik ga de slachtoffers wreken. » En achtereenvolgens, met zijn Browning, *verbrijzelde hij den kop van zes ongelukkige weerlooze gevangenen.*

Voor deze afschuwelijke daad zou alleen de dader verantwoordelijk zijn ; maar het verslag van den Staatsprocureur Detry — dat men in zijn geheel moet lezen (bijlage V) — stelt daarenboven vast dat, om de zaak te smoren, de bestuurlijke overheid het onmogelijke deed en zelfs acht dagen militaire gevangenisstraf oplegde aan een gegradueerden zwarte, die het feit had kenbaar gemaakt en twee andere soldaten, die tegen den onderluitenant de l'E... hadden getuigd, straffen.

« Ongetwijfeld, nu heden de waarheid gekend is, — zegt de heer Detry in zijn verslag, — zullen deze straffen worden opgeheven, maar *de droevige indruk op den geest der zwarten, ontstaan door de boosheid van Europeanen die, van hen een gunstig antwoord verwachtende, werden teleurgesteld, blijft niettemin bestaan.* »

Voegen wij hierbij dat, in een verslag, gedagteekend 17 Juli 1911, de heer Staatsprocureur Detry, hoewel gelovende in de verantwoordelijkheid van de l'E..., nochtans aannam dat men dezen moest onderwerpen aan een geneeskundig onderzoek. Maar hij dacht, even als de substituut Bull, dat men slechts in Europa een nauwkeurig en beslissend onderzoek kon doen. Welnu, de onderluitenant de l'E... is nog steeds in Congo en de Minister

van Koloniën gelooft, dat hij daar geneeskundig onderzocht werd. Men vraagt zich af welke waarborgen een geneeskundig onderzoek kan geven, gedaan op dergelijke wijze, in strijd met het advies van het parket.

4° Inbreuken op de onafhankelijkheid der magistraten.

In verscheidene streken van Congo zijn de betrekkingen tusschen de magistratuur en sommige beambten van de bestuurlijke orde alles behalve hartelijk. Een onrechte algemeen makende wat waar is voor sommigen, verwijten beambten van de bestuurlijke orde aan de magistraten, dat zij voor het meerendeel hoogst lastige menschen zijn die niets of weinig kennen van de zaken van Afrika en uit Europa vaste ideën medebrengen, die in Congo niet te pas komen. De magistraten, van hunnen kant, klagen, dat maar al te dikwijls territoriale hoofden, nog beheerscht door de opvattingen van het oud regiem, er door alle middelen op uit zijn om de uitoefening van hunne zending te bemoeilijken en, ze niet kunnende houden onder hunne hierargische afhankelijkheid, trachten ze ten minste te plaatsen onder hunne stoffelijke afhankelijkheid.

Zoo, bij voorbeeld, in een brief gericht tot zijn overste, verhaalt de heer substituut P.-M. Leclercq, hooger genoemd, naar aanleiding van zijne verslagen over de handelwijze der Paters Jezuïeten, in deze woorden de slechte manier van doen te zijnen opzichte van den Commissaris-generaal in Kwango :

Stoffelijke afhankelijkheid van het Parket.

Voorwerp : **Handelwijze van den heer Van Wert. Verhouding tusschen Parket en Administratie.**

Leopoldville, 31 Juli 1911.

« HEER STAATSPROCEUREUR,

» In Kwango wordt alles samengevat in de handen van den commissaris-generaal, wiens vijandschap u kan berooven van aansluitingen, levensmiddelen, huisvesting.

» Zoo, toen ik vertrokken ben naar Kassongo Lunda, had de Commisaris-generaal mij beloofd mij door het stoomschip *Baron Lambertmont* te doen afhalen, indien ik verhinderd was af te zakken met het stoomschip *Louise*. Ik ontscheepte te Kassongo Lunda, op 3 April, en vraagde de *Lambertmont* per brief, die den volgenden dag te Popo Kabaka moest aankomen. Ik bleef zonder tijding tot 7 Mei, dag van de terugkomst der *Louise*. Dien dag kreeg ik een brief van den heer Van Wert, mij meldende dat hij mij niet kon zenden het schip *Lambertmont*, dat averij had geleden : hij had mij dus

vijf weken zonder eenige tijding gelaten, terwijl een wekelijksche post, per land, Kassongo en Popo Kabaka verbond.

» Na ons geschil naar aanleiding van de zaak Sabo, heb ik tot mijne terugkomst te Kituidi geen visch meer ontvangen (met een stuk bok per week, eenig vleesch te Popo Kabaka verkregen), hoewel er visch was gevangen en gedeeld onder de agenten.

Ik was al dien tijd gehuisvest in het meest onoogelijke huis van Popo Kabaka, hut in slechte stampaarde, rot en die ik heb moeten ontvluchten op 27 Juni, mij bergende onder de tent, omdat ze dreigde in te storten. Welnu, sedert de maand Maart was de gewezen factory van den C. C. C. houten huis met drie kamers, overgenomen door den Staat en er was overeengekomen door de heeren Celetti en Van Wert dat in dit huis het Parket zou verblijven. Desniettenstaande, en onder verschillende voorwendsels, heeft de heer Van Wert het mij geweigerd, terwijl hij er commiezen, onderofficieren en zelfs agenten van den C. C. C. huisveste.

» *Het is zeer te betreuren, eerstens, dat de heer Van Wert rechter is, want dit laat hem toe gedurig tusschen te komen, met een schijn van recht, in de zaken van het Parket : hij ging zelfs zoover mij te vragen, als Commissaris-generaal, uitleg over verklaringen vervat in processtukken hem medegedeeld als rechter voor eene hechtenis. Ook heeft hij verklaard niet te willen zitten met den substituut David.*

» Ook is het te betreuren, dat er niet voortdurend een magistraat van beroep te Popo Kabaka is; het is, inderdaad, moeilijk voor den substituut David, die voor zijne toekomst afhangt van den heer Van Wert, blijken van onafhankelijkheid te geven tegenover dezen.

» Om dezelfde reden is het te betreuren dat er geen beambte van het gerecht is om de bediening van greffier en van gevangenebewaarder te vervullen.

» *Deze toestand is te meer betreurenswaardig, daar het hoog bestuur van Congo acht dat men niet eene al te stipte naleving van de wetten zou moeten eischen van de districtscommissarissen en vindt dat, in beginsel, de magistratuur zou moeten worden beroofd van hare tegenwoordige onafhankelijkheid en op nieuw geplaatst onder de bevelen van de administratie.*

De Substituut.

» PAUL-MATHIEU-LECLERQ. »

In andere gedeelte van Congo, tracht men door andere middelen de onafhankelijkheid van de magistratuur aan te randen.

Zoo gebeurde het, bij voorbeeld, een geestelijke van Stanleyville. Pater Gonthier, drie agenten van den Staat hebbende beschuldigd, in staat van dronkenschap eene godstienstige ceremonie te hebben nagebootst, dat het onderzoek, door het Parket gedaan, op een bevel van niet vervolging uitliep.

Het schijnt dat dit besluit niet beantwoordde aan de verwachting van de Regeering. Zeker is het dat de Staatsinspecteur de heer Collyns naar de Falls werd gezonden om, ditmaal, een bestuurlijk onderzoek in te stellen. Wij hebben voor oogen het verslag door dien hoogen ambtenaar gezonden aan den Gouverneur-generaal. Na te hebben gesproken « *van het bestaan te Stanleyville, van eene vrijmetselaarsloge, die alles bestuurt, en de toekomst en het lot in handen heeft van al de agenten, die allen, voor hare leden beven* », wil de heer Collyns wel erkennen dat het feit, te behooren tot de loge, geen misdrijf uitmaakt waarnaar het geoorloofd kan zijn een onderzoek te doen ». Doch hij veroorlooft zich den heer Staatsprocureur Detry te beschuldigen, dat deze zich had verstaan met zijne ondergeschikten om de zaak te smoren, die een onderzoek vereischte, zonder het minste bewijs te leveren tot staving van zijne veronderstellingen en hij lascht in zijn verslag de volgende inblazing in :

« Ik denk mij te mogen veroorloven eene meening uit te spreken, mij ingegeven door de noodzakelijkheid om den toestand dien ik te Stanleyville heb gevonden geheel te wijzigen : te weten *dat het noodig zijn zou algeheele veranderingen te brengen in het personeel. Het zou, met name, thans wenschelijk zijn, dat het Parket (Staatsprocureur en substituten) vernieuwd werd.* »

En verder :

« *Ik aarzel niet te verklaren, dat de heer Staatsprocureur Detry een noodlottigen invloed uitoefent, niet alleen op het personeel, maar ook op al de zaken van het district.*

Men zal wel willen erkennen, dat het onverdragelijk is, dat de toestand van een magistraat, van wien allen die hem nabijkwamen, ten hoogste de onkreukbaarheid, het geweten en de onafhankelijkheid van geest waardeeren, afhangt van een geheim administratief verslag, tegen de beweringen waarvan het hem zelfs niet mogelijk is zich te verdedigen !

Dit zijn de feiten die wij inroepen om ons voorstel tot onderzoek te rechtvaardigen. Die feiten zijn erg op zich zelf, erger nog omdat zij doen vermoeden dat andere dergelijke feiten moeten zijn voorgevallen. De meeste hunner werden vastgesteld in officieele verslagen, waarvan de beweringen zeker op sommige punten moeten worden nagegaan, maar waarvan de persoonlijkheid van hen, die ze opmaakten, onbetwistbaar een indrukwekkend zedelijk gezag geven.

Wij hebben niets gedaan om in het bezit te komen van deze verslagen. Doch, ze bezittende, scheen het ons onmogelijk ze niet bekend te maken. Mogelijk zouden wij geaarzeld hebben, indien de houding van het koloniaal bestuur had toegelaten te denken dat, eenmaal ingelicht, het besloten was te handelen. Maar niets in zijne daden wettigde deze hoop en, van dan af, was het ons eene dringende plicht te spreken, in het belang der inboor-

lingen, slachtoffers van ergerlijke gewelddaden, getroffen of bedreigd in hunne persoonlijke vrijheid en in de vrijheid van hunne kinderen; in het belang van den Belgischen Congo, want het is niet door het smoren van schandalen, die vroeg of laat noodlottigerwijze aan het licht zouden komen, maar, integendeel, door ze zelf aan te klagen, zich beijverende om ze te ontdekken, zich inspannende met eene krachtige vasthoudenheid om ze te doen verdwijnen, door overal den eerbied voor de wet te verzekeren, dat België de belangelooze critiek an de andere zal ontwapenen door blijk te geven van zijn onbuigzamen wil te breken met de verachtelijke handelwijze en practijken van het verleden.

EMIEL VANDERVELDE.

Proposition instituant une enquête sur la situation des indigènes et l'application des réformes au Congo belge.

ARTICLE PREMIER.

Une enquête sera ouverte sur la situation des indigènes et l'application des réformes qui ont été décrétées, depuis 1906, au Congo belge, spécialement en ce qui concerne l'interdiction de la fabrication et de la vente des spiritueux, la protection des indigènes contre des attentats à leur liberté individuelle, la tutelle des enfants orphelins ou abandonnés, la suppression de l'impôt en nature et l'établissement de la liberté commerciale, les mesures prises en faveur de la liberté du travail, notamment en ce qui concerne les indigènes admis au service de la colonie.

ART. 2.

Il sera nommé par la Chambre, au scrutin secret, une commission de neuf membres pour procéder à cette enquête.

ART. 3.

Cette commission pourra faire entendre, comme témoins, les fonctionnaires de l'ordre civil et militaire, ainsi que toute personne qu'elle désignera.

Elle ne jouira pas des autres pouvoirs attribués par la loi aux juges d'instruction.

Elle s'adjoindra un ou plusieurs secrétaires pris en dehors de son sein.

Voorstel tot instelling van een onderzoek naar den toestand van de inboorlingen en de toepassing van de hervormingen in den Belgischen Congo.

ARTIKEL 1.

Een onderzoek zal worden ingesteld naar den toestand der inboorlingen en de toepassing van de hervormingen die, sedert 1906, werden uitgevaardigd in den Belgischen Congo, inzonderheid wat betreft het verbod sterke dranken te bereiden en te verkoopen, alsmede de bescherming van de inboorlingen tegen inbreuken op hunne persoonlijke vrijheid, de voogdij der wees geworden of verlaten kinderen, de afschaffing van de belasting in natura en de invoering van de handelsvrijheid, de maatregelen genomen ten voordeele van de vrijheid van arbeid, namelijk wat betreft de inboorlingen die in dienst van de kolonie zijn opgenomen.

ART. 2.

De Kamer zal, bij geheime stemming, eene commissie van negen leden benoemen om tot dat onderzoek over te gaan.

ART. 3.

Deze commissie kan, als getuigen, doen hooren de ambtenaren van het burgerlijk en van het militair bestuur, benevens elken persoon dien zij zal aanwijzen.

Zij zal niet bezitten de overige bevoegdheden, door de wet aan de rechters van instructie toegekend.

Zij zal zich toevoegen één of verscheidene secretarissen, buiten haar midden benoemd.

ART. 4.

En cas de décès, refus ou démission d'un membre de la commission, il sera immédiatement pourvu à son remplacement par le Bureau de la Chambre.

Il en sera de même si un membre de la commission cessait de faire partie de la Chambre.

ART. 4.

Ingeval van overlijden, weigering of ontslag van een lid der commissie, wordt onmiddellijk in zijne vervanging voorzien door het Bureau der Kamer.

Hetzelfde geschiedt wanneer een lid der commissie ophoudt deel uit te maken van de Kamer.

ÉMILE VANDERVELDE.

E. ROYER.

JH. WAUTERS.

BEWIJSSTUKKEN.

BIJLAGE I.

BRIEFWISSELING OVER DE ZAAK VAN DEN BESSELAER.

Brief 5806/C. 1461, van 20 December 1908.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Als vervolg op mijn brief 5034/C. 1461, van 6 October 1908, heb ik de eer u te laten geworden een dossier, opgemaakt door het parket van Basan Kusu tegen den E. P. Van den Besselaer, behoorende tot de Zending van Mill Hill, verblijvende te Bokakata (Lulonga).

't Is een zekere De Coene, van wien sprake is in een anderen brief van dien datum, die bij het parket de feiten aanklaagde, waarover het onderzoek loopt. Hij zelf, De Coene, werd aangeklaagd door den E. P. Van den Besselaer. Derhalve moet men in zijne daad veeleer eene wraak onderstellen dan wel het vervullen van een burgerplicht.

Ziehier de feiten waarvan sprake is in het dossier :

1^o Naar het schijnt zijn de inboorlingen der streek van Bokakata schatplichtig in levensmiddelen voor de zending. Zekeren dag beval P. Van den Besselaer zijnen lieden sommige achterlijke schatplichtigen te gaan verwittigen dat zij hunne schatting moesten aanbrengen. De door de Missie uitgezondenen kregen twist met de inboorlingen en werden, naar 't schijnt, lastig gevallen.

Zij keerden in grooter getal terug, doch troffen niemand meer aan en uit wraak plunderden zij de woning van zekeren Bougambo. Deze kwam naar de Zending zijn goed opeischen. P. Van den Besselaer deed hem in hechtenis nemen, zijne armen kruiselings en zijne voeten knevelen. Een ganschen dag bleef Bougombo aldus gebonden. Des nachts kon hij zijne boeien verbreken en ontvluchten.

Dit wordt door P. Van den Besselaer bekend.

2^o In eene andere omstandigheid kwam zekere Botukundola in de Zending met

eene ontoereikende schatting visch. Hij werd door den E. P. Van den Besselaer gerat, aan handen en voeten gebonden. Eerst bij 't vallen van den avond werd hij losgelaten, toen zijne lieden den ontbrekenden visch hadden aangebracht.

Dit ook bekend P. Van den Besselaer.

3º Evenals de E. P. Oomen, over wien ik u spreek in een anderen brief van dien dag, verkoopt P. Van den Besselaer patronen aan de inboorlingen.

Ik verbloem u niet, Heer Gouverneur-generaal, dat ik verlegen ben over het gevolg aan deze zaak te geven, uitgezonderd voor n° 3, waarvan ik meen te moeten afzien, evenals in 't geval van den E. P. Oomen.

De strenge straffen, opgelegd bij artikel 14 van het Strafwetboek, de groote schade die voor de katholieke zendingen zou voortspruiten uit de ingestelde vervolging en die de noodzakelijke beteugeling zou te boven gaan, de korte hechtenis van Bougamko en Botukundola, dit alles zijn redenen om mij van de zaak te doen afzien.

Deze oplossing kan ons nochtans het verwijt van partijdigheid verschaffen, des te meer daar in het geval De Coene, voorzeker erger dan dit van P. Van den Besselaer, vervolging is bevolen.

Ook wil ik op eigen gezag geene eindbeslissing nemen. Bijgevolg zoudt ge mij, Heer Gouverneur-generaal, verplichten, zoo gij deze zaak wildet onderwerpen aan het oordeel van den Minister van Koloniën.

De Procureur-generaal a. i.,

GRÉBAN DE SAINT-GERMAIN.

Brief 2648, van 6 April 1909.

HEER PROCUREUR-GENERAAL,

Ik heb de eer u te berichten, dat de Minister van Koloniën mij heeft gemeld dat hij u *volkomen vrij laat over de te nemen beslissingen omtrent het gevolg te geven aan het ingesteld onderzoek tegen den E. P. Van den Besselaer*, wegens in hechtenisneming en aanhouding van twee inboorlingen, en mij heeft verzocht u dit uit zijn naam mede te deelen.

De Ondergouverneur-generaal,

LANTONNOIS.

Brief 7028/C. 1461, van 12 April 1909.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Als gevolg op uw schrijven 2648 van 6 April 1909, heb ik de eer u te verzoeken uit mijn naam den Minister van Koloniën te berichten dat ik *vervolgung wegens inbreuk op de persoonlijke vrijheid heb toegestaan tegen den E. P. Van den Besselaer, van de zending Mill-Hill.*

De Procureur-generaal,

H. WEBER.

Brief n^o 3034.

Boma, 20 April 1909.

HEER PROCUREUR-GENERAAL,

Als vervolg op mijn brief n^o 2648 van 6 dezer, heb ik de eer u ingesloten terug te sturen het dossier n^o 138, opgemaakt door het parket van Basan Kusu ten laste van den E. P. Van den Besselaer, van de zending Mill-Hill.

De Ondergouverneur-generaal,

LANTONNOIS.

Telegram te Brussel afgegeven op 2 Juni, n^o Nil.

REGEERING BOMA,

12. 2 Juni. — *Verzoek Procureur-generaal Minister raadplegen bij zijne terugkomst Boma, in zake Van den Besselaer, zoo nog niet is gedagvaard.*

Ontvangen te Boma, den 6ⁿ Juni 1909, te 9 u. 35.

Voor eensluidend afschrift :

Boma, 17 Juni 1909.

De Bestuurder van 't Gerecht,

DEMEULEMEESTER.

Brief 7683/C. 1461, van 16 Juni 1909.

Boma, 16 Juni 1909.

HEER PROCUREUR-GENERAAL,

Als gevolg op uw brief 3054 van 20 April laatsleden, heb ik de eer u te berichten dat ik, nadat de heer Bestuurder van het Gerecht mij dezen ochtend had medegedeeld het telegram van de Hoofdregceering betreffende de zaak Van den Besselaer, onmiddellijk den Staatsprocureur te Coquilhatstad heb getelegrafeerd, om hem, in geval de dagvaarding nog niet was uitgezonden, te verzoeken tot nader bevel de E. P. Van den Besselaer niet te dagvaarden en alle akte van rechtspleging te verdagen.

Het schijnt mij twijfelachtig of deze nieuwe onderrichtingen nog intijds ter bestemming kunnen geraken, reeds op 27 April moet de Staatsprocureur te Coquilhatstad hebben ontvangen de machtiging om den E. P. Van den Besselaer te vervolgen en moet het dossier, dat hem vóór diezelfde machtiging was teruggestuurd, zich reeds in zijn bezit bevinden sedert den 18^e der verleden maand Mei, dus nagenoeg eenie maand.

Ik denk niet, dat sedert dien datum van 18 Mei tot heden het bevoegde parket werkeloos is gebleven in zake Van den Besselaer.

Eerlang zal ik in staat zijn u daaromtrent met meer zekerheid in te lichten; trouwens, ik heb den Staatsprocureur te Coquilhatstad verzocht mij per telegraaf te berichten den datum van de dagvaarding, ingeval zij reeds is uitgevaardigd.

Voor den afwezigen Procureur-generaal,

LAMBIN.

Brief 7715/C. 1461 van 21 Juni 1909.

HEER PROCUREUR-GENERAAL,

Als vervolg op mijn brief 7683/C 1961 van 16 dezer maand, heb ik de eer u over te maken een afschrift van het telegram dat ik daareven ontving van den substituut Duchesne. Hij bericht mij dat de zaak Van den Besselaer heden wordt opgeroepen voor de Rechtbank te Coquilhatstad.

Heden werd bij de Rechtbank te Coquilhatstad de dagvaarding aanhangig gemaakt en de zaak Van den Besselaer moet haren loop volgen.

De Procureur-generaal,

WEBER.

Brief 7716/C. 1461 van 22 Juni 1909.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Als vervolg op mijn brief van dezen ochtend, n^o 6715/1461, heb ik de eer u over te maken het afschrift van een telegram, dat ik zooeven ontvang van den heer Vogt, Staatsprocureur te Coquilhatstad.

Het uitstellen van de zaak M. P. C. Van den Besselaer tot een onbepaalden datum, door dit parket gevraagd ten gevolge van het telegram dat ik u den 16^{de} dezer overmaakte, zal mij in staat stellen den Minister, wanneer hij te Boma afstapt, onderrichtingen te vragen omtrent de gepastheid van het al of niet voortzetten van de vervolging in bedoelde zaak.

De Procureur-generaal,

WEBER.

Brief 9793/C. 1461 van 18 December 1909.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Bij mijn brief 7716/1461 van 22 Juni laatstleden, had ik de eer u te berichten dat de Staatsprocureur te Coquilhatstad mij per telegraaf had gemeld dat de zaak Van den Besselaer was « uitgesteld tot een onbepaalden datum ».

Deze magistraat voegde daaraan toe : « Om reden, dat het Openbaar Ministerie wacht op sommige inlichtingen uit Boma ».

Ofschoon ik in het archief van het Algemeen Parket niet aantref een afschrift van het vonnis tot « uitstel tot een onbepaalden datum », dat moet uitgebracht zijn, en dat het voor mij liggend dossier mij geene nadere inlichtingen verschaft, schijnt het mij duidelijk dat dit vonnis werd geveld op conclusiën of aanvraag van het Openbaar Ministerie, dat zeer slecht en verkeerdelijk moet hebben begrepen het hem door mij toegestuurde telegram, om hem te verzoeken, *ingeval de dagvaarding nog niet was uitgezonden*, tot nader bevel den E. P. Van den Besselaer niet te dagvaarden en alle akten van rechtspleging te verdagen.

Hoe het ook zij, de bevoegde rechtbank heeft regelmatig en geldig kennis gekregen van de zaak Van den Besselaer, dus moet zij uitspraak doen.

De Staatsprocureur te Coquilhatstad vestigt opnieuw mijne aandacht op die zaak en vraagt aldus onrechtstreeks om onderrichtingen, ten einde te weten wat het Parket in deze al of niet moet doen.

Gezien de vroegere gebruiken, acht ik mij niet bevoegd om eene beslissing te nemen.

Ook zoudt ge mij zeer verplichten, Heer Gouverneur-generaal, indien gij uit mijn naam den Minister van Koloniën wildet vragen om onder-richtingen nopens de houding, door het Parket in het onderhavig geval aan te nemen.

De Procureur-generaal, a. i.,

LAMBIN.

Brief 1631/C 1461, van 14 April 1910.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Als gevolg op mijn brief 9793/C 1461, van 18 December 1909, heb ik de eer u hiermede over te maken, met verzoek hem uit mijn naam te sturen aan den Minister van Koloniën, een brief waarbij de heer Munch. L. Naur, toegevoegd Staatsprocureur te Coquilhatstad, mij de zaak Van den Besselaer andermaal herinnert en mij verzoekt hem te laten weten of ik eene beslissing heb genomen omtrent het gevolg, aan deze zaak te geven.

De Procureur-generaal a. i.,

LAMBIN.

Brief 1451 van 6 Juni 1910,
overgemaakt bij n^o 5056 van 12 Juli 1910.

Brussel, 17 Juni 1910.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Als gevolg op den brief 9793/C 1461, van 18 December laatstleden, van den Procureur generaal, door u overgemaakt met uw bijschrift n^o 14/b van 27 December betreffende de zaak Van den Besselaer, heb ik de eer u ter kennis te brengen dat er is beslist dat er aanleiding bestaat om deze zaak in het vergeetboek te schrijven. Dus moet er geene nieuwe akte van rechtspleging meer worden verricht.

Ik verzoek u uit mijn naam van het bovenstaande kennis te geven aan den heer Procureur-generaal.

De Minister,

RENKIN.

BIJLAGE II.

MEMORIE-PLEITREDE VAN PATER CAMBIER IN DE ZAAK D...

(UITTREKSELS.)

... Nogmaals, om 't even welke blanke, al ware hij niet hoofd van eene begeleide, al ware hij slechts een ploert, al ware hij zelfs een neger, had het recht te vuren, te dooden, te vervolgen om zooveel mogelijk te verwijderen, te vuren op hen die wilden naderen, kortom, alle maatregelen te nemen, zoo hij ze kende, om zijn leven en dit van zijne makkers te vrijwaren.

En daar ik nu toch zonder achterhouding spreek, zal ik alles zeggen wat mij op 't hart ligt. Volgens mijne stellige en beredeneerde opvatting (ik spreek van de kwestie van strikt, natuurlijk recht), heeft eene oorlogvoerende partij het recht de andere te doen wat de andere haar in hetzelfde geval zou aandoen. Zoo is het, bijvoorbeeld, door bestaande en erkende feiten bewezen dat zoo een soldaat wordt gevat door een inboorling, deze soldaat zal worden gedood, vermoord, verminkt, aan stukken gehakt en opgegeten. Welnu, naar streng en natuurlijk recht mag de soldaat die een inlander in den oorlog zou vangen, hem dooden, vermoorden, verminken, aan stukken hakken, opeten. Ik weet wel dat de Staat en de Staatswetten dergelijke moorderijen en verminkingen verbieden, doch in het onderhoorig geval zou de soldaat ongetwijfeld zondigen tegen de Staatswetten, doch niet tegen het strikt, natuurlijk recht.

Ander voorbeeld: thans geldt als internationale wet dat men, in beschaafde landen, geene krijsgesvangenen doodt. Doch ondersteld dat tijdens den oorlog van 1870 de Franschen hadden vernomen dat de Duitschers de Fransche gesvangenen doodden. Zou men de Franschen in 't ongelijk hebben gesteld indien zij Duitsche krijsgesvangenen doodden?

Zoo geraak ik er toe te spreken over een feit van vroegeren datum, het geval van Pater D... en van Lemba-Lemba. De slag was aangevangen. Men vuurt langs voren en langs achter. Het gevecht is algemeen. De twee andere blanken, al de gewapende manschappen bestrijden en vervolgen de inboorlingen. De korporaal Sadi Boko brengt hij den Pater, die bij de dragers is gebleven om de ladingen te bewaken, het opperhoofd Lemba-Lemba, door zijne armen omsloten. Sadi Boko houdt zijn Albini-geweer in de rechterhand. Lemba-Lemba houdt nog steeds zijn keigeweer in de hand en aan zijne zijde hangt een mes.

— « *Ziehier*, zegt hij, *een man die mij heeft willen dooden. Wat moet ik er mee doen?* »

— « *Dit* », zegt de Pater, en hij haalt zijn revolver te voorschijn, plaatst den loop op het voorhoofd van den man, lost het schot en het lijk rolt voor de voeten van den soldaat.

.
Is dat eene strafbare daad? Ik zou u kunnen bewijzen dat zij het niet is, door de beginselen van de godsgelerdheid en de zedelijke wijsbegeerte; 't zou te lang duren, mocht ik u spreken over het verschil tusschen de *actus hominis* en de *actus humanus*, over de omstandigheden van het vrijwillige en het onvrijwillige. Doch stellig is het, dat het misdadig inzicht niet kan worden bewezen in deze daad, en zoo er twijfel bestaat moogt gij niet veroordeelen.

.
... Heeft het geval van algemeene en bijzondere wettelijke verdediging uw geweten als rechter niet overtuigd, dan, ik smEEK er u om, luister naar mij, dan en dan alleen pleit ik de ontoerekenbaarheid.

(Gedeelten uit de memorie-pleitrede van Pater Cambier, toegevoegd aan het dossier van de zaak D... en waarvan wij den volledigen tekst bezitten.)

BIJLAGE III.

VERSLAG LECLERCQ OVER DE WERKING DER EE. PP. JEZUÏETEN
IN KWANGO.N^o 1.

Onderwerp : **Werking der EE. PP. Jezuïeten op het grondgebied van Kwango.**

Popo Kabaka, 7 Februari 1911.

HEER ALGEMEENE COMMISSARIS,

Ik heb de eer u over te maken eenige bedenkingen over de werking der EE. PP. Jezuïeten in Kwango (streek Tumba Mani) opdat gij in deze de door u noodzakelijk geachte maatregelen zoudt kunnen nemen. Ik bezit, trouwens, het afschrift van uwen brief n^o 5 van 25 Juni laatstleden gericht tot den heer Gouverneur-generaal, en houd mij overtuigd dat mijn plicht gebiedt u te dien aanzien eenige nauwkeurige inlichtingen te geven.

In de streek Tumba Mani wordt het evangelie verkondigd door den E. P. Allard, verblijvend te Jongo, op 6 1/2 uur gaans ten Noorden van Tumba Mani. Daarenboven een zeker getal hoeven-kapellen.

De Zending voert voogdij over nagenoeg 450 kinderen. Doch dit cijfer wordt ver overtroffen en volgens de EE. PP. Allard en Hanquet (van Pesi) bevatten de hoeven-kapellen in de streek der Basombos (zij heeten ze Bambritus) iets meer dan 1,400 personen, waaronder tamelijk veel volwassenen (naar 't mij toeschijnt, nagenoeg een vierde).

In een stoffelijk opzicht worden deze onderhoorigen van de EE. PP. Jezuïeten beter noch slechter behandeld dan de inboorlingen. Hunne velden staan schoon; hunne huizen in pisé zijn gezonder (doch zij wonen daarin met vijftien of twintig); eveneens zijn de kleedingstukken niet kostelijker noch slordiger. Daar waar de dorpen arm zijn (nabij Kinzamba), vergaan van honger de kinderen der kapelhoeven.

Diegene welke ik zag te Kizamba, komend van de hoeven-kapel van Kidanga, hadden nog slechts het vel over de beenderen (behalve de catechiseermeester, die dik en vet was).

In een zedelijk opzicht vond ik geen verschil. Het schijnt mij toe, dat de zedelijke werking van de EE. PP. tot hiertoe volkomen op den achtergrond is geschoven ten behoeve van eene *strijdwerking* : de streek Tumba Mani

is die waar de EE. PP. Jezuïeten vooruitdringen, dus waar zij vooral trachten den *grond* en de kinderen te hebben.

In een staatkundig opzicht ontsnappen de hoeven-kapellen volstrekt aan de werking van de inlandsche opperhoofden en schier gansch aan *de werking van den Staat*. Men ziet allicht dat de catechiseermeesters geen anderen meester kennen dan den zendeling die hen daartoe aanmoedigt. 't Is trouwens een middel tot onrechtstreeksche propaganda, want onmisbaar zullen de inboorlingen toestroomen naar de hoeven-kapellen, zoo zij gewaar worden daardoor straffeloos te zijn. Wat meer zegt, *de catechiseermeesters willen in vele gevallen het inlandsch opperhoofd in teugel houden. Zij heffen belastingen op de dorpen en gaan zelfs over tot willekeurige aanhoudingen om ze te bekrachtigen.* Zaken van dien aard worden thans onderzocht.

De hoofdzaak is natuurlijk de werving van de 650 niet verweesde kinderen. Komen ze vrij of gedwongen, doch met instemming van de ouders, of worden zij doodeenvoudig gestolen? *Het spijt mij het te moeten zeggen voor den E. P. Allard die een braaf man is, maar ten minste negen tienden van de kinderen zijn gestolen.*

De E. P. Allard heeft mij gezegd dat hij geene aangeworven kinderen verlangt, dat hij aan zijne catechiseermeesters verbiedt er te nemen; zelf beweerde hij tegen het stelsel van de hoeven-kapellen te zijn. Hij bekende dat hij in 1910 meer dan twintig catechiseermeesters had weggejaagd, omdat zij zich hadden schuldig gemaakt aan onwettigheden (daardoor zijn te verstaan: diefstallen, willekeurige aanhoudingen en afpersingen). Hijzelf bekende dat er door zijn onderhoorigen vele misbruiken werden gepleegd, doch buiten zijn weten. Dat is heel zeker. De E. P. Allard schijnt mij te zeer bezorgd om de wettelijkheid om willens en wetens de wet te schenden. Dit geldt dus niet hem, maar zijne ondergeschikten en het algemeen stelsel van de hoeven-kapellen.

Zoo de E. P. Allard eensdeels bekend dat er misbruiken bestaan (talrijke, vermits hij in een jaar tijds meer dan twintig catechiseermeesters doorzond en geene twintig hoeven-kapellen bezit), anderdeels klagen het meerendeel van de inlandsche opperhoofden en over dat de kinderen aan hunne ouders worden ontstolen door de catechiseermeesters en door den E. P. Allard zelf. Volgens sommigen, zou deze zelfs zooveel keeren vijftien frank storten als hij kinderen verlangt: een echte koop. Gij hebt maar de met de medaille vereerde opperhoofden Lutombo, Isingi, Fingombi, Bikalala, Lugega, Dombozi, Isinga, Biko, Kinzamba, hunne onder-opperhoofden en lieden te onder-vragen, om daaromtrent ruimschoots te worden ingelicht.

Vooralsnu kan ik u daar niets verder over zeggen, dewijl er onderzoek is ingesteld naar aanleiding van onregelmatige feiten van dien aard.

Toch wijs ik u hierop, dat *de kinderen, aldus door de catechiseermeesters geroofd, door den E. P. Allard niet worden teruggegeven aan hunne ouders; hij houdt ze; nochtans kan hij hunne wederrechtelijke herkomst niet ontkennen, vermits hij diezelfde catechiseermeesters straft omdat zij ze aangeworven hebben.*

De oorzaak van het kwaad ligt onbetwistbaar in het stelsel der hoevenkapellen. De onafhankelijke vereenigingen van christenen zetten eensdeels den zendeling aan om te trachten ze steeds meer te bevolken; anderdeels liggen, bij afwezigheid van den zendeling, al hunne hoofden en catechiseermeesters de hun gegeven bevelen zeer slecht uit en begaan zij de eene overtreding na de andere. Algeheele afschaffing van de hoevenkapellen is het eenig mogelijk hulpmiddel. De E. P. Allard verklaart er zich voor, alsmede voor hare vervanging door eenvoudig vrije scholen. Hij stelt zich voor, zich daarover in de toekomende maand April met u te komen verstaan.

De Substituut,

PAUL-MATHIEU LECLERCQ.

N. B. — De Districtscommissaris van Kwango heeft dezen brief overgemaakt aan den Gouverneur-generaal te Boma, verklarend dat hij overdrijvingen bevatte, maar dat het toch noodig was aan de grens maatregelen te nemen, zoo men niet wilde dat de bevolking uitweek naar Portugeesch gebied, uit hoofde van de handelwijze der Jezuïeten.

N^o 2.

Brief 3723, A D⁸.

Zaak Ruyssinck en anderen. — Klachten van de EE. PP. Allard en Hanquet.

Leopoldstad, 9 April 1911.

HEER PROCUREUR-GENERAAL,

Vóór de wederbezetting van Kwango, terwijl in het overige van het district de handelinrichtingen der C. C. C., gematigd doch vaak gesteund door het politiekorps van Popo Kabaka, in de streek Tumha Mani en Kinzamba overheerschte, stonden drie instellingen naast elkaar: de Staat, nog slechts vertegenwoordigd door een agent van de Financiën; de Zending der EE. PP. Jezuïeten, wier werk werd verricht door bedrijvige en vooral verstandige zendelingen; de C. C. C., die sedert lang de streek ontgon met hoofdmannen aangesteld in inlandsche vereenigingen.

Onnoodig te zeggen dat het door deze drie bestanddeelen beoogde doel niet hetzelfde kon zijn.

De agent van Financiën, trouw ambtenaar van de rechterlijke politie, hadde zich moeten bevinden onder het gematigd bestanddeel: als vertegenwoordiger van den Staat, moest hij de wetten en rechten der inlanders handhaven. Hij deed het niet.

II raadpleegde het archief van het Parket te Leopoldstad en bevond da de werkzaamheid van Ruysseck als ambtenaar van de rechterlijke politie gansch onbeduidend was.

Ongelukkig was die beambte een misdadiger; vrij van alle bewaking en toezicht, beging hij eene dubbele reeks overtredingen, de eerste bij den dienst, door de onwettelijke wijze waarop hij de hem aangevraagde dragers aanwierf; de tweede, om gansch persoonlijke drijfveren, door knevelarijen, willekeurige aanhoudingen en verkrachtingen.

Op hetzelfde tijdstip dreef de C. C. C. handel in de streek, met weinig ontzag voor de wettelijkheid.

De gerants en de hoofdlieden van Kinzamba handelden zooals doorgaans al de agenten en capita's der C. C. C., zooals zij vroeger hadden gehandeld in de posten der concessie van de Wamba, waar zij onbewimpeld tot de inlanders zegden dat zij eigendom waren van de Compagnie, die hen had afgekocht van Bula Matari, met lijf en goed en met hun land.

Zij legden er zich op toe de inboorlingen zooveel caoutchouc te doen aanbrengen als mogelijk was. Daartoe waren alle middelen goed. Vooreerst zedelijke dwang, daarna stoffelijke. Beslaglegging op de goederen, op de vrouwen en aanslagen op de persoonlijke onschendbaarheid der inlanders werden geregeld gepleegd door de capita's, die, gesterkt door den steun der blanken, en meestijds gewapend met een vuursteengeweer, den vrijen teugel vierden aan het slecht instinct van hun ras.

Terzelfder tijd drongen de EE. PP. Jezuïeten vooruit in de streek, volgens het overigens zeer nauwkeurig gezegde van den heer Leclercq.

Doch deze jonge magistraat zag de zaken slechts oppervlakkig, zonder zich te bekreunen om hare logische aaneenschakeling.

Het doordringen van de EE. PP. Jezuïeten is niet roof en uitbuiting van kinderen, maar wel de logische en stelselmatige toepassing van een beginsel : « Men kan onmogelijk invloed oefenen op den volwassen inboorling, en om het nieuwere geslacht te bewerken, moet men het onttrekken aan den invloed der volwassenen ».

Ziedaar wat ten naasten bij het stelsel der EE. PP. Jezuïeten moet zijn. Dus geldt het niet zooveel kinderen als mogelijk is onder bedwang te houden, maar wel de kinderen te verwijderen uit de dorpen, zelfs zoo mogelijk al de kinderen, ze te ontheiden en te kerstenen. Op die wijze zal het toekomstig geslacht hun behooren. Doch opdat een paar zendelingen, hoe bedrijvig ook, dit vermogen in eene zeer uitgestrekte streek, voor duizenden kinderen, moeten deze worden vereenigd in groepen, ten einde ze te onderwijzen en van het dorp onafhankelijk te maken. Ziedaar de oorsprong van de kapelhoeven met hare teelt.

Ongelukkig vond ik geene gelegenheid mij daaromtrent te onderhouden met een zending van Kisantu. Op den weg van Popo Kabakabe vond zich ook de E. P. Allard, doch ik ontmoette hem niet, daar ik juist dien dag het spoor bijster was.

Doch ik denk dat enkel het hierboven uiteengezet beginsel de fantastische doordringing der EE. PP. Jezuïeten van Kisantu kan uitleggen. Men

ziet hunne hoeven-kapellen van Kiloango en Tumba Mani soms op zes dag-reizen van Kisantu. Stellig *is de catechiseermeester daar volstrekt meester.*

Onze gevoelens ten opzichte van het verheven werk der zendingen kan niet worden verdacht. Toch kan ik onmogelijk dergelijk beginsel aannemen. Overigens houd ik mij overtuigd dat de E. P. Allard zelf, benevens tal van jonge, verstandige zendelingen, het niet meer zoo uitmuntend vindt.

't Is niet waar, dat er geen invloed op den volwassene kan worden geoefend; de nieuwbekeerde kinderen moeten in de dorpen blijven, want door hen kan men nog meer werken op de volwassenen. Trouwens, in de scholen der andere zendingen treft men ettelijke volwassenen aan, die insgelijks vragen om onderwezen te worden. Het beste bewijs wordt steeds geleverd door de praktische uitslagen.

Wat zijn, trouwens, de 3 of 4,000 christenen bij bestemming in de hoeven-kapellen der EE. PP. Jezuïeten, vergeleken met de tienduizenden christenen, verworven door de EE. PP. van Scheut te Kangu en door de Redemptoristen in de streek nabij de Jezuïeten?

En nochtans worden, bij mijn weten, nergens de dwangmiddelen aangewend die worden ten laste gelegd aan de catechiseermeesters der Jezuïeten: dus een betere uitslag met minder inspanning.

Wat meer zegt, de Minister van Koloniën heeft onlangs in de Kamer aangekondigd het einde van de hoeven-kapellen onder haren tegenwoordigen vorm.

De kinderen zijn immers dra volwassenen en de volwassenen van de hoeven-kapellen zijn schatplichtig zooals iedereen; om de belasting te betalen, moeten zij elders eene verbintenis aangaan of naar het dorp terugkeeren en caoutchouc inbrengen.

Anderszins moeten de EE. PP. Jezuïeten zelven het geld voor de belasting leveren, zooals hun overigens werd geraden door den algemeenen Commissaris van Kwango, blijbaar uit zorg voor eene gemakkelijker inning van de belasting. « *Op die wijze, voegde hij er aantoe, zult gij het loon van uw langdurig werk en van uwe opofferingen niet verliezen en zal de Regeering niet nalaten u met de linkerhand terug te geven wat zij u met de rechterhand ontnemt.* »

Doch ik denk niet dat deze wijze raad gevolgd zal worden. De belasting zal dus de hoeven-kapellen sluiten, wat zelfs in een godsdienstig opzicht niet zoo erg zal zijn, want inboorlingen noch protestanten zullen langer kunnen zeggen dat de Paters *kinderdieven* zijn, en de bevolking zal opnieuw vertrouwen stellen in de Paters Jezuïeten.

Hier komt het te pas te onderzoeken een stuk uit het dossier, waarvan ik, merkt het wel op, kennis kreeg door toedoen van den algemeenen Commissaris van Kwango en waarvan het afschrift mij door den heer Leclercq slechts werd geleverd op mijne aanvraag.

't Is het verslag van den heer. Leclercq, in dato 7 Februari 1911 gestuurd aan den algemeenen Commissaris van Kwango, omtrent « de werking der EE. PP. Jezuïeten op het grondgebied van Kwango ».

Dit zonderling verslag heeft mij sterk verwonderd en 't schijnt mij dat er reden bestaat om dien Substituut nogmaals te herinneren aan de heldere onpartijdigheid en de strenge naleving van zijn ambt.

Ik meen, inderdaad, dat een substituut zijne verslagen slechts voor het hoofd van het Parket moet opstellen en betreur des te meer dit gebrek aan tucht, daar dit verslag overdreven is in zijn vorm en zijn inhoud.

Geroofde kinderen, die van honger omkomen, slechts het vel over de beenderen hebben, naast den dikken, vetten catechiseermeester, dit zijn, in het verslag van een magistraat, misplaatste overdrijvingen en tegenstellingen. Daarenhoven is het verslag van den heer Leclercq grootendeels onnauwkeurig, vooral omdat men zich daardoor niet rekenschap kan geven van de uitwerkselen der feiten, door hem waargenomen.

Dit verslag kende ik niet, toen ik haastig door dezelfde streek trekkend, bemerkte dat zich nabij de hoeven-kapellen schoone landerijen uitstrekten. En ik stelde de volgende vragen :

VRAAG : Wie doet u aldus bebouwen ?

ANTWOORD : De Pater.

VRAAG : Wie geeft u het zaad, de halm en de onderrichtingen voor die teelt ?

ANTWOORD : De Pater.

VRAAG : Voor wien is de oogst ?

ANTWOORD : Voor ons.

Daarenhoven zijn er in de hoeven-kapellen geiten, schapen en kippen, terwijl men in de dorpen geen enkel ei aantreft.

Ik zag insgelijks huizen en evenals de heer Leclercq, dat de kinderen daar met velen samenwoonden ; doch over 't algemeen zag ik in de huizen houten kistjes, met een hangslot gesloten. Ik ondervroeg de kinderen en deed hun de kisten openen om hunne gezegden na te gaan. Ik vernam dat de E. P. Allard jaarlijks aan de kinderen twee volledige stellen kleederen verschaft en ook het hangslot voor de kist. De kleurling houdt graag zijne « kijtokos » voor feestdagen en wandelingen : gewoonlijk gaan de rijkste opperhoofden van het dorp niet beter gekleed dan de mingevoede inboorlingen.

Dus zou men zich veeleer moeten verwonderen indien de heer Leclercq in de hoeven-kapellen goedgekleede lieden had aangetroffen.

Het is waar dat de E. P. Allard talrijke catechiseermeesters heeft doorgezonden, doch hij alleen heeft drie en twintig hoeven-kapellen gesticht en de E. P. Hanquët schier evenveel, in eene streek die gansch buiten hun christelijke invloed was gebleven. Dus moest hij catechiseermeesters van andere rassen ontleenen ; en verschil van ras is niet de minste oorzaak van de misbruiken, door de catechiseermeesters begaan.

Zoodra hij er zich kon van ontmaken, zoodra hij catechiseermeesters uit de streek kon opleiden, zond hij de vroegere naar huis en 't schijnt dat

de misbruiken ophielden. Dit doorzenden van catechiseermeesters is dus veeleer een feit van algemeenen aard dan een persoonlijke maatregel.

Ook ontsnappen de hoeven-kapellen, en met reden, aan den invloed van de inlandsche opperhoofden : ik heb enkel de toepassing van het beginsel uiteengezet. Doch zij ontsnappen niet meer aan de werking van den Staat, zoodra zij schatplichtig worden. En is, anderdeels de werking der zendingen, gewild en geldelijk gesteund door den Staat, niet als 't ware de werking van den Staat? Hoe ongerijmd is dus de volstrekte afschaffing van de hoeven-kapellen, voorgesteld als het eenig mogelijke hulpmiddel!

Beteugeling van misbruiken en aanslag in de belasting kunnen volstaan; de economische wetten zullen het overige bewerken.

Enkele jaren geleden, verweet men aan Kisantu dat het niet zijn licht verspreidde over de omringende volksstammen. En sedert dien tijd heeft Kisantu bewonderenswaardig snel een zeer aanzienlijk werk verwezenlijkt. Dit maakte op den heer Leclercq den indruk als ware 't een werk van strijd of van doordringing; doch 't is eene juridische en economische dwaling te beweren dat de Jezuïeten vooral den grond en de kinderen willen!

Dergelijk oordeel zou laten denken dat daar een doel van winstbejag bestaat, doch de Jezuïeten laten zich niet in, zooals te Kangu of te Nieuw-Antwerpen, met beplantingen die geld kunnen opbrengen, en zoolang de grond niet is verkocht of in concessie gegeven, behoort hij aan de Kolonie of aan de inboorlingen.

Zelfs ben ik overtuigd dat dit doordringen de zending duur kost, zoo voor het verledene als voor de toekomst, tot dat de biologische behoeften en de economische wetten deze kunstmatige groepeerings een natuurlijken, bestendigen vorm zullen geven.

Bij hun doordringen ontmoetten de EE. PP. Jezuïeten van Kisantu den heer Ruyssinck, in de steek Tumba Mani, en de ontginning tot het uiterste, toegepast door den gerant van de C. C. C., in de streek Kinzamba : daar elk van hen volstrekt meester wilde zijn, was eene botsing onvermijdelijk. Eerst trachtten zij met elkaar overeen te komen; doch sedert dien hebben zij elkander beschuldigd. Dit is de oorsprong van het thans ingesteld onderzoek. Ik was niet van plan mij in die streek op te houden en heb ze slechts doorlopen.

Toch vernam ik dat de E. P. Hanquet nog steeds onderzoek instelde in de dorpen. Vermits het Parket van Leopoldstad noch dit van Popo Kabaka van zijnentwege iets ontvingen sedert zijn brief van 23 Januari, met zijne bijlagen, zal men hem dienen te ondervragen en zijne verklaringen na te gaan; een onderzoek dient te worden ingesteld naar de handelingen van den gerant en van de capita's van Kinzamba.

Het onderzoek ten laste van Ruyssinck en dit ten laste van de catechiseermeesters moeten ter plaatse worden aangevuld.

Men zal den E. P. Allard opnieuw moeten ondervragen : zijn achterhouding na zijne beschuldigingen is niet meer aan te nemen. Hij moet uitlegging geven, want het Parket kan niet gedoogen dat erge beschuldigingen worden uitgebracht,

om daarna alle verantwoordelijkheid af te schudden. En ik was verwonderd over de handelwijze van de twee EE. PP. Jezuïeten, die in stede van de rechterlijke macht krachtig te steunen bij het onmiddellijk beteugelen van de overtredingen ten opzichte van de inboorlingen, schijnen inderminne te willen bijleggen de erge feiten die vallen onder de toepassing van het Strafwetboek en de werking der rechtbanken, en zich slechts met weerzin wenden tot het Parket, wanneer de gebeurtenissen hun niet meer genoeg voldoening verschaffen.

.

De d. d. Staatsprocureur,

CELETTI.

N° 3.

Over het werk der EE. PP. Jezuïeten,

Kassongo Lunda, 20 April 1910.

HEER STAATSPROCEUR,

Ik heb de eer u bij dezen over te maken eenige bedenkingen over het werk der EE. PP. Jezuïeten in Kwango. Mijne tweede reis in Kwango verschaft mij gelegenheid om de werking van deze zendelingen van nabij te bestudeeren. Op 2 December 1910 Leopoldstad verlatend, bezocht ik achtereenvolgens de zendingen te Kisantu, Kimpako, Pesi, Lemfu en Jongu; daar verbleef ik achttien dagen; ik bezocht talrijke hoeven-kapellen en vernachtte in vele dezer; ik ondervroeg de zendelingen, de handelaars van Madimba, Pesi, Gunga, Kinzamba, de agenten van den Staat te Madimba, Mahinda, Tumba Mani, meer dan twintig gemeedailleerde opperhoofden en meer dan honderd inboorlingen. Ik verliet Kinzamba, om naar Popo Kabaka te gaan, eerst op 29 Januari 1911. Dus bleef ik nagenoeg twee maanden in dat land. Ik moest er onderzoek instellen, waarbij soms waren betrokken de EE. PP. Jezuïeten, of hunne catechiseermeesters. Zodoende verwierf ik veel inlichtingen over deze zaak; en, mij herinnerend hoe druk en hartstochtelijk zij was besproken, ten gevolge van het verslag der Commissie van onderzoek in 1905, achtte ik dat het wellicht niet slecht ware u mijn bevinden mede te deelen, ten einde ertoe bij te dragen de Regeering over deze zaak nauwkeurige, onpartijdige inlichtingen te bezorgen.

Het « vraagstuk der Jezuïeten » werd eerst sedert 1904 in Congo opgeworpen.

Tot dan toe was het de heldentijd, de zendingen vestigden zich, overal kwamen hulpposten of hoeven-kapellen tot stand, zonder toezicht wierf men de kinderen, niemand bekreunde zich om de wettelijkheid.

Voor de eerste maal werd in 1904 de vraag van het gewettigde der werking van de EE. PP. Jezuïeten gesteld. De protestantsche zendelingen, vooral de Eerw. Frederikson, in dezelfde streek gevestigd, protesteerden sedert zekeren tijd, bevestigend dat er, onder den dekmantel van den godsdienst, wezenlijke buitensporigheden werden bedreven. Een magistraat, Moth Borglum, werd ter plaatse gezonden; hij bevond dat de beschuldigers waarheid spraken; *duizenden kinderen, verveesd noch verlaten, waren met geweld uit hunne dorpen weggevoerd en tegen den dank van hunne ouders in de zendingen en hoeren-kapellen gehouden.*

In haar verslag herhaalde de Commissie van onderzoek in zeer gematigde bewoordingen de beschuldigingen van de protestantsche zendelingen en van den substituut Moth Borglum. Dit trok voorgoed de aandacht der Regeering. In 1906 werd de substituut Tessaroli uitgezonden om het werk van Moth Borglum voort te zetten: hij kwam tot dezelfde gevolgtrekkingen als deze. Gansch het jaar 1909, slaakten de territoriale hoofden (Moulaert, Deuster, enz.) alarmkreten; de bevolking was opgewonden, haatte de Jezuïeten; zij ging in opstand komen. En inderdaad werd de bestuursagent Vermeerberghen, gelast een aantal kinderen in de zendingen te brengen, herhaaldelijk aangevallen door de inboorlingen: zoo aanvallend was dezer houding, dat men uit Leopoldstad troepen moest sturen met commandant Heer, ten einde de orde te herstellen. In 1908 werden de substituut De San en nadien de substituut Gelders gelast de zaken te beredderen. De vijandigheid der EE. PP. Jezuïeten verhinderde hen de misbruiken goed te maken, doch niet ze aan 't licht te brengen; en in zijn verslag moest De San protest aantekenen tegen de houding van sommige zendelingen ten zijnen opzichte.

Al diegenen welke zich hadden in te laten met de EE. PP. Jezuïeten, de protestantsche zendelingen Moth Borglum de Commissie van onderzoek, Tessaroli, Moulaert, Deuster, Vermeerberghen, De San, Gelders, kwamen tot hetzelfde besluit. Allen kenden het onwettige van de werking der Jezuïeten. Zij verweten hun vooral :

1^o *Dat zij zich niet tevreden hielden met het opnemen van verveesde en verlaten kinderen welker voogdij hun door den Staat was opgedragen, maar wel eene echte werving deden, met geweld, tegen den dank der ouders, duizenden kinderen ontvoerden, die werden opgesloten in de zendingen en manu militari gedoopt;*

2^o *Dat zij deze kinderen niet goed behandelden, hun zelfs onderkomen en voeding onthielden, niet meer trachtten hun bestaan te verbeteren, doch ze beschouwden als goedkoope arbeidskracht;*

3^o *Dat zij de volwassenen dwongen zich te vereenigen in de hoeren-kapellen, 't is te zeggen christelijke dorpen, volstrekt onderworpen aan de Paters, ontsnappend aan het gezag van den Staat en van de erkende opperhoofden en verplicht aan de zendingen overvloedig en onvergolden werk te leveren;*

4^o *Dat zij zich verzetten tegen den Staat; trachtten Congo tot een Staat in den Staat, een nieuw Paraguay te maken, waarvan elke Staatsagent uitgesloten zou zijn, waar men geene belasting zou betalen, waar de eenige meesters de EE. PP. Jezuïeten zouden zijn.*

Dit waren de verwijten, gericht tot de EE. PP. Jezuïeten en hun werk. *Ik houd mij overtuigd dat zij gegrond waren.* Niet alleen blijkt dit uit al de officieele verslagen, de waarnemingen van de ter plaatse gezonden ambtenaren, maar ook de Paters zelve bekennen het thans. Brieven van den E. P. Devos bevestigen dat honderden kinderen te Sanda en te Kimpako van honger omkwamen; de EE. PP. Banckaert en Butaye hebben mij bekend, dat zij eerst na twee jaren al de kinderen behoorlijk konden voeden; de EE. PP. Allard en Hanquet zegden mij dat er voorzeker misbruiken waren gepleegd, dat men te spoedig was te werk gegaan, te veel kinderen had geworven, zonder genoeg te letten op den wil der ouders; de E. P. Butaye heeft mij ook verteld dat hij den tocht Heer had uitgelokt ten einde zonder gevaar te kunnen doordringen bij de Basomba van Tumba Mani en er kinderen te ontvoeren zonder op geweervuur te worden onthaald.

Doch tevens zegden de Paters mij: « Dit alles is voorbij, 't is oud nieuws, sedert 1909 is alles of schier alles geregeld en worden de onwetige daden, die steeds afnemen en ondanks ons worden begaan door onze catechiseermeesters, hersteld en door ons streng bestraft. »

Laten we dit standpunt aannemen, een sluier over het verleden werpen en slechts den tegenwoordigen toestand uiteenzetten.

Heel weinig zal ik u zeggen over het stoffelijk werk der Jezuïeten, omdat dit het best gekende is en het eenige waarvan de belangrijkheid buiten kijf blijft.

Iedereen weet dat de zendingen van de EE. PP. Jezuïeten zeer schoon zijn; voorzeker was ik te Boma of Leopoldstad nooit zoo goed gehuisvest als de EE. PP. Jezuïeten in hunne centrum Kisantu. Kimpako, Pesi, Sanda, Lemfu. Voorzeker behooren de EE. PP. Jezuïeten onder de Europeanen in Congo wier stoffelijk bestaan het minst te wenschen overlaat. Dat wordt hun overigens opgelegd door hun Overste uit België, die niet zonder reden acht dat men, om een aanzienlijk werk te verrichten, gezonde woning en overvloedige voeding behoeft.

Ook het werk, door de negerkinderen verricht, is grootsch. Overal uitgestrekte bebouwde velden, scholen, woningen in stampaarde. Toch *ware het valsch zich een denkbeeld te vormen van hun stoffelijk bestaan, door het tafereel dat zij verbeelden bij groote plechtigheden als de ontvangst van een minister van koloniën of een socialistischen leader*: op die dagen worden de chimbecks duchtig geschuierd, krijgen de kinderen nieuwe lijfgordels en dubbel rantsoen levensmiddelen. Feitelijk, vooral in de kleine posten of hoeven-kapellen, zijn de kinderen thans, behalve te Kisantu zelf, niet beter gehuisvest of gekleed dan in hunne dorpen en oneindig minder goed dan in elk ander centrum van blanken of in den dienst van om 't even wien, Staat of particulier. Voorzeker zijn hunne hutten opgetrokken in stampaarde, doch zij huizen er met tien, vijftien of twintig. Elk kwartaal krijgen zij een pague. Daar waar het land bloeiend is, waar rijke dorpen bestaan, zijn de plantages van de Paters insgelijks weelderig: in arme dorpen, waar de inboorlingen omkomen van honger, zooals in de streek

Kinzamba en Pesi, daar brengen de plantages van de Paters weinig of niets op en zijn de kinderen echte geraamten. Nooit zag ik ellendiger negers dan de kinderen die sedert twee of drie jaren de hoeve-kapel van Kinkanga op de Lufu bewonen.

Dit is overigens geen critiek, maar eenvoudig eene waarneming. Integendeel is er gevoelige vooruitgang gedaan, vermits de kinderen, bij gebrek aan levensmiddelen, van honger omkwamen, terwijl men ze thans overal kan onderhouden, zelfs in overvloed. Zooals de E. P. Butaye deed opmerken, is dit een heerlijke uitslag, want het is uiterst moeilijk, met de voortbrengselen van den bodem alleen, overgroote en onlangs gestichte agglomeraties als die van Lemfu, Kisantu, met nagenoeg 4,000 zielen, snel te voeden. Deze vooruitgang, die zich sedert twee jaren duidelijk afteekent, zal ras toenemen en eerlang zal de toestand bevredigend zijn.

Vervolgens moet ik hierop wijzen, dat de EE. PP. Jezuïeten hunne onderscheiden zendingen hebben verbonden door meer dan 200 meter berijdbare banen (voor ossengespan), een aanzienlijk werk van algemeen nut, zoodat zij slechts in uitzonderlinge gevallen dragers behoeven.

Dit gezegd, laten we nu in het hart der zaak doordringen.

Er zijn twee manieren om de bekeering in wilde landen te begrijpen. Ofwel heeft eensdeels de zendeling de ware rol van den apostel; uit een klooster vertrekkend, reist hij het land af, houdt zich op bij de inboorlingen om hun « het goede woord » te verkondigen, doopt ze, keert geregeld terug in dezelfde streken, laat desnoods een neger als schoolmeester achter zich, ofwel neemt hij naar de zending eenige goed begaafde kinderen mede, hem door hunne ouders toevertrouwd. Zoo handelen in Congo de EE. PP. Redemptoristen; gestadig zijn zij op weg, keeren terug naar Matadi, Kimpesse, Tumba, Thysstad, doch slechts om uit te rusten; zij verstoren geenszins het familieleven noch de samenleving der inboorlingen, gaan verbazend vooruit, worden bemind en ontzien door de gansche bevolking. Dit is ook in Engelsch Indië het geval met de EE. PP. Jezuïeten.

Ofwel, anderdeels, gaat de zendeling niet tot de inboorlingen, wil hij door hem gestichte onafhankelijke centraums vormen, door hem bevolkt en waar hij meester zal zijn. Enkel ten zijnent predikt hij het geloof. Bijgevolg tracht hij zooveel mogelijk bestanddeelen naar zijne zendingen te lokken en wendt hij zich tot deze. Dit is het stelsel van de EE. PP. Jezuïeten in Belgisch-Congo.

In hunne zending in Kwango is gansch de werking der EE. PP. Jezuïeten od dit stelsel gegrond : bekeeringswerk en opvoeding onzichtbaar en niet voortgezet bij de inboorlingen, maar wel bij de zendelingen. De centrale zendingen, waar de Paters verblijven, zijn bevolkt met honderden kinderen (Kisantu 800, Kim-pako 300, Lemfu 900, enz.); daarenboven hebben de Paters, hunne centraums niet in het oneindige kunnende uitbreiden, hulpposten gesticht, die zij hoeve-kapellen heeten, bestuurd door een negercapita, over welke dorpen zij meester zijn en die uitsluitend worden bewoond door kinderen, welke zij uit de inlandsche dorpen en de christelijke huisgezinnen hebben weggenomen.

Dit stelsel wordt gevolgd door de EE. PP. Jezuïeten; het verwekte hunne dwalingen, de vijandschap van de inboorlingen en de tusschenkomst van den Staat.

Om 't geloof te verkondigen moesten trouwens de EE. PP. Jezuïeten kinderen naar hunne zendingen lokken, inlandsche kinderen onttrekken aan den invloed en het gezag van hunne familie om dit door hun eigen gezag te vervangen. Zoo vertienvoudigden zij de moeilijkheden van hunne taak, want niet alleen ging het niet gemakkelijk de verlangde kinderen te krijgen, maar ook moesten de Paters, zoodra zij de kinderen hadden, ze bij hunne ouders vervangen: eene moeilijke, kostbare taak, die zware verantwoordelijkheid medebracht.

't Is de werving van kinderen die de meeste botsingen verwekte en bij de inboorlingen haat en hevigen schrik voor de Jezuïeten verwekte; deze schrik is zoo groot, dat toen ik in December 1910-Januari 1911 door de streek trok, bij mijne nadering gansche dorpen naar het woud vluchtten; het gerucht was verspreid dat ik kwam om kinderen voor de zendingen te rooven.

Eertijds namen de EE. PP. Jezuïeten de kinderen, zonder zich te bekreunen om de toestemming der ouders. Zij kwamen in een dorp, eischten van het opperhoofd zooveel kinderen, deden ze desnoods gevangen nemen door de openbare macht. De E. P. Butaye verhaalde mij, als zijn ergsten misslag in Kwango, dat hij den tocht Heer in het land van Tumba Mani had uitgelokt: de kolom soldaten nam in de dorpen nagenoeg 450 kinderen, die de substituut Gelders, van uit Europa gekomen, inschreef als weezen en waarvan velen thans nog hunne ouders bezitten. Deze dwaling heeft de streek Tumba Mani gesloten voor de zendelingen; de E. P. Allard kon zich nooit vestigen in de groote hoofdmaatschappen Kindompolo en Tumba Mani, en hunne hoofden Pululu en Dombazi zijn er toe besloten, zoodra een catechiseermeester bij hen komt, naar Portugeesch gebied te trekken.

Thans bestaat er geen enkele zendeling meer, die een kind aanhoudt of geweld gebruikt om er zich een aan te schaffen. Desniettemin zijn de rechten der ouders geenszins gewaarborgd, want thans werven de negercatechiseermeesters en de opperhoofden en plagen zij misbruik.

Heel weinig kinderen gaan vrijwillig naar de zendingen. Ook heel weinig weezen. Sommige Paters, zooals de E. P. Hanquet, te Pesi, zijn zelfs tegen de voogdij, door den Staat op zich genomen en aan de zending opgedragen.

Het meerendeel der kinderen verwerft men dus thans als volgt: of wel wendt zich de zendeling tot het opperhoofd. Hij vraagt hem zooveel kinderen; weigert het opperhoofd, dan is alles afgedaan; doch vaak stuurt het opperhoofd, verleid door belofte van geld of geschenken (namelijk jassen, hoeden of 15 tot 20 frank per kind), den zendeling eenige kinderen. De zendeling, zich beroepend op het opperhoofd, neemt de kinderen aan als zijnde vrijwillig geworven. Feitelijk raadpleegt de zendeling nooit de ouders. Al diegenen welke wij onderhoorden, zeggen het eenparig. Te vergeefs komen de ouders in verzet. Hier is de goede

trouw der zendelingen onbetwistbaar. Allen zegden mij, dat de eenige toestemming van het opperhoofd volstond. Wellicht hadden zij inlichtingen kunnen werven bij de ouders; de E. P. Allard heeft mij bevestigd dat hij dit nutteloos achtte. Dit kan buitengewoon voorkomen aan al wie de Jezuïeten zendelingen nooit ten hunnent zag; doch ik vond ze zoozeer met hun werk bezig, zoozeer bedacht op de godsdienstige vraagstukken alleen, volstrekt onkundig van de wet en verstandelijk buiten en in strijd met de burgerlijke samenleving, dat dergelijk verzuim mij thans volkomen schijnt te stroken met hunne volstreckte gorde trouw.

Of wel ook, ongelukkig al te vaak, werven de negers-catechiseermeesters. Dit zeggen zij niet aan den zending, wanneer deze in de hoeve-kapel komt: « Pater, zeggen zij hem, eenige nieuwe koppen toonend, deze kinderen hebben zich aangeboden om onderricht te worden. » De zende ing vertrouwt hen en kent de waarheid eerst wanneer de inboorlingen komen klagen.

Weldu deze catechiseermeesters, bij wien men geene gematigheid kan verwachten, ontvoeren de kinderen met geweld, houden ze in benden aan in de dorpen, knevelen ze, desnoods ook de opperhoofden en maken van den tocht gebruik om te stelen. Enkele gevallen van dien aard werden door mij onderzocht te Kinzamba; doch 't zijn de verklaringen van den E. P. Allard die mij veroorlooven een algemeen oordeel te vellen. Hij zegde mij met weemoed: « Mijne catechiseermeesters zijn bandieten; zoodra ik den rug heb gekeerd, begaan zij een hoop dwaasheden. In een enkel jaar moest ik er meer dan twintig weggagen » (en de E. P. Allard bestuurt niet twintig hoevenkapellen!). Hij voegde hieraan toe, dat hij slechts weinig vernam van de gepleegde wandaden, daar de inboorlingen zich bij hem niet durven beklagen over zijne eigene lieden.

Een punt geeft blijkbaar aanleiding tot critiek: de E. P. Allard verjaagt de catechisten die kinderen aanhouden, maar behoudt de kinderen. Op 't eerste zicht vinden wij, ambtenaren en wereldlijken, daarin een volstrekt bewijs van huichelarij. Doch feitelijk is dat niet zoo. Wij beschouwen steeds de zaken van een maatschappelijk, wettelijk standpunt; de zending beschouwt ze enkel van een goddien-tig standpunt. En wanneer hij tot zichzelf zegt: « Die kinderen zou ik kunnen reden; hier werden zij wederrechtelijk aangebracht; moet ik ze wegzenden en voor immer verloren zien? Dat nooit! Ik zal ze teruggeven zoodra hunne ouders ze eischen ». En vermits de ouders ze niet durven terugvragen, blijven die kinderen in de hoeven-kapellen. Nochtans krijgen deze catechiseermeesters uitdrukkelijke bevelen. Doch dit strekt tot niets. Eensdeels verlangen zij met de Paters op goeden voet te staan, anderdeels willen zij zooveel kinderen als mogelijk hebben, want die kinderen zijn hunne onderdanen. En meer dan de soldaten en opperhoofden zijn zij geneigd tot kwaaddoen, want zij missen de tucht der soldaten en hebben niet, zooals de opperhoofden, het ingeboren begrip van macht.

Kortom negentien twingtigsten van de kinderen worden thans nog wederrechtelijk geworven. Doch ten hoogste zondigen de EE. PP. Jezuïeten

hierin meer uit verzuim en onwetendheid. Zij gaan hun recht te buiten, waar zij denken het recht te hebben het te doen, denkende goed te handelen.

Dien onwettelijken toestand begrijpen sommige zendelingen, vooral de EE. PP. Allard en Hanquet. Dadelijk ontdekten zij de middelen daartegen : de hoeven-kapellen afschaffen, zelfs afzien van hunne wijze van bekeering, om die der EE. PP. Redemptoristen aan te nemen. Op die grond-lagen heeft de E. P. Allard zich voor het district Kwango verstaan met den algemeenen Commissaris Van Wert. Derhalve moet men geene kinderen meer werven en is de zaak afgedaan. Doch niet alle zendelingen deelen dit gevoelen ; sommigen, vooral de EE. PP. Butaye, De Vos en Swannet, zijn vurige voorstanders van een stelsel, door hen nu twaalf of vijftien jaar geleden ingevoerd. Daarover behoort de Regeering te onderhandelen met den E. P. Provinciaal te Brussel en de Jezuïeten deze nieuwe baan te doen betreden, hun alle wettelijk mogelijk gemak verleenend.

Wanneer de kinderen zijn aangeworven, hoe handelen de EE. PP. Jezuïeten er mede?

De meisjes worden zonder uitzondering naar de zendingen van Kisantu en Lemfu gestuurd en daar toevertrouwd aan nonnen. In de hoeven-kapellen behoudt men maar de allerkleinste.

Toen ik Kisantu doortrok, waren daar 455 meisjes en te Lemfu wat meer dan 600. Zij kregen zekere huishoudelijke opleiding, om haar later familielevens aan te leeren ; zelfs leerde men er eenige het naaiwerk ; doch hare voornaamste bezigheid was de bewerking van den grond, op velden die gansch de Gemeenschap moesten voeden.

De jongens worden vooreerst geplaatst in de hoeven-kapellen, waar zij het land bewerken en enkele begrippen van opvoeding opdoen vanwege de catechiseermeesters, aan 't hoofd van die dorpen geplaatst. Vervolgens hebben zij een proeftijd in eene centrale zending, als voorbereiding tot het doopsel. Eenigen, doch 't is eene groote uitzondering, verblijven voorgoed in de hoofdhuzen, leeren er het lezen en schrijven, de schrijnwerkerij, bouwkunde, enz., zelfs zijn er te Kisantu letterzetters. Doch dat is eene zeldzame uitzondering. De zendelingen geven dergelijke opvoeding maar aan eenige uitverkorenen, die zij tot hunne capita's en catechiseermeesters maken.

Het is volstrekt valsch dat de EE. PP. Jezuïeten kinderen werven om goedkoope werkkraft te hebben. Al de stoffelijke werken, door de kinderen verricht, komen hunzelve ten goede, om zich te huisvesten en te voeden. Zij die een hooger grad van onderricht bereiken, dienen bij de EE. PP. Jezuïeten als metselaars, timmerlieden, schrijnwerkers, capita's, enz., zij trekken een maandloon, juist alsof zij in dienst van den Staat of van particulieren waren.

Jongens en meisjes ontvangen dezelfde godsdienstige en zedelijke opvoeding. Zij is natuurlijk zeer oppervlakkig. Alleen de leerling, « bijzonder begaafd bevonden », krijgt meer volledig onderwijs. Ik durf niet zeggen dat de aldus gedoopte christenen veel beter zijn dan gewone inboorlingen,

behalve zekere uitzonderingen. Doch dan zijn het merkwaardige personen. Integendeel doen zij doorgaans gebreken op, die zij vroeger niet bezaten en hebben zij zich, anderdeels, niet de goede zijde van hun nieuwen god-dienst aangeëigend. Vaak zijn zij eenmaal volwassen, aanmatigend, onwillig : in de biecht vinden zij eene verontschuldiging voor alle wanbedrijven : het meerendeel der overtredingen worden door hen bedreven. In dit opzicht bekent thans iedereen dat de christenen, inzonderheid de katholieken, de slechtste boys, soldaten en arbeiders zijn.

Dit treft niet alleen ambtenaren en handelaars, maar ook de zendelingen zelve. De E. P. Hanquet sprak mij daarover nog al dikwijls; hij zelf had het meermaals waargenomen te Pesì. Dit feit is eigen aan alle grondige verandering in de zeden en denkbeelden van een volk. Doch de omstandigheid dat zekere christene huisgezinnen het tot een hooger peil hebben gebracht, bewijst dat er niet is te wanhopen aan de toekomst en dat, ten koste van veel teleurstelling en mislukking, de einduitslag bevredigend zal zijn.

Zoodra de jongens 14, de meisjes 12 jaar oud zijn, worden zij door de EE. PP. Jezuïeten uitgehuwelijkt. Schier alle christene gezinnen gaan na hun huwelijk de hoeven-kapellen bewonen. Men stelt vast dat zij als volwassenen, al hebben zij kinderen, onderworpen blijven aan het gezag der zending, zelfs wanneer zij in den grond van hun hart verlangen naar een dorp te gaan, waar zij zich ten hument zouden bevinden.

De E. P. Butaye heeft mij uitgelegd hoe men tot dien uitslag komt. Op 't oogenblik dat zij worden getrouwd, bezitten de jonge gezinnen volstrekt niets. Om zich te kunnen vestigen, verschaffen de zendelingen hun eenige beesten, stoffen, halm en wat geld. Dus worden ze schuldenaars van de zending. Doch om te verhinderen dat zij zich door hun werk vrijkopen, weigeren de zendelingen de terugbetaling in geld, doch zij stellen bij hunne leeningen dit beding, dat zij voortaan onverdeeld medeëigenaars zijn van alle tegenwoordige en toekomstige goederen der pasgetrouwen. Dit is eene inlandsche overeenkomst, gekend onder den naam « twadi ». Ook bezitten de huisgezinnen in de zendingen nooit eenigen eigendom, doch alles in onverdeeldheid en zonder uitkomst zijn zij verbonden aan de zending; want wilden zij de gesloten overeenkomst verbreken, — die zij bij gebrek aan geldmiddelen wel moesten aannemen, — dan zouden, krachtens de gewoonte, al de goederen terugkeeren tot de andere partij (de zending) en bleven zij zonder hulpmiddelen. Dergelijke toestand dient voorwaar te worden gewijzigd, want in een karig bevolkt land als de streek Kwango-Lufuni, waar de zendelingen reeds bevel voeren in hunne zendingen en hoeven-kapellen, zal het meer dan 8,000 personen, een vijfde van de bevolking, er toe brengen, hun volstrekt en uitsluitend gezag te geven over de gansche inlandsche bevolking.

En dit ware des te meer te bejammeren, daar men, in een maatschappelijk opzicht, den EE. PP. Jezuïeten billijke verwijten kan toesturen.

Ten gevolge van hunne zeer strenge opvoeding, hunne harde regelen, hunne grondige overtuiging in het geheiligd karakter van hunne zending, zijn de EE. PP. Jezuïeten uit hun aard, autoritair, oninschikkelijk en laten zij zich in met gansch het bestuur, alsof zij de meesters waren.

Zij willen naar goeddunken het hun onderworpen volkje besturen. Zoo bekrachtigen zij door zweepstraf en kluistering elke tekortkoming aan de godsdienstige plichten of aan de katholieke zedenleer, zelfs al wordt zij begaan door meerderjarigen die in de hoeven-kapellen verblijven. Te Pesi was ik getuige van een geval waarin ik in vrijheid deed stellen den gevangene welken de E. P. Hanquet, volgens de onderrichtingen van den E. P. Baukaert, apostolisch prefect, had geketend aan een pijler van de veranda.

Zij willen zelven, bij uitsluiting van de rechterlijke en besturende overheden, de betwistingen tusschen christenen, tusschen christenen en niet-christenen beslechten, met of zonder instemming van partijen. Zoo gebeurde het, dat naar aanleiding van eene zaak van aan haren echtgenooten ontroofde vrouwen, in een inlandsch dorp, door catechiseermeesters, welke vrouwen door de echtgenooten waren teruggehaald, de E. P. Butaye zich in persoon naar het opperhoofd begaf om de vrouwen terug te nemen en ze triomfantelijk naar Lemfu te brengen.

Wil het gerecht bij toeval optreden, dan onthalen de EE. PP. Jezuïeten wel is waar den magistraat op hartelijke wijze, vergemakkelijken zij hem zooveel mogelijk zijne taak, wanneer zij op hunne aanklacht is gericht tegen inboorlingen of handelaars, doch waar het christenen geldt doen zij al het mogelijke om ze aan de werking der wet te doen ontsnappen.

Zoo kwam het, dat namelijk in de daareven door mij bedoelde zaak der vrouwen, de E. P. Butaye, ondanks drie oproepingen door het Parket, weigerde ze als getuigen naar Leopoldstad te sturen, den Staatsprocureur onbeschofte brieven toestuurde, de justitie beschuldigde van partijdigheid en slechts toegaf toen men hem had te verstaan gegeven dat men zijn toevlucht zou nemen tot de Openbare Macht (Juni-Juli 1910 — zaak Mototu en anderen). Zoo kwam het, dat toen de E. P. Allard klachten ontving tegen meer dan twintig catechiseermeesters, wegens erge overtredingen, hij ze dadelijk verplaatste en zich wel wachtte ze aan het gerecht over te leveren, zooals het zijn strenge plicht ware geweest.

En bij dit alles is hunne werking des te gevaarlijker, daar zij volstrekt niets afweten van de wet en daardoor nog meer gevaar loopen ze te overtreden.

Hunne hoeven-kapellen zijn schier gansch onafhankelijk van den Staat.

Zij houden zich veel bezig met de handelingen van Staatsagenten en kooplieden.

Zij bedillen de daden der overheid, trachten zich daaraan te onttrekken, wanneer zij achten dat zij in strijd zijn met den godsdienst, zooals zij hem begrijpen.

Zij trachten het gezag der agenten van den Staat en der opperhoofden te verkleinen om het hunne te versterken.

Zij bestrijden de Portugeesche en andere kooplieden en maken sedert zes maanden werkdadig propaganda voor den handelaar Henrotte, te Matimba gevestigd, een gewezen proefkloosterling der Jezuïeten; zij verplichten hunne 8,000 christenen zich tot hem te wenden en trachten

zooveel mogelijk den handel van zijne mededingers te fnuiken, zoodat dezen klagen over de overgrootte schade welke hun wordt berokkend.

Zij zijn ambtenaren van den burgerlijken stand, doch weigeren de christenen uit de protestantische zendingen te trouwen.

Zij trachten te verhinderen dat negers dienst nemen bij den Staat, bij de spoorwegmaatschappij, bij particulieren.

Kortom, in een soeiaal, staat- en huishoudkundig opzicht, is hunne werking dwingelandsch, opslorpuid, inquisitoriaal, uitsluitend.

Doch daarom hoeft men niet de werking der EE. PP. Jezuïeten te verkleinen.

Veel goeds verrichten zij en dit zal steeds toenemen. Dank aan hen, ging in hunne streek de beschaving een grooten stap vooruit.

Worden thans nog door opperhoofden en catechiseermeesters bij het werven van kinderen talrijke misbruiken gepleegd; worden de christelijke gezinnen afhankelijk van de Paters gehouden, dank zij het stelsel van den «N'Twadi»; zijn thans de christenen vereenigd in de hoeven-kapellen weinig onderworpen aan het gezag van de opperhoofden en van den Staat; trachten de zendeligen de arbeidersverbintenissen te verhinderen om zooveel mogelijke bekeerlingen te behouden; weerstaan zij aan het gezag van den Staat om te trachten zich een godsdienstigen Staat in den Staat te vestigen, dit alles zal verdwijnen zoodra de hoeven-kapellen en het stelsel van geloofsbekeering in de zending zijn opgeheven, want dan zijn er geene kinderen, voorrechten, onafhankelijkheid meer noodig. Dan zal waarlijk de werking der zendelingen niet meer vatbaar zijn voor critiek, tenzij misschien nog wegens ongewettigde tusschenkomst in 's Lands zaken.

Blijft daarentegen het tegenwoordige stelsel van geloofsbekeering bestaan, dan kunnen de misbruiken niet verdwijnen, derwijl zij daarvan het gevolg zijn.

Bijgevolg is het eene hoofdzaak, de EE. PP. aan te zetten voorgoed af te zien van een stelsel, dat reeds nu vele onder hen niet meer voorstaan.

De Substituut,

PAUL-MATHIEU LECLERCQ.

N^o 4.

Voorwerp : **Werk van de EE. PP. Jezuïeten in Kwango.**

Duna, 13 Juli 1911.

HEER STAATSPROCEUREUR,

Ik heb de eer u de ontvangst te melden van uwen brief 4494 B D^s, van 5 dezer, nopens het werk van de EE. PP. Jezuïeten in Kwango.

Persoonlijk kan ik u volstrekt niet de door u bedoelde dossiers bezorgen, noch een verslag tot staving van de thans bewezen feiten in de thans onderzochte zaken.

Sedert den aanvang van Maart laatstleden bezit ik die dossiers niet meer.

De door mij in mijn verslag uitgebrachte bedenkingen waren grootelijks gesteund op waarnemingen « de visu », op gesprekken met de zendelingen zelven, op verklaringen van Staatsagenten, van handelaars en inlandsche opperhoofden. Uit de verklaringen van de zendelingen zelven blijkt zonneklaar dat er ongerechtigheden werden begaan bij het werven van kinderen, doch dat de zendelingen zich daarvan geen rekenschap gaven.

Er worden nog andere zaken onderzocht, doch vermits ik daarvan geene dossiers heb, zend ik uwen brief aan den heer substituut David, hem verzoekende het noodige te doen.

Toch kan ik uit het hoofd zekere inlichtingen verschaffen, die kunnen overgemaakt worden aan den heer Procureur-generaal, tot zij worden aangevuld door omstandige verslagen en onderzoekingen.

Ik herinner mij namelijk, dat bij een onderzoek wegens vergiftiging, in Widden-Congo ingesteld, zoo ik mij niet vergis te Kamba (streek Lemfu), een of meer getuigen hebben verklaard dat een zendeling vier of drie kinderen had geëischt, op voorwaarde het feit niet aan te klagen bij het gerecht. In Januari werd het dossier naar Leopoldstad verzonden.

Insgelijks heb ik een onderzoek ingesteld naar de « beschuldigingen van den E. P. Allard », eene zaak die uitliep op inbeschuldigingstelling van zeken Ruysseck, verificateur van de belastingen te Kilango, wegens diefstallen, knevelarijen, verkrachtingen, willekeurige aanhouding, enz. Bij den aanvang van het onderzoek, volstrekt niet wetend waarop te steunen, vermits de E. P. Allard niet wilde antwoorden, had ik de inboorlingen ondervraagd over al de blanken in de streek Tumba Man en, namelijk, de zendelingen. 't Is dan dat al de opperhoofden van de streek klaagden over de zendelingen, wegens het werven van kinderen tegen den dank der ouders, en zelfs, volgens sommigen, door een wezenlijken verkoop. Deze getuigenissen van, vergis ik mij niet, een tiental opperhoofden werden opgeschreven en behooren tot het dossier.

Te Kinzamba werden mij insgelijks klachten gedaan; ik stelde een onderzoek in ten laste van de catechiseermeesters Dongala en Massunga, tegen wie ik zelfs een aanhoudingsmandaat heb gegeven. Ze zijn beticht van diefstallen, afpersing, willekeurige aanhouding, enz.

Geen van beide onderzoekingen kon ik ten einde voeren, toen ik mij naar Popo Kabaka en Tumba Mani begaf. Vooreerst had ik geen voorraad meer en vervolgens moest ik bij den aanvang van Februari to Popo Kabaka samenkomen met den heer Celetti, die een bestuursonderzoek had ingesteld ten laste van den heer Bang. Dus keerde ik op 2 Februari naar Popo Kabaka terug, zonder het onderzoek te voltrekken; toch had ik mijne voorzorg

genomen om daar in de maand Februari terug te komen; ik had de inhoorlingen verwittigd en zelfs nog een aantal mondelinge klachten gehoord, waarover ik insgelijks onderzoek wilde instellen bij mijn terugkeer.

De heer Celetti kwam niet in Februari, doch eerst in 't begin van Maart.

Intusschen was de E. P. Allard naar Popo Kabaka gekomen en, het onderzoek ten laste van zijne catechiseermeesters kennend, gaf hij mij tal van uitleggingen, die mij dienstig waren voor mijn verslag over de EE. PP. Jezuïeten.

De heer Celetti kwam te Popo Kabaka op 't oogenblik dat ik wilde terugkeeren naar Kinzamba en Tumba Mani, om het onderzoek ten laste van Ruyssinck en van de katholieke catechiseermeesters voort te zetten.

Dit ontwerp kon ik niet verwezenlijken.

De heer Celetti, onderricht van uwe terugkomst te Leopoldstad, was van plan zich eene zending naar Tumba Mani te doen opdragen, en vroeg om het dossier Ruyssinck, vóór mijne afreis uit Popo Kabaka gaf ik het hem; nadien zond ik hem het dossier ten laste van Dongala en Massunga.

Over die zaak voerde de heer Celetti insgelijks gesprekken met luitenant Jacob, hoofd van den post Tumba Mani, die toen te Popo Kabaka was en thans in Europa verblijft; hij beval hem te Tumba Mani al de getuigen te vergaderen, die hij moest ondervragen tijdens zijne opdracht. Ik hoorde zeggen dat in 't begin van verleden maand een groot getal getuigen te Tumba Mani waren vergaderd.

Daareven vernam ik dat de heer Celetti als rechter in eersten aanleg voor de zaak Logier is vertrokken.

Sedert ik hem bovenbedoelde dossiers overhandigde, hoorde ik daarvan niet meer spreken, en toen ik Popo Kabaka verliet, was hij daar nog niet terug.

Kan ik inzage bekomen van het u door mij gezonden verslag, dan zou ik u wellicht nadere inlichtingen kunnen bezorgen, u namelijk verduidelijken waarop elk feit, in mijn verslag aangehaald, is gesteund.

Voor 't overige kan ik u enkel bevestigen dat ik uwen brief overmaak aan het parket te Popo Kabaka, opdat daar het noodige worde verricht wanneer de dossiers daar terug zijn en als het onderzoek volledig is.

Ik doe u opmerken dat, zoo het toeval deze post niet had bezorgd te Duna, in plaats van hem te Baudundu te laten, hij eerst einde Juli te Kingushi ware aangekomen en waarschijnlijk eerst na mijne afreis naar Europa te Leo teruggekeerd, zoo traag gaat de post.

De Substituut,

PAUL-MATHIEU LECLERCQ.

N^o 5.

Onderwerp : **Werking van de EE. PP. Jezuïeten in Kwango.**
Aanvullende bijzonderheden.

Duna, 20 Juli 1911.

MIJNHEER DE STAATSPROCEUREUR,

Als gevolg op mijn jongsten brief uit Duna, betreffende de werking van de EE. PP. Jezuïeten in Kwango, heb ik de eer u toe te sturen een aanvullend verslag, waarin ik punt voor punt de verschillende behandelde zaken opnieuw aanhaal, voor elke harer de bronnen van mijne inlichtingen opgevend. Daarmede zult gij al de door de Regeering verlangde inlichtingen hebben, om te kunnen nagaan het gegronde van de bedenkingen, uiteengezet in mijn verslag uit Kassongo Lunda, van April laatstleden.

Alvorens aan te vangen, ben ik er echter op gesteld te doen uitkomen dat mijn voorgaand verslag geenszins was ingegeven door een of ander vijandig gevoel ten opzichte van de EE. PP. Jezuïeten. *De door mij uitgebrachte critieken golden niet de EE. PP., maar wel hun stelsel en vooral hunne ondergeschikten.* Ik zegde en blijf erbij, dat de EE. PP. Jezuïeten volstrekt eerbiedwaardige lieden zijn, uitgaande van eene edele, verheven drijfveer, onbaatzuchtig handelend. De dwalingen die zij begaan of laten begaan vinden haren oorsprong in overdreven ijver, gemis van wetskennis en bij hun goed te begrijpen verkeerde opvatting van de gewichtigheid hunner zending, door hen beschouwd als zoo verheven dat zij op alles den voorrang moet hebben en geen hinder ontmoeten, van welken aard ook. Wat ook hunne dwalingen mogen zijn, toch blijft hunne goede trouw buiten verdenking. Vergissen zij zich, zoo is het of wel dat zij de wet niet kennen, of wel dat zij, ze kennend, meenen ze te moeten doen buigen voor het goddelijk karakter van hunne zending. Nogmaals, de critieken gelden het stelsel; zijne erge bezwaren deed ik uitschijnen. Doch het zou volstaan het stelsel te veranderen, de hoeven-kapellen en de bekeering ten huize van den zendeling af te schaffen, om dadelijk het meerendeel van de onregelmatigheden te doen verdwijnen: en toch zullen de EE. PP. niet van aard veranderen, wat wel bewijst dat men ze niet kan beschouwen als willens en wetens te overtreden, ten minste in meest alle gevallen. Dat trachtte ik te bewijzen in mijn voorgaand verslag, namelijk wat betreft de op het eerste zicht voorwaar zonderlinge houding van den E. P. Allard.

Dit gezegd, kom ik terug op een der voornaamste punten van mijn voorgaand verslag, ten einde daarvan de bronnen aan te duiden, te weten: het historiek, het stoffelijk werk, de opvoeding der kinderen, hunne werving, de maatschappelijke werking van de zendelingen.

I. HISTORIEK. — Hierop heb ik niet aan te dringen. Toen ik aan t bestuur der justitie was, in Augustus 1909, bestudeerde ik eene maand

lang het dossier der Jezuïeten. Dus kende ik de zaak. Overigens sprak ik daar later nog over met de EE. PP. Jezuïeten. Dit is trouwens het minst belangrijke gedeelte van het verslag. 't Is eene inleiding. Stappen we er dus over heen.

II. STOFFELIJK WERK. — Mijne bronnen zijn mijne eigene waarnemingen en de gezegden van de zendelingen zelven. Dit zijn overigens de eenig mogelijke. Ik verbleef twee dagen te Kisantu, vijf uren te Kimpako, elf dagen te Pesi, eene week te Lemfu, twee dagen te Jongu. Ik vernachtte of kwam in eene aantal hoeven-kapellen. Dus zag ik met eigen oogen wat er omging en 't zijn de zendelingen die mij alles toonden.

Zoo bezocht ik te Kisantu, Kimpako, Pesi en in menige hoeven-kapellen de logeerplaatsen van de kinderen. Van de Paters zelven vernam ik hoeveel kinderen daar samenwonen, 't getal is overgroot : 15 of 20 in eene hut, 20 bij de meisjes die te Kisantu lijden aan slaapziekte, in plaatsen van 4 meters op 7 of 8 meters, zonder bedden en slechts twee lange onbekleede planken langsheen de wanden.

Van de zendelingen zelven, inzonderheid van den E. P. Hanquet, vernam ik dat de kinderen elk kwaartaal een pagne krijgen en ook een in uitzonderlijke omstandigheden, zooals tijdens het bezoek van den Minister van Koloniën; ik zag dat in de hoeven-kapellen de kinderen er haveloos en verwaarloosd uitzien, terwijl de volwassenen schier allen netjes voorkomen en goed gevoed zijn.

In zake van levensmiddelen, hebben de EE. PP. Banchaert en Butaye mij gezegd dat men er te Kisantu en Lemfu sedert een paar jaren was ingeslaagd de kinderen behoorlijk te voeden. De E. P. Hanquet zegde mij dat zij te Pesi te nauwernood genoeg te eten hadden, doch dat dagelijks de hongersnood voor de deur stond. In die zendingen woonde ik de uitdeeling van levensmiddelen bij en zag ik dat de kinderen eene minimum erlangden, minder dan de Staat of de maatschappijen verschaffen. Met eigen oogen zag ik de tot geraamte uitgemergelde kinderen der hoeven-kapellen in de omstreken van Kisamba, en zelf meen ik dat ik het heb neergeschreven in het dossier Dongala en Massunga.

Over 't algemeen deed ik de zekerheid op dat de kinderen niet beter waren gehuisvest, gevoed, gekleed dan in hunne dorpen, doch zij zijn gehuisvest in meer gezonde plaatsen, van houtgewas ontdaan en met minder tse-tse-vliegen. Al wie *in den grond en zonder vertoon* de zendingen, de hoeven-kapellen en de dorpen bezoekt, moet tot dezelfde gevolgtrekking komen.

III. OPVOEDING VAN DE KINDEREN. — Ik heb de scholen bezocht en van de EE. PP. Lambrette, Butaye, Hanquet vernomen dat men slechts de bestbegaafde kinderen, eene keurbende, onderwees.

De zendelingen bekenden mij dat de uitslagen veleer slecht dan goed waren. Zoo sommigen *zeer goed* slagen, vele andere worden slechter. De E. P. Hanquet wil zelfs geene andre boys meer om aan tafel te bedienen

dan ongedoopten, omdat zij, gedoopt zijnde, dieven worden: hij kan niet uitleggen waarom, doch stelt het met smart vast en verzwijgt niet dat het nog vele jaren zal aanloopen voordat de kleine keurbende massa worde.

De E. P. Butaye zegde mij dat men de meisjes en jongens uithuwelijkt zoodra zij huwbaar zijn.

Willen twee heidensche echtgenooten zich bekeeren, dan scheidt men ze, zelfs zoo zij degelijk getrouwd en trouwbaar zijn en tot zij gedoopt zijn, mogen ze niet meer samenleven. Daarvan zag ik een voorbeeld te Pesi.

Ook te Pesi zag ik dat de E. P. Hanquet een man van 18 tot 20 jaar bij den hals aan de veranda ketende, omdat hij in de hoeve-kapel buitenhuwelijksche betrekkingen had gehad met eene vrouw. Ik deed hem loslaten. De E. P. Hanquet zegde mij toen dat de E. P. Baukaert hem had bevolen de chistenen en bekeerlingen die zich vergrepen aan de zeden en de godsdienstige plichten, in de boeien te slaan en af te zweepen.

IV. WERVING VAN KINDEREN. — Dit is het ergste punt.

In mijn verslag heb ik vooreerst uiteengezet het stelsel van bekeering door de EE. PP. Jezuïeten, met zijn noodlottig aanhangsel: gedwongen kinderwerving. De EE. PP. Hanquet, Le Grand en Allard hebben bekend dat men vroeger met geweld kinderen heeft aangeworven.

Wat thans geschiedt. — Te Makinda, in December, hebben het sectorhoofd De Leersnijder en de handelaar Oliveira mij bevestigd dat dagelijks inboorlingen bij hen kwamen klagen omdat men hunne kinderen ontvoerde: de zendeling vestigt zich in het dorp, zegt tot het opperhoofd dat hij zooveel kinderen noodig heeft en gaat slechts heen wanneer hij ze heeft bekomen; of wel eischt hij dat de degelijk ingeschrevene wees, die in de zending sterft, worde vervangen door een anderen; of wel komen de catechiseermeesters kinderen opeischen.

Te Makinda hoorde ik in dezen zin klachten uitbrengen door de gemedailleerden hoofden Jongo, Pelingi, Bibango, Kinselele, Kiouka en Bamba. Daarvan stel ik geen proces-verbaal op, omdat de kinderen geboeid noch aangehouden waren en enkel aangeworven door zedelijken dwang op hunne ouders.

Te Katinda werden deze feiten mij bevestigd door den catechiseermeester.

Overigens, overal waar ik mij vertoon, nemen de inboorlingen de vlucht; de dorpen zijn verlaten en de opperhoofden komen sidderend tot mij. Waarom? Vraag ik het hun, dan antwoorden zij: « Uit vrees dat gij onze kinderen aan de Paters zoudt geven ». Dit gevolg van mijne aanwezigheid in het land was mij overigens bekend gemaakt door het sectorhoofd De Leersnijder.

Te Sefo werden mij op 2 Januari 1911 dezelfde beschuldigingen uitgedrukt door het gemedailleerd opperhoofd Lukoki.

Te Lemfu, bevestigt de E. P. Butaye, dat geene kinderen nog worden aangehouden; « sedert onlangs » verbeterd de E. P. Le Grano.

Ik kom tot de in dit opzicht meest belangwekkende streek, die van Jongo, Tumba Mani, Kinzamba, waar de EE. PP. Jezuïeten niet sedert lang zijn gevestigd, waar zij nieuwe hoeven-kapellen oprichten en talrijkekinderen behoeven om ze te bevolken.

Hier worden de inlichtingen nog duidelijker en talrijker.

Op 12 Januari kom ik te Jongo en spreek urenlang met den E. P. Allard. Hij bevestigt mij — en ik geloof hem — dat hij enkel wettelijk wil handelen; doch, zegt hij, mijne catechiseermeesters plegen talrijke misbruiken, houden kinderen aan; zoo hij het verneemt, geeft hij ze terug, doch de ouders durven niet klagen. En nochtans heeft de E. P. Allard, zegt hij, in een jaar meer dan 20 catechiseermeesters weggejaagd! Dat geeft stof tot nadenken!

Op 13 Januari komt te Jongo een mijner dragers in mijn bijzijn een van de catechiseermeesters beschuldigen van kinderroof. De E. P. Allard belooft de zaak te beredderen.

Ik kom te Tumba Mani. Van 13 tot 20 Januari hoor ik de klachten van al de gemedailleerde opperhoofden uit de omstreken, een tiental, over kinderroof of zedelijke drukking tegen de toestemming der ouders. Deze verklaringen teken ik aan in het dossier Ruyssinck (onderzoek naar de beschuldigingen van den E. P. Allard), ingeschreven op het R. M. P. Popokabaka onder n° 87 of 88 (onafgedaan onderzoek).

De opperhoofden uit de omstreken van Tumba Mani verklaren mij, dat zoo de zendeling bij hen kinderen komt halen, zij over de grens zullen trekken. Luitenant Jacob, sedert zeven maanden in de streck, bevestigt mij zulks.

Op 23 Januari kom ik te Kinzamba. Dadelijk ontstaan talrijke klachten tegen de catechiseermeesters Dongula en Massunga: aanhouding van kinderen in massa, van opperhoofden, diefstallen, afpersing. 7 of 8 kinderen geef ik terug aan hunne ouders, ik stel een (onvoltrokken) onderzoek in, geef aanhoudingsmandaten tegen de schuldigen.

Ik vertrek naar Popo Kabaka zonder er mede gedaan te krijgen. Den dag van mijne afreis kwamen nog talrijke inboorlingen klagen. Ik stel ze uit tot later. Het noodlot wilde dat ik daar niet kon terugkeeren.

Op 2 Maart komt de E. P. Allard te Popo. Ik spreek hem nog over de zaak. Hij zegt mij dat dit hem niet verwondert, want zijne catechiseermeesters zijn bandieten. Daarna bekent hij mij dat het volstond zoo het opperhoofd hem kinderen aanbracht opdat het regelmatig ware en dat hij nooit vroeg naar de toestemming der ouders. Hij verklaart zich bereid de hoevenkapellen af te schaffen.

In Maart ontvangt ook de Algemeene Commissaris de lijst van de kinderen uit de hoevenkapellen in Kwango. Zeer weinig weezen.

Ziedaar, zoo ik mij niet vergis, genoeg bronnen om te bewijzen dat de kinderen worden aangeworven met dwang. Daarenboven zouden de aangevangen onderzoekingen nog veel nieuwe feiten aan 't licht kunnen brengen; daarbij heb ik bij tientallen klachten van inboorlingen gehoord; ik heb hunne namen niet opgenomen, denkend dat de verkregen inlichtingen volstonden.

Het land kennend en mij daarheen met dat doel begevend, zou 't mij niet moeilijk vallen nog meer feiten aan te halen.

Overigens loochenen de EE. PP. Jezuïeten de buitensporigheden niet; zij bevestigen eenvoudig dat dit geschiedt ondanks hunne uitdrukkelijke bevelen. Gevolgen van het stelsel.

V. SOCIALE WERKING VAN DE ZENDELINGEN. — Het valt niet te betwijfelen dat de EE. PP. Jezuïeten een Staat in den Staat hebben ingericht. Dit weet de Regeering sedert lang.

Ik heb het vastgesteld.

De agenten van den Staat hebben het mij bevestigd : geene dragers te vinden onder de christenen en de belastingen worden te nauwnood geïnd.

De hoeven-kapellen ontsnappen aan het gezag der opperhoofden : al de opperhoofden zeggen het en de zendelingen roemen daarop.

Dit alles is zoo goed bekend dat ik er niet hoef op aan te dringen.

De EE. PP. Butaye en Swannet hebben mij lange uitvalten gedaan tegen den handel en het verhuren van diensten.

De E. P. Butaye heeft mij het stelsel van den « Twadi » uitgelegd, waardoor men de christelijke gezinnen onder scherp dwang houdt en mij het boek getoond, dat voor elk dorp de lijst bevat van wat elke inwoner in gemeenschap met de zendelingen bezit.

De handelaar Oliveira, de gerant Cornet, van Kinzamba, hebben mij gezegd dat de EE. PP. Jezuïeten een groot hinderpaal voor den handel waren.

Kortom, zie daar de aanvullende inlichtingen, bestemd om de verschillende punten van mijn verslag van April laatstleden te verduidelijken.

Zooals gij ziet, zijn mijne bronnen veelzijdig.

Toch mag niet uit het oog worden verloren het goede dat de EE. PP. Jezuïeten doen. Deze nota, bestemd om de critieken te billijken, kon het doen vergeten.

En nogmaals herhaal ik mijne voorgaande gevolgtrekking; het stelsel van bekeering moet volstrekt veranderen, de hoeven-kapellen dienen afgeschaft, ook de zendingen, bevolkt met honderden kinderen. Men moet het stelsel der EE. PP. Redemptoristen aannemen : geloofsverkondiging door zendelingen die van dorp tot dorp gaan prediken, achter zich latend catechiseermeesters die geene wervers zijn. Zooniet, zullen de misbruiken nooit ophouden, wat ook de EE. PP. Jezuïeten mogen verlangen en zal het bestaand stelsel zich uitbreiden tot den dag waarop de gansche bevolking zal ontsnappen aan het gezag van den Staat en zijne vrijheid zal hebben verbeurd.

De Substituut,

PAUL-MATHIEU LECLECQ.

BIJLAGE IV.

BRIEFWISSELING BETREFFENDE DE GEDWONGEN WERVING VAN
« VRIJWILLIGE ARBEIDERS ».

Nº 24, F.

Voorwerp : **Handelwijze van een substituut.**

Basoko, 24 Januari 1911.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Ik heb de eer u ter kennis te brengen, dat de heer substituut Orban, zich moettende begeven naar de streek Bohema, linkeroever van den Congo, ten einde er talrijke booswichten aan te houden, ik dien magistraat, op zijne aanvraag, een begeleide heb gegeven van 20 soldaten, aangevoerd door den eersten officier Vleurinck. Deze agent, die dus den heer substituut moest vergezellen, had insgelijks opdracht gekregen om van de gelegenheid gebruik te maken tot het werven van miliciens in gemelde streek, manschappen die tot hiertoe niet regelmatig geleverd zijn.

De heer Vleurinck wierf 25 man, die hier te Basoko zijn aangekomen met den heer substituut, alsmede de door dezen aangehouden inboorlingen.

Van de 25 man werden 15 geweigerd door de inlijvingscmissie, als zijnde ongeschikt tot den krijgsdienst.

Toen het uitkiezen van miliciens was afgelopen, vroeg ik aan de afgewezen mannen of zij dienst wilden nemen als werklieden. Na korte beraadslaging verklaarden die 15 mannen dadelijk dat zij zich wilden verbinden als werkmán. Dit geschiedde voor mijn kantoor, in aanwezigheid van den genceesheer Steeren en den statieoverste van Basoko.

Gezien de toestemming van die 15 mannen, verzocht ik den statieoverste onmiddellijk de contracten met deze lieden op te maken, ze daarna te doen kantteekenen door den heer substituut, om hen te kunnen wegzenden met den eersten steamer die afzakte naar de werken te Boma.

Ik hoopte aldus gedeeltelijk te kunnen voorzien in de mij door uwe vroegere onderrichtingen voorgeschreven werving van arbeiders. Groot was echter mijne verwondering, toen ik dezen ochtend den brief 559 B 59 van den heer substituut ontving, waarvan ingesloten een afschrift, en waarbij deze magistraat weigert de overeenkomsten te kantteekenen.

Deze weigering is voor mij des te meer onuitlegbaar, daar bedoelde mannen, vóór het opmaken van de contracten tegenover mij en twee

blanke getuigen hebben verklaard dat zij dienst wilden nemen als arbeiders. Het schijnt mij dus dat de toestand zich zonderling voordoet en dat de heer substituut de overeenkomsten met een gerust geweten kon kanteekenen, wat hij nochtans weigerde.

Gezien de houding van den heer substituut in deze zaak, heb ik natuurlijk de 15 inboorlingen verzocht naar hun dorp terug te keeren, vermits ik voor hen geene regelmatige verbintenis kon verkrijgen.

Ik acht het niet nutteloos u te zeggen, Mijnheer de Gouverneur-generaal, dat onder zulke omstandigheden alle werving van arbeiders bijzonder moeilijk, zooniet onmogelijk wordt, en dat ik in geen deelen de eischen der Regeering in zake van werving van arbeiders kan inwilligen.

De Districtcommissaris,

LUND.

BIJLAGE.

N^o 529/89.

Voorwerp : **Kanteekening van contracten.**

Basoko.

HEER COMMISSARIS,

Ik heb de eer u ter kennis te brengen, dat de heer staticoverste mij ter kanteekening is komen voorleggen vijftien contracten van arbeiders : daar deze lieden met geweld in hun dorp waren gevangen en met den strop aan den hals naar Basoko geleid, is het moeilijk hunne verbintenis te beschouwen als vrijwillig aangegaan.

Bijgevolg, naar luid van de onderrichtingen van den heer Procureur-generaal, weiger ik daarop mijne bij de wet voorziene kanteekening.

De Substituut,

ORBAN.

Parket van eersten aanleg. Ind. 1173. Voogdij.

Voorwerp : **Onwettige werving van arbeiders te Basoko.**

Boma, 18 Februari 1911.

HEER PROCUREUR-GENERAAL,

Als gevolg op uwen brief 976/B. 2022 van 17 dezer, heb ik de eer u hiermede over te maken het verhoor van de drie aanklagers Akwado, Nyama en Badyoko.

Zooals blijkt uit hun werkboekje, werden deze negers te Basoko aangeworven op 15 Juni 1910, als arbeiders voor de openbare werken. Daaren-

boven werd hun contract als regelmatig gekantteekend door commandant Lund, districtscommissaris van Aruwimi; bestaat er onregelmatigheid, dan is het in het district Aruwimi.

Uit de verklaringen van de klagers blijkt, dat toen de postoverste het opperhoofd van het dorp Mombassa om arbeiders vroeg, deze er drie leverde. Zij zouden naar Mombassa gebracht zijn door twee soldaten en naar Basoko gebracht, met den strop aan den hals, volgens Badyoko, en zonder strop, volgens Akwado; Nyama herinnert het zich niet goed. De postoverste van Mombassa zou hun wijsgemaakt hebben, om hen te overhalen te Basoko scheep te gaan, dat zij te Boma als soldaten zouden ontschepen; in deze laatste standplaats zou men hun contract opgemaakt en onderteekend hebben zonder om hunne meening te vragen.

Aangaande hunne werving in het dorp, weet ik bij persoonlijke ondervinding, en voor al wie in Opper-Congo heeft verbleven is het eene zekerheid, dat, op zeldzame uitzonderingen na, de arbeiders voor Boma en ook voor de posten en standplaatsen in Opper-Congo worden aangeworven op dezelfde wijze: eene opeischung aan het opperhoofd, die, wetend dat hij dien maatregel niet kan ontgaan, in zijn dorp het bepaalde getal uitkiest en naar den post stuurt, met of zonder begeleide, volgens dat het noodig is.

Zoo mag worden bevestigd, dat er onder de menigte van arbeiders door de Kolonie geworven niet vijf ten honderd hun dorp vrijwillig verlieten. Voorzeker verkiest de neger in vrijheid te leven, wild en werkeloos in zijn dorp; boven het betrekkelijk welzijn dat hem te beurt valt door negen uren arbeid per dag, tegen zes frank per maand en het gevaar van tuchtstraffen.

Mochten eigenlijk alle verbintenissen uit eigen beweging worden gesloten, geen enkele openbare dienst kon verzekerd worden. Dat is maar te verhelpen op twee wijzen: de oogen sluiten voor de middelen aangewend door de ondergeschikten om de door hen ontvangen bevelen tot werving uit te voeren, ofwel alle openbare diensten uitroepen als zijnde van algemeen nut, met gedwongen lichting van het getal jaarlijks benoodigde arbeiders, voor welken maatregel men steeds zal terugdeinzen, omdat men in Europa niets afweet van de gesteldheid in Congo. Overigens houd ik mij overtuigd, dat dezelfde toestand zich voordoet in al de Afrikaansche koloniën en dat vrije arbeid voor negers slechts bij name bestaat en oogen-schijn is.

.

Wat nu betreft het visa op het contract door den heer districtscommissaris Lund, kunnen wij enkel betreuren het stelsel om de regelmatigheid van de overeenkomst te doen nagaan door hem die ze sluit. Dit schier overal aangenomen stelsel neemt wezenlijk den waarborg weg, waarvoor het visa is ingesteld.

Het feit dat te Basoko, waar een magistraat verblijft, de overeenkomsten worden tegengeteekend door den districtscommissaris, werpt een zonderling licht op deze instelling, die onder voorwendsel van toezicht, veroorlooft blindelings alle contracten te bekrachtigen, hoe ze dan ook zijn.

Ik houd mij overtuigd, dat mochten wij al de contracten van werklieden uitpluizen, het zou uitloopen op duizenden waarnemingen van denzelfden aard als die van het onderhavig geval, en mij pro memoria beroepend op eene nota, u door mij op 21 Juli 1910 over eene dergelijke zaak overgelegd, stel ik geen maatregel voor in het onderhavig geval, wat slechts een lapmiddel kan zijn, maar wel de herziening van de wet op de werving van arbeiders.

De plaatsvervangende Staatsprocureur,

DUCHESNE.

N^o 576/B. 114.

Basoko, 29 Maart 1911.

HEER STAATSPROCEUR,

Als gevolg op uwen brief n^o 576/R. J. 34, van 15 Maart 1911, heb ik de eer u ter kennis te brengen, dat deze inboorlingen inderdaad ongeschikt tot den krijgsdienst zijn bevonden, en toen zij zich op het Parket vertoonden, geleid door den heer staticoverste Prison, verklaarden ze mij dienst te willen nemen bij den Staat.

Daar deze verklaring uitging van lieden in hun dorp aangehouden en tegen hun dank naar Basoko gebracht met den strop om den hals, kwam mij des te meer verdacht voor, daar zij allen waren bestemd om als arbeiders naar Neder-Congo te worden gestuurd.

Dit zoo zijnde, heb ik gemeend mij te gedragen naar de onderrichtingen, vervat in den omzendbrief n^o 17 van den heer Procureur-generaal, toen ik mijn visa weigerde.

De Substituut,

ORBAN.

Parket van 1^{er} aanleg. — Ind. 2145. Voogdij.

Voorwerp : **Onwettige werving van arbeiders te Basoko.**

Boma, 19 Juli 1911.

HEER PROCUREUR-GENERAAL,

Ik heb de eer u hiermede over te maken de aanvullende ondervraging, mij voorgeschreven door uwen brief 1547. B. 2022 van 17 Maart 1911, omtrent de wederrechtelijke aanwerving van de werklieden Akwado, Nyama en Badyoko, in het district Aruwimi.

Het viel mij natuurlijk tamelijk lastig mij te verzekeren of deze aanvulling toereikend is, vermits ge mij niet kondet mededelen de eerste onderzeringen die ik deze werklieden deed ondergaan. Daaruit blijkt nochtans, dat deze werklieden, toen zij Basoko verlieten, wisten dat zij vertrokken als werklieden, niet als soldaten, en dat de statieoverste hun, in bijzijn van den districtcommissaris, kennis gaf van hunne contracten, ten minste op bondige wijze.

Voor 't overige kan ik slechts verwijzen naar wat ik u daaromtrent schreef in mijn brief 4473 van 18 Februari: *het blijkt dat die lieden met geweld in hun dorp zijn aangeworven, zooals geschiedt met alle arbeiders, uit Opper-Congo naar Boma gestuurd ten behoeve van de verschillende diensten, het geval dat ons bezig houdt is er een onder duizend, overigens is het onmogelijk op eene andere wijze de noodige werklieden voor de openbare diensten te verkrijgen; het eenige middel om den toestand te weeten ware, zooals ik verder zegde, te doen verklaren dat deze werken van openbaar nut zijn en jaarlijks het getal te werven werklieden te bepalen; zij zouden geworven worden zooals de miliciens; vrijwilligers zouden afgetrokken worden van dit getal. De termijnen zouden van korten duur zijn, twee jaren, en het loon hoog genoeg; eenmaal in aanraking met de beschaving en de centrums, zou het meerendeel van deze arbeiders zich zeer gelukkig achten later eene vrijwillige nieuwe verbintenis te sluiten, wat spoedig het eerste getal gedwongen arbeiders zou verminderen. De aansporing, thans gegeven door ideologen en humanitaristen van uit hunne studiekamer, heeft enkel dit gevolg dat de practische noodwendigheden worden verheeld onder huichelachtige instellingen; en de magistraten moeten of wel den goeden gang der openbare diensten dwarsboomen, al de overeenkomsten doende vernietigen, die bij hun weten niet vrijwillig zijn aangegaan, of wel de oogen sluiten, en zodoende vervullen zij niet hunne plichten.*

In afwachting en voor het ons aanbelangend geval, komt het er weinig op aan of er al dan niet aan Nyama, Badyoko en Akwado kennis is gegeven van de bedingen van hun contract, vermits het is gekend dat zij met geweld werden aangeworven in hun dorp en tegen hun dank naar Boma gestuurd.

De plaatsvervangende Staatsprocureur,

DUCHESNE.

Brief 3962/J 7419, van 9 Augustus 1910.

Kantteekening van contracten.

Boma, 9 Augustus 1910.

HEER GOUVERNEUR-GENERAAL,

Ik heb de eer u hiermede in afschrift over te maken, om er het gevolg aan te geven dat gepast kan voorkomen, eene nota, welke de heer plaats-

vervangende magistraat Duchesne, tijdens zijn jongst bezoek te Bomà, mij overhandigde nopens de werving van arbeiders, benoodigd voor de behoeften van de standplaatsen en posten.

De Procureur-generaal a. i.,

LAMBIN.

NOTA.

21 juli 1910.

Het gebeurt soms dat er wordt gehandeld als volgt voor de werving van de arbeiders, benoodigd voor de behoeften van de standplaats en posten, welke arbeiders zich vrijwillig moeten aanbieden : In de inlandsche dorpen worden de noodige manschappen voor het militiecontingent of voor de werken van openbaar nut met geweld aangeworven. Later wordt hun voorgesteld deze gedwongen aanwerving te vervangen door een contract als vrijwillig arbeider. Die inboorling, moetende kiezen tusschen vier of zeven jaren gedwongen arbeid in de nabijheid van zijn dorp, verkiest doorgaans het laatste. Daar men dan moet aanvullen het getal miliciens of gedwongen arbeiders, door de streek op te leveren, wordt eene nieuwe lichteing gedaan ; tot de inboorlingen, die daarvan het voorwerp zijn, zegt men hetzelfde als tot de eersten en zoo verder, totdat de kaders van vrijwillige arbeiders volledig zijn.

Deze handelwijze strijdt met den geest der wet en leidt tot algemeenmaking van den gedwongen arbeid : trouwens, men kan niet als vrijwillig beschouwen eene verbintenis aangegaan onder bedreiging met een grooter euvel.

De magistraten, belast met het waarnemen van de belangen der zwakste partij, moeten hun visa weigeren voor de contracten die hun voorkomen als zijnde het gevolg van dit stelsel. Daarenboven moeten zij zorgen dat de inboorlingen dadelijk naar hun geboortedorp worden teruggezonden en later niet meer verontrust.

Wij zijn van oordeel, dat de Staat, een contract voorstellend aan lieden die hij eerst met geweld had aangeworven, er bepaald van afzag hun nog deze bestemming te geven, zelfs ingeval zij later niet dat aanbod van vrijwillige verbintenis aannamen ; zoorniet zou er op de betrokken inboorlingen, voor de aanneming daarvan, een zedelijken dwang worden uitgeoefend, die hun alle vrijheid zou ontnemen.

DUCHESNE.

BIJLAGE V.**VERSLAG OVER HET ONDERZOEK TEN LASTE VAN DEN
ONDERLUITENANT DE L'E...**

In Juni 1940, kreeg de onderluitenant de l'E... van het sectorhoofd Delattre bevel om eene politieverrichting tot een goed einde te brengen. Hem werd eene troep van honderd man toevertrouwd; de eerste onderofficier Anciaux was hem toegevoegd en stond onder zijne bevelen.

Het beoogde doel was inhechtenisneming van de plegers van roof bij de opperhoofden Nya Lukemba en Beko, inzonderheid de opperhoofden Kabare en Lilali.

Er was bijzonder aangedrongen op den vredelievenden aard van den tocht en uitdrukkelijk herinnerd dat van de wapens slechts in geval van wettelijke verdediging van zichzelf of van anderen gebruik mocht worden gemaakt. Daarenboven werd herinnerd aan het zoo gewoon beginsel, geworteld in de ziel van beschaafde volkeren : « Gevangenen moeten worden ontzien ! »

Men verliet Nya Lukemba te 11 uur 's avonds; elke soldaat beschikte over vijftig patronen. Te 4 uur 's morgens houdt men halt op zoowat driehonderd meters van een boma, waarin gidsen hadden gezegd dat Kabare zich ophield.

Uit het verslag van den heer substituut Bull blijkt onomstootbaar dat de gebeurtenissen dit gevolg hadden :

Op bevel van de l'E..., werd de boma omsingeld. Den soldaten was verboden binnen te dringen in de hutten die vóór den boma stonden. Een soldaat, van de afdeeling van den onderofficier Anciaux overtrad dit bevel en werd door een inwoner der hut, die wilde vluchten, doodelijk gewond met messteken. Een tweede soldaat werd lichtelijk gewond door den vluchteling, wien hij den weg wilde afsnijden.

De inboorlingen trachtten te ontkomen. Ze werden met zijn negenen, drie vrouwen en zes mannen, aangehouden door de soldaten van den heer Anciaux, met lianen aaneengebonden en voor luitenant de l'E... gebracht. Zij zetten zich neder, den rug geleund tegen eene woning.

De l'E... en Anciaux naderden een oogenblik het lijk van den soldaat. Vergetende het door hem zelven gegeven bevel om niet in de hutten te dringen, dat de soldaat had overtreden, verloor de l'E... alle kalmte en bezinning.

Hij zond de afdeeling Anciaux en den sergeant Linda uit om te gaan vuren op lieden die zich 2 of 3 kilometers van daar in de bergen bevonden. Daarna, terugkeerend tot de gevangenen, liet hij de vrouwen los, en, zich tot zijne soldaten wendend, zegde hij : « Zij hebben een soldaat gedood en een anderen gewond, die hun niets misdeed; ik zal de slachtoffers wreken. » En achtereenvolgens schoot hij met zijn Browning door den kop zes weerlooze gevangenen.

In zijn verslag deed de heer substituut Bull het degelijke van het onderzoek uitschijnen. Ik steun al de door hem vooruitgezette beweegredenen. Ik haal er eene andere aan : de soldaten die getuigen behooren niet allen tot hetzelfde ras. Onder hen zie ik Bangala's, Azandi's Bango-Bango's, lieden uit de Oosterprovincie; hun getuigenis schijnt mij onweerlegbaar.

*
* *

De feiten, door de l'E... gepleegd, zijn niet alleen zeer erg, maar niet minder erg is de wijze waarop werd te werk gegaan om de getuigen te verhinderen het tooneel te verhalen zooals Monkondo, en te geraken tot een bepaald stilzwijgen.

De heer Dekens kreeg in Augustus 1940 kennis van de politieverrichting; hem werd geschreven door den plaatsvervangenden substituut dokter Laurent, dat hij zelf eenvoudig herhaalde de gezegden van het sectiehoofd Delattre, als zou het enkel gelden soldaten die hadden gevuurd om zich te verdedigen.

Nooit werd de naam van een Europeaan vernoemd. De heer Dekens antwoordde zooals ik de eer had het neer te schrijven in mijn brief 451, R. 411, van 6 Maart laatsleden.

Later, op 27 Augustus, verrichten de luitenanten Speltoir en Herion, gelast met onderzoekingen, niets, ofschoon zij zich ter plaatse bevinden en de beste gelegenheid hebben om de gezegden van den sergeant Mokondo spoedig na te gaan.

Later straft de luitenant Delattre den sergeant Mokondo met acht dagen gevangenzitting, wegens zijne getuigenis. Luitenant Delattre gaf den heer Bull uitlegging. Hij zou door zijn overste, kapitein Ghewy, gedwongen geweest zijn te handelen zooals hij deed, wat gansch deze zaak nog erger maakt. Luitenant Delattre vertoont een brief aan zijn opperhoofd, hem bevelend den gegradeerde te straffen en zelfs voor te stellen hem van zijn graad te berooven.

Twee andere soldaten worden insgelijks gestraft omdat zij de verklaringen van Mokondo bevestigen. Wanneer de heer substituut Bull, ten einde zich in te lichten, nadien vertrouwelijk aan commandant Berche, hoogeradjunct, om bescheid vraagt over de l'E... en zijne manier van doen, krijgt de magistraat dit afdoend antwoord, dat geene tegenspraak schijnt te dulden : « Ik heb mijn oordeel en mijne bedenkingen uitgedrukt over de politieverrichtingen, bij Kabare aangevoerd door dien officier. Ik deed uitschijnen, dat zoo de heer de l'E... had bevolen op de vluchtende inboorlingen te vuren, dezen een soldaat gedood en een anderen erg hadden gewond. Ook ben ik voldaan over de diensten, bewezen door luitenant de l'E...

Men kan niet nalaten deze twee oordeelvellingen met elkander te vergelijken : eensdeels goedkeuring voor hen die vuren op vluchtelingen en slechts troffen omdat men ze het ontvluchten belette, in strijd met het door de l'E... zelf uitgevaardigd bevel; anderdeels bestraffing van drie soldaten, waaronder een gegradeerde, die onaangenaam getuigenis afleggen!

Nu dat de waarheid is gekend, zullen die straffen ongetwijfeld worden opgeheven; doch de jammerlijken indruk, op het gemoed der negers gelaten door de woede der Europeanen, die, van hen een gunstig antwoord verbeidend, werden teleurgesteld, blijft niettemin bestaan.

*
* *

Is de schuldige wel schuldig?

De heer substituut Bull acht hem in de zinnen verstoord, wellicht epileptisch. Hij haalt ten zijnen laste gewelddaden aan. Het schijnt veeleer dat die de l'E... lichamenlijk zeer sterk, zedelijk al te prat op den naam welken hij draagt, vooral een snòeshaan is, waarschijnlijk tamelijk onwetend en weinig van tel in zijn beroep zelf, want hij is 32 jaar oud en schijnt niet bestemd om het in 't Belgisch leger tot een hooger graad te brengen. De eenige uitdrukkelijke inlichting in het dossier is die van den opperadjunct Berche, die hem greenszins afschildert als een zwakzinnige of ongewoon wezen. Uit de wijze waarop hij zich verdedigt, blijkt overigens dat hij op verre na niet gek is. Hij zij gramstorig, oplopend, prikkelbaar, hevig, verwaand, dit zijn gebreken : om zes menschen te hebben gedood uit ridderlijkheid en om Tondeur te wreken, zooals zijn vriend Delattre schijnt te doen gelooven, ware hij bewonderd geworden in voorhistorische tijden, zooals die welke de negers van Kubali thans beleven, doch dergelijke uitspatting bestraft onze beschaving.

Wil dit zeggen dat hij niet zorgvuldig dient te worden onderzocht met het oog op de psychologische smetten die hem kunnen aankleven?

Voorzeker neen, en ik deel het gevoelen van den heer Bull, dat men enkel in Europa een grondig en afdoend onderzoek kan instellen.

« Voorstel : verstandsonderzoek. »

Stanleystad, 17 Juli 1911.

De Staatsprocureur,

DETRY.

(64)

BLADWIJZER.

TOELICHTING.

AFDEELING I. — *De Regeering en de zendingen.*

	Bladz.
1° Overtreding van het decreet waarbij het bereiden van gedistilleerde dranken wordt verboden	3
2° Staking van rechtsvervolging ten laste van een zendeling op orde van den Minister van Koloniën	4
3° Terugkeer naar Congō van een zendeling vervolgd voor moord en vrijgesproken als ontoerekenbaar	6
4° Roof van kinderen voor de hoeven-kapellen te Kwango	7

AFDEELING II. — *De Regeering en de vrijheid van handel en arbeid.*

1° De aankoop van ivoor door de territoriale hoofden, in strijd met de wet	13
2° Aanwerving, door geweld, van « vrijwillige » arbeiders	15
3° Terechtstelling van gevangenen zonder voorafgaand vonnis	18
4° Inbreuken op de onafhankelijkheid der magistraten	19
WETSVOORSTEL	22 ⁱ

BEWIJSSTUKKEN.

BIJLAGE I. — Briefwisseling over de zaak Van den Besselaer	23
BIJLAGE II. — Memorie-pleitrede van P. Cambier in de zaak D...	29
BIJLAGE III. — Verslagen Leclercq over de werking der EE. PP. Jezuïeten op het grond gebied van Kwango.	31
BIJLAGE IV. — Briefwisseling betreffende de gedwongen werving van vrijwillige arbeiders.	55
BIJLAGE V. — Verslag over het onderzoek ten laste van den onderluitenant de l'E... .	61
